

UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

MÉMOIRE DE MAÎTRISE PRÉSENTÉ À  
L'UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN SERVICE SOCIAL (M.S.S.)

PAR  
ALEXIE NADEAU

LES CARACTÉRISTIQUES DE LA PARTICIPATION ET L'IMPACT DE LA COOPÉRATION  
INTERNATIONALE DANS LA TABLE DE CONCERTATION SUR LE GENRE DE COMAS À  
LIMA, AU PÉROU.

18 FÉVRIER 2017

## Composition du jury

Les caractéristiques de la participation et l'impact de la coopération internationale dans la table  
de concertation sur le genre de Comas à Lima, au Pérou.  
Alexie Nadeau

Ce mémoire a été évalué par un jury composé des personnes suivantes:

Yves Couturier, directeur de recherche  
(École de travail social, Faculté des lettres et sciences humaines, Université de Sherbrooke)  
Michèle Vatz-Laaroussi, autre membre du jury  
(École de travail social, Faculté des lettres et sciences humaines, Université de Sherbrooke)  
Jacques Caillouette, autre membre du jury  
(École de travail social, Faculté des lettres et sciences humaines, Université de Sherbrooke)

## Remerciement

Je tiens à remercier les personnes qui m'ont aidée à traverser avec succès toutes les étapes de mon mémoire de maîtrise. La maîtrise est un long processus qui exige rigueur et détermination pour être complété et être fier du résultat. Si ma persévérance m'a permis d'aller jusqu'au bout de cette recherche, elle a été alimentée par le soutien constant de mes proches et de l'équipe avec laquelle j'ai travaillé.

Dans un premier temps, je tiens à adresser mes plus sincères remerciements à mon directeur de recherche, Yves Couturier, pour m'avoir guidée tout au long de ma maîtrise. Yves, tu m'as permis de découvrir «l'univers» de la recherche et tu m'as montré qu'il s'agissait d'un domaine passionnant. Les nombreux commentaires et conseils dont tu m'as fait bénéficier m'ont aidée à perfectionner mon travail et à être mieux outillée pour relever les défis soulevés par la poursuite d'une maîtrise. Tu as su respecter mes intérêts de recherche et me permettre de réaliser mon projet de faire mon mémoire de maîtrise à l'étranger. Tu as parfaitement conjugué mes intérêts de recherche avec ta grande expertise afin d'arriver au résultat final qu'est ce mémoire.

En second lieu, je remercie les diverses organisations qui m'ont aidée lors de ma recherche sur le terrain. Je pense plus particulièrement aux participantes siégeant à *Mesa de concertation de género* de Comas, sans lesquelles cette recherche aurait tout simplement été impossible. Ces femmes m'ont permis de prendre part à la vie de la table de concertation et de découvrir tout le travail qu'elles accomplissent au quotidien. Elles ont généreusement accepté de participer aux diverses collectes de données que j'avais planifiées. Surtout, ces femmes m'ont montré qu'il existe encore des gens passionnés qui donnent temps et amour aux autres afin de voir le monde s'améliorer et de permettre aux gens de vivre dans de meilleures conditions. Je tiens également à remercier l'organisme *Ayni Desarrollo* pour son assistance et son soutien dans ma recherche. Avant mon départ pour le Pérou, cette organisation m'a permis de faire le lien avec la table de concertation sur le genre de Comas pour faire approuver mon projet de recherche et m'assurer du désir de participer des membres de la table. Il a su me guider et me familiariser non seulement avec le fonctionnement de la table de concertation, mais aussi avec le contexte de Comas, de Lima et plus largement du Pérou. Les nombreux enseignements que j'ai tirés de cette collaboration furent très précieux tout au long de mon cheminement.

Finalement, je tiens à remercier mes proches pour leur aide et leur soutien indéfectible au fil des mois, principalement ma famille, mon copain et mes amis, qui m'ont encouragée et aidée dans la poursuite de mes études de maîtrise. Mes proches ont cru en moi et m'ont toujours appuyée dans mon projet. Ces personnes m'ont vu travailler jour après jour pour parvenir au résultat que je visais et elles m'ont encouragée à chacune des étapes de mon parcours en m'exprimant toute la fierté qu'elles avaient pour moi. En fait, je crois que mon accomplissement n'a d'égal que le soutien que ces personnes m'ont apporté.

Merci à tous pour votre aide – *Muchas gracias por su ayuda*

Alexie Nadeau

## Table des matières

Résumé .....	8
Introduction.....	10
Problématique .....	12
A) Introduction.....	12
B) La <i>Mesa de concertación de género</i> .....	12
C) La participation et la concertation dans le développement local appuyées par la coopération internationale .....	14
La coopération internationale .....	14
Le développement des communautés et la collaboration entre acteurs.....	19
Les différents types de relation entre les acteurs .....	21
Caractéristiques de la concertation .....	28
La participation à l'intérieur des concertations.....	34
D) Question de recherche et objectifs .....	45
A) Définition de la participation : les différentes appellations .....	46
Les typologies de la participation .....	48
Les limites de la participation.....	58
B) Cadre d'analyse : les éléments retenus.....	59
Méthodologie.....	64
Type de recherche.....	64
Échantillon .....	65
Collectes de données.....	65
Méthode d'analyse .....	69
Considérations éthiques .....	70
Résultats .....	72
Objectif 1 : Décrire la problématique sociale à propos de laquelle la concertation s'effectue.	72

Objectif 2 : Caractériser les types de participation sociale présents dans le cadre de la concertation .....	81
Objectif 3 : Les déterminants de la concertation et de la participation de la table de concertation sur le genre de Comas.....	85
Objectif 4 : Éclaircir comment la concertation contribue à des formes citoyennes de participation .....	91
Objectif 5 : Explorer en quoi la coopération internationale est une condition favorable à la participation et à la concertation.....	97
Analyse transversale .....	101
Objectif 1 : Les caractéristiques de la <i>Mesa de concertación de género</i> en lien avec sa mission, son degré de permanence et les acteurs y participants .....	101
Objectif 2 : Caractériser les types de participation : la participation sociale est effectuée par qui, pour qui et pourquoi.....	102
Objectif 3 : Les éléments influençant la participation ainsi que la concertation et leurs impacts sur la <i>Mesa de concertación de género</i> .....	106
Objectifs 4 : Un contexte social qui a une grande influence sur la participation citoyenne des participantes .....	110
Objectif 5 : La coopération internationale comme soutien à la <i>Mesa de concertación de género</i> .....	117
Conclusion.....	120
Bibliographie.....	126
Annexe 1: Recension des écrits.....	132
Annexe 3 : L'observation.....	136
Annexe 4 : Focus groups .....	138
Annexe 5 : Entretiens semi-dirigés.....	140
Annexe 6: Formulaire de consentement .....	142
Annexe 7 : Certificat d'éthique .....	148

## Liste des tableaux et des figures

Tableau 1 : Question et objectifs de recherche	p.45
Tableau 2: Représentation de la typologie sous forme de tableau de classement pour les activités effectuées par la table de concertation sur le genre de Comas	p.53
Tableau 3 : Les différents niveaux d'analyse	p.63
Tableau 4 : Chronologie de la collecte de données et de l'analyse des données	p. 68
Tableau 5 : Classement des activités de la <i>Mesa de concertación de género</i>	p.103-104
Figure 1. Les objectifs de la concertation : trois pôles et trois gradients	p.31
Figure 2 : Typologie des rapports État/tiers secteur	p.42
Figure 3: Les trois types de participation	p.48
Figure 4 : Les trois types de participation citoyenne selon le TCFJRQ	p.49
Figure 5 : Un parcours citoyen	p.50
Figure 6 : Échelle de la participation sociale	p.53
Figure 7 : La participation citoyenne selon Arnstein (1969)	p.55
Figure 8 : Traduction de la participation citoyenne selon Arnstein (2006)	p.56
Figure 9 : Les différents districts de la ville de Lima	p.73
Figure 10 : Traduction de la participation citoyenne selon Arnstein (2006)	p.114

## Résumé

Le développement des communautés appelle de plus en plus au ralliement des acteurs afin de travailler dans une logique davantage collective et hors des silos. Dans plusieurs collectivités, les gens se rassemblent autour de tables de concertation pour travailler dans une même direction. D'ailleurs, c'est la stratégie utilisée par la *Mesa de concertación de género* (Table de concertation sur le genre) de Comas, à Lima, au Pérou. Instance de concertation permanente et intersectorielle thématique, cette table de concertation collabore avec plusieurs organismes de la communauté, notamment avec une ONG (organisation non gouvernementale), laquelle est elle-même partenaire d'un OCI (organisme de coopération internationale) du Québec. Les participantes à la table sont très impliquées dans cette instance et dans leur communauté. Ainsi, il apparaît intéressant de définir et comprendre la nature et les caractéristiques de cette participation à la *Mesa de concertación de género*. De même, comme il existe un lien entre la table de concertation et un organisme de coopération québécois, il apparaît également pertinent de comprendre comment ce lien influence leur travail. Notre question de recherche se formule en ces termes: comment se caractérise la participation dans le cadre d'une concertation soutenant des projets locaux, dont certains sont appuyés par la coopération internationale?

Quatre types de collectes de données ont été employés en vue de répondre à cette question. Tout d'abord, nous avons effectué une analyse documentaire dans le but de mieux comprendre le contexte de la *Mesa de concertación de género* et le contexte de la communauté de Comas. Par la suite, nous avons procédé à des séances d'observation dans la communauté et aux réunions de la table de concertation. Enfin, nous avons conduit des *focus groups* (n=2) avec les membres de la table de concertation et mené des entretiens individuels (n=12) avec des membres et des anciens membres de cette instance.

Les résultats de notre recherche révèlent que la participation à la *Mesa de concertación de género* est en constante évolution. En fait, les personnes siégeant à cette table changent selon les années et selon les projets. En d'autres mots, la participation se transforme en fonction du contexte politique, économique et social. Les personnes participant à la table de concertation sont des représentants d'organisations sociales de la communauté; selon la typologie conçue par Levasseur, Richard, Gauvin et Raymond (2010), le type de participation sociale exercé par ces personnes vise à contribuer à la société. L'un des facteurs limitant le plus la participation à la table de concertation reste l'aspect économique. Ne disposant pas d'un budget qui lui serait



versé sur une base récurrente, la table doit constamment ajuster ses activités en tenant compte des maigres ressources qui lui sont allouées. À l'inverse, l'un des facteurs favorisant le plus la participation à la table de concertation est l'engagement bénévole des femmes, qui pourrait être qualifié de vocation. Ces femmes permettent à la table de rester active et reconnue dans Lima depuis plus de 16 ans. Les diverses actions entreprises par la table de concertation favorisent tant la participation sociale que la participation citoyenne. Dans leur communauté, les femmes mettent sur pied différentes activités autour du thème de l'égalité des genres et elles engagent la lutte au plan politique dans la perspective d'améliorer la condition des femmes en particulier et de la population en général. Elles ont élaboré plusieurs plans de travail en collaboration avec la municipalité de Comas en vue d'infléchir les politiques publiques. Les résultats de notre recherche montrent également que, du fait que la composition des membres de la table change souvent et que le nombre activités faites par la table varie constamment, il n'est pas possible de classer la table à un niveau précis dans la typologie de la participation citoyenne élaborée par Arnstein (1969) puisque ce niveau semble changer en fonction du contexte. Finalement, la table de concertation est influencée par la coopération internationale par l'intermédiaire de son travail avec l'organisme *AYNI Desarrollo*, qui permet un échange interculturel entre les personnes participant à la table et les stagiaires québécois et qui donne à la table la possibilité d'obtenir un financement pour organiser des activités. Toutefois, cette situation peut entraîner une certaine dépendance de la table car la possibilité de mener à bien des projets plus importants reste en partie assujettie à ce financement.

**Mots clés :** *Mesa de concertación de género*, participation, participation sociale, participation citoyenne, concertation, coopération internationale.

## Introduction

Le développement local requiert la participation des citoyens pour bâtir des projets bénéfiques pour la collectivité. Le développement d'une communauté se veut global et c'est pour cette raison qu'il doit inclure plusieurs acteurs provenant de milieux différents et complémentaires. Ce développement peut être appuyé par des partenaires qui ne font pas partie de la communauté, par exemple par des organisations œuvrant dans le domaine de la coopération internationale. La participation active des citoyens et des acteurs de la collectivité est soutenue par divers partenaires qui reconnaissent son importance. La participation permet aux projets d'être centrés davantage sur les besoins de la population, ce qui augmente les possibilités que ces projets fonctionnent à long terme. L'une de ces formes de participation est la concertation. Par ailleurs, la portée de la concertation peut varier grandement en fonction du niveau de participation des personnes qui y prennent part et du pouvoir qui leur est accordé. La concertation est une stratégie de développement local qui est déployée dans plusieurs régions à travers le monde, notamment dans le district municipal de Comas, à Lima, la capitale du Pérou, où sont actives plusieurs tables de concertation qui visent à permettre aux citoyens de participer aux décisions politiques. Parmi ces tables figure la *Mesa de concertación de género*, dont l'action porte sur le développement local équitable pour les hommes et les femmes.

En fait, dans un grand nombre de situations, le type de concertation (acteurs impliqués, pouvoir accordé à ces derniers, etc.) semble influencer la participation des citoyens et, à l'inverse, cette participation semble influencer la réalité de la concertation. Dans ce mémoire de maîtrise, nous tentons de comprendre l'inter-influence entre ces éléments. Notre question de recherche est la suivante: comment se caractérise la participation dans le cadre d'une concertation soutenant des projets locaux, dont certains sont appuyés par la coopération internationale?

Pour répondre à cette interrogation, nous présenterons tout d'abord la problématique afin de comprendre les différents concepts et la manière dont ils sont liés. Ensuite, nous introduirons notre cadre conceptuel pour définir les concepts centraux de notre recherche. Cela permettra de décrire la perspective d'analyse que nous avons adoptée pour l'analyse des données. Pour chacun de nos objectifs de recherche (objectif principal et objectifs secondaires), qui sont présentés à la page 45, les éléments retenus pour la démarche d'analyse seront exposés. Dans la troisième section, nous allons dévoiler la méthodologie que nous avons employée dans cette recherche. Ceci permettra de décrire en détail les divers types de collectes de données et la méthode d'analyse des données proprement dite. Ensuite, nous allons dévoiler les résultats de

notre recherche. Il s'agit d'obtenir une vision nette de la façon dont les participantes<sup>1</sup> conçoivent leur participation à la table de concertation de Comas et de la manière dont elles voient l'impact de la coopération internationale sur cette instance. Dans la section suivante, nous ferons place à une discussion liant la problématique, le cadre conceptuel et les résultats. Enfin, la conclusion permettra de clore le tout et de revenir sur les principaux éléments de notre recherche.

---

<sup>1</sup> Étant donné que la grande majorité des participants à la table de concertation sur le genre de Comas sont des femmes (10 sur 12), nous emploierons exclusivement la forme féminine dans ce mémoire.

# Problématique

## A) Introduction

L'objectif de cette recherche consistait à mieux comprendre les liens unissant la participation et la concertation dans le contexte du développement local, dont certains projets sont appuyés par la coopération internationale. La recherche s'est déroulée au Pérou, à Lima, dans le district municipal de Comas, un secteur très défavorisé de la capitale péruvienne. Nous avons choisi ce site parce qu'il s'agit d'un endroit où on observe de nombreuses pratiques de collaboration qui sont orientées vers une réduction des inégalités entre les genres et vers une amélioration de la qualité de vie de la population. Certaines de ces collaborations constituent des pratiques de concertation. D'ailleurs, le groupe qui a été étudié dans notre recherche est une table de concertation qui se nomme la *Mesa de concertación de género* (Table de concertation sur le genre). Cette table permet la participation des acteurs du district de Comas pour qu'ils travaillent ensemble sur des thèmes reliés à l'égalité entre les hommes et les femmes et au développement de la condition des femmes. Ce site est intéressant aussi parce qu'on peut y observer sur le terrain plusieurs projets de coopération internationale, dont certains concernent la participation citoyenne. Cette table de concertation reçoit un appui financier et logistique de la part d'une ONG (organisation non gouvernementale) du Pérou, qui est elle-même appuyée par un OCI (organisme de coopération internationale) du Québec. La *Mesa de concertación de género* de Comas apparaît donc comme le lieu idéal pour notre projet parce qu'elle nous offre l'opportunité d'étudier toutes les composantes de notre thématique de recherche, dont l'objectif principal consiste à mieux comprendre la participation à la fois comme condition et comme retombée de la concertation. Ultimement, notre démarche pourrait contribuer au développement d'approches de concertation encore plus efficaces afin de développer des projets sociaux qui répondent mieux aux besoins et aux attentes de la population. Dans la section suivante, nous allons tout d'abord présenter la *Mesa de concertación de género* de Comas puis nous ferons la synthèse des informations recueillies lors de la recension des écrits.

## B) La *Mesa de concertación de género*

*Mesa de concertación de género* signifie Table de concertation sur le genre. Il s'agit d'une instance fondée en 1999 et située dans le district de Comas, à Lima, au Pérou. La table tire son origine de l'initiative d'un groupe de femmes et d'organisations travaillant sur le thème du genre et sur les problématiques reliées audit thème. Ces femmes désiraient avoir un espace où elles

pourraient prendre part aux décisions les concernant. Cet espace permet aux organisations et aux institutions publiques et privées de la communauté de se rassembler en vue de travailler au développement équitable pour tous et aide les femmes à améliorer leur condition (*Historia de la Mesa*, S.D.). Concrètement, la *Mesa de concertación de género* travaille avec les organisations locales et avec la municipalité pour appuyer le développement social dans le district de Comas. Les participantes à la table de concertation réalisent des activités de formation et d'information à l'intention de la population pour que celle-ci puisse développer des compétences et acquérir du pouvoir. Elles utilisent également cet espace de concertation pour formuler des propositions politiques prenant en considération les demandes des citoyens (Bedregal, Agüero et Venegas, 2006). Par exemple, ces femmes ont participé avec la municipalité à l'élaboration d'un plan local contre la violence faite aux femmes en 2012 et d'un plan local d'égalité entre les genres en 2014. De même, elles organisent des marches pour souligner certains événements majeurs, par exemple la journée de la femme. Pour les activités de formation, ces femmes se rendent couramment dans d'autres organisations et dans des écoles afin de donner des conférences sur la violence faite aux femmes et sur la violence familiale.

La *Mesa de concertación de género* de Comas comprend 11 acteurs de provenance variée (ce nombre varie constamment puisque ces gens peuvent s'ajouter ou se retirer de la table selon les besoins de leur organisation). Ces personnes siègent à la table de concertation en tant que représentants d'autres organisations, ce qui permet de créer un réseau s'étendant à toute la communauté. La table de concertation travaille en collaboration avec des ONG, avec plusieurs organisations de la communauté et avec des représentants du gouvernement local, ce qui fait en sorte qu'elle a de nombreux partenaires locaux. La *Mesa de concertación de género* travaille notamment avec *AYNI Desarrollo*, une ONG péruvienne œuvrant au développement local qui travaille en partenariat avec un OCI du Québec qui lui donne un appui logistique et financier. Par l'intermédiaire d'*AYNI Desarrollo*, les relations de partenariat entretenues par la *Mesa de concertación de género* se situent au niveau international. En effet, *AYNI Desarrollo* permet à la table de concertation de recevoir un soutien de son partenaire québécois pour ses démarches et ses projets. Chaque année, grâce au programme *Québec sans frontière*, l'organisme de coopération internationale québécois envoie des groupes de stagiaires faire un séjour à Comas afin de travailler avec les gens de la communauté. Certains de ces stages visent à encourager la participation citoyenne et ont lieu avec la *Mesa de concertación de género*.

L'action des personnes participant à la table de concertation est influencée par une multitude de personnes et d'organisations. Le fait d'avoir des membres provenant d'organisations différentes et des partenaires diversifiés permet à cette instance de trouver des solutions innovantes aux problématiques sur lesquelles elle travaille. La *Mesa de concertación de género* de Comas est dotée d'un réseau extérieur qui lui permet de devenir plus forte.

Bien entendu, la table de concertation possède également une force intérieure qui provient des divers acteurs qui y siègent. Selon Bégin-Gaudette (2010), le fait de regrouper des gens pour agir ensemble favorise l'atteinte des objectifs et permet d'acquérir plus de pouvoir. Mais, pour que la concertation existe, il faut absolument que des acteurs participent au processus. Par ailleurs, la participation peut prendre plusieurs formes dans les concertations et la concertation représente elle-même une forme de participation. Il nous apparaît pertinent de bien saisir la nature et les caractéristiques de la participation à la *Mesa de concertación de género*. Ceci permettra de mieux comprendre la participation des différents acteurs de la table et la manière dont la table influence la participation de ces acteurs. La section suivante traite du contexte général de la problématique et des différents concepts figurant dans recherche.

## **C) La participation et la concertation dans le développement local appuyées par la coopération internationale**

### **La coopération internationale**

La coopération entre les pays du Nord et ceux du Sud existe depuis de nombreuses années et a grandement évolué au fil du temps. À travers cette évolution, le type de collaboration unissant les acteurs du Nord et du Sud a lui aussi fortement changé. Selon Navarro-Flores (2007), au début des années 1960, ce rapport comprenait un donateur (le pays détenant les ressources) et un bénéficiaire (le pays recevant les ressources). Ceci amenait une reproduction des inégalités déjà présentes entre les pays du Nord et du Sud. Par la suite, de 1970 à 1980, ces rapports ont commencé à être construits davantage autour du principe de collaboration/complicité. Ce lien se caractérisait par la collaboration et des apprentissages par les ONG locales et les OCI. De 1990 à 2000, on parle plus de relations de type partenarial, du moins en principe. Suivant ce nouveau modèle, les organisations partagent des responsabilités pour arriver à un but commun. Selon Navarro-Flores (2007), même si leur relation se caractérise souvent par une inégalité en termes de pouvoir, plusieurs organisations du Nord et du Sud réussissent à mettre en place de véritables partenariats. Toutefois, ceci porte à réfléchir parce que, normalement, pour qu'une

relation soit vraiment partenariale, il faut qu'il y ait un rapport égalitaire entre les partenaires ou à tout le moins un effort en vue d'équilibrer le pouvoir (Navarro-Flores (2007).

Navarro-Flores (2007) affirme que les organisations du Nord et du Sud réussissent dans une certaine mesure à modifier les dynamiques de domination. En effet, «l'engagement de part et d'autre à atteindre des objectifs communs à long terme transforme la dynamique de *dominants-dominés* en une dynamique de complémentarité qui intègre l'inégalité du pouvoir des acteurs » (Navarro-Flores, 2007, p. 372). Ainsi, pour égaliser autant que possible leur relation, les acteurs du Nord, qui détiennent l'essentiel du pouvoir, acceptent volontairement d'en céder une partie aux acteurs du Sud dans le but non pas de reproduire des rapports de force inégaux, mais de développer une relation fondée sur une vision partagée, et non sur celle de celui détenant plus de pouvoir (Navarro-Flores, 2007).

Au cours des années, plusieurs modèles de coopération ont existé. Selon Favreau (2009), ceci mène aujourd'hui à trois types d'intervention possibles entre les pays du Sud et la coopération québécoise, soit l'aide internationale, la coopération internationale et la solidarité internationale. Ainsi, l'aide internationale permet d'offrir une assistance d'urgence à une population qui est vue comme étant le bénéficiaire de cette aide. De son côté, la coopération internationale encourage l'accompagnement dans le processus de développement local et la population est considérée comme étant un collaborateur. Il s'agit d'une aide au développement qui passe habituellement par un soutien pouvant être financier, professionnel ou technique. Pour sa part, la solidarité internationale s'organise autour d'une logique de mobilisation sociale soutenue par un travail de réciprocité entre organisations qui sont estimées égales et la population locale est reconnue à titre de partenaire. Toutes les activités de développement qui sont réalisées se centrent sur des démarches partenariales dans la perspective de favoriser une plus grande justice sociale. Par exemple, il peut s'agir du commerce équitable (Favreau, 2009). Dans tous ces modèles, le type de relation entretenu par les acteurs tient une place très importante et il semble même qu'il détermine du moins en partie à quel type de coopération s'en tiennent ces personnes.

Aux yeux des organisations québécoises de coopération internationale, la concertation apparaît depuis longtemps déjà comme une modalité d'action essentielle. Effectivement, selon Lafleur (1991), les organisations membres de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) se concertent depuis plusieurs années sur plusieurs sujets en vue de se doter d'une voix commune, et ce, à l'aide de groupes de travail ou de tables de concertation. Cette association regroupe 69 organisations, ce qui nous donne un bon aperçu de l'ampleur de

la coopération internationale au Québec. Son mandat se décline en six points, dont cinq sont directement en lien avec les thèmes identifiés précédemment, en l'occurrence la concertation et la participation:

- 1) « soutenir et promouvoir le travail de ses membres auprès des instances gouvernementales, des décideurs politiques, des médias et du grand public;
- 2) influencer les décideurs et participer à l'élaboration des politiques provinciales et fédérales en matière de coopération internationale, de stratégies d'aide au développement et de relations internationales;
- 3) renforcer les capacités de ses membres par la diffusion d'information et d'outils stratégiques ainsi qu'en offrant régulièrement des formations;
- 4) favoriser la concertation et la mobilisation du réseau en multipliant les occasions d'échange entre les ONG québécoises, les autres acteurs de la société civile du Québec et les partenaires des pays du Sud;
- 5) produire et publier des mémoires, des analyses de fond et des prises de position en lien avec la politique étrangère canadienne et québécoise ainsi que l'actualité nationale et internationale;
- 6) sensibiliser, éduquer et promouvoir l'engagement du public québécois en faveur de la solidarité internationale. » (AQOCI, 2014)

Comme on peut le voir, les points 2 et 4 sont directement en lien avec le travail en partenariat et en concertation, tandis que les points 2, 3 et 6 portent spécifiquement sur la participation sociale et l'*empowerment*. En travaillant avec ces mandats, les organisations oeuvrant en coopération internationale exercent une influence directe sur la participation des communautés parce qu'elles visent à soutenir et à renforcer cette même participation et que leurs méthodes de travail favorisent la concertation.

Le travail en partenariat entre des organisations du Nord et du Sud amène également plusieurs défis qu'il importe de prendre en considération. Selon De Leener (2013), le partenariat se caractérise par une relation entre deux acteurs différents. Il faut faire d'autant plus attention si ces acteurs n'appartiennent pas à la même culture. Selon cet auteur, les partenaires Nord-Sud en viennent souvent à sous-estimer cette différence, notamment par la tendance parmi les acteurs du Nord à inciter ceux du Sud à développer les mêmes pratiques qu'eux. Il en résulte que l'autre est «réduit à l'image de soi, de telle sorte que ce qui est bon pour soi est censé l'être forcément pour l'autre» (De Leener, 2013, p. 85). En fait, si on veut vraiment développer une



relation partenariale, il convient de respecter l'altérité (Campbell, Cornish et Mclean, 2004; De Leener, 2013). Ainsi, il importe d'être conscient de l'impact de nos pratiques sur un pays où la culture n'est pas la même que la nôtre. À ce propos, Jarry-Omarova (2011) affirme que les apprentissages que nous transmettons à autrui peuvent parfois s'accompagner d'un « contre-effet boomerang. » Cette auteure fonde ses propos sur une étude portant sur certains groupes de femmes en Mongolie, étude dans laquelle on voit que ces femmes se sont tournées

[...] vers les organisations internationales du fait de leur capital tant financier que symbolique, elles diffusent la notion de genre, d'égalité, bref, d'idéal démocratique. Elles apostrophent leur gouvernement, mais se voient souvent qualifiées en retour de menteuses, de « mauvaises mongoles. » Or, il n'y a pas meilleur argument de décrédibilisation que celui de « trahison à la patrie. » Les liens fondamentaux entre genre et nation ont ainsi permis la construction d'un « contre-effet boomerang » d'une efficacité redoutable puisqu'il a annihilé l'ensemble des stratégies du mouvement associatif des femmes. (Jarry-Omarova, 2011, p. 96)

En ce qui concerne la mise en place de projets, L'Heureux (2009), notant que le financement est détenu par les acteurs du Nord, croit que ceux-ci possèdent plus de pouvoir que leur vis-à-vis du Sud, mais il précise que ces derniers sont tout de même en mesure d'avoir un certain pouvoir parce que ce sont eux qui possèdent l'expérience terrain et qui réalisent les projets. En fait, les ressources humaines font office de contrepoids aux ressources financières. De Leener (2013) s'est lui aussi penché sur la question de l'asymétrie de pouvoir dans les partenariats Nord-Sud. Selon cet auteur, étant donné qu'un des partenaires reçoit plus de l'autre qu'il ne lui donne et que ses besoins sont priorisés, les deux partis parlent rarement d'égal à égal. En conséquence, il serait important que les partenaires identifient des problématiques communes en vue de travailler sur des objectifs qui sont bénéfiques pour tous. De nos jours, plusieurs sociétés se trouvent confrontées à un problème similaire, mais plusieurs stratégies peuvent être mises en œuvre pour contrer l'inégalité de pouvoir.

La participation est également omniprésente dans les coopérations Nord-Sud. En effet, selon Bestani et Zaoui, depuis les années 1990, l'approche participative, qui permet de se centrer sur les besoins réels des populations, est de plus en plus souvent employée par les OCI comme stratégie de développement local. Cette approche implique les membres de la communauté locale dans les projets, ce qui constitue l'un des facteurs favorisant la réussite de l'action pour le développement local. Selon les mêmes auteurs

la coopération internationale apporte une réponse au principal problème du développement dans les pays du Sud par la mise en œuvre d'un nouveau mécanisme

de gouvernance locale qui mise sur une démarche participative ascendante au lieu de la démarche habituellement descendante. (Bestani et Zaoui, 2014, p. 10)

De cette façon, les acteurs sont capables de mieux se coordonner et de mieux se concerter. À ce propos, Bestani et Zaoui (2014) affirment qu'il y a actuellement de plus en plus de formes de partenariat entre les différents acteurs impliqués dans les projets de développement local. Ainsi, la coopération internationale a su se renouveler au fil du temps et elle peut maintenant très bien soutenir le développement local dans une perspective participative. Elle est en mesure d'agir de façon décentralisée, ce qui permet d'orienter l'aide vers des organismes appuyant la collectivité et encourage la participation de la population locale. Dans ces conditions, il devient possible de parler de solidarité, celle-ci pouvant être éducative, sociale, politique ou économique (Favreau et Fréchette, 2002).

Domínguez Narváez (2012) met elle aussi l'accent sur le fait que la stratégie de participation de la population doit être maintenue en coopération internationale et qu'il importe de trouver des moyens de le faire dans la perspective d'optimiser les résultats. La participation de la population comporte deux effets. D'une part, elle rend légitimes les interventions et permet d'identifier les stratégies qui sont les plus appropriées pour la réussite des projets. D'autre part, elle favorise l'*empowerment* de la population. Cependant, les stratégies qui sont employées actuellement ne sont pas toujours en mesure de développer cet *empowerment* parce qu'elles ne laissent pas suffisamment de latitude à la population pour mener elle-même les projets. Ainsi, la participation des gens aiderait à réaliser les projets mais elle ne permettrait pas d'atteindre complètement l'objectif d'*empowerment*. Dans ce sens, il importe de s'assurer que la façon dont nous faisons participer les gens va leur permettre de s'approprier le processus (Domínguez Narváez, 2012). Ici, on observe la confrontation de deux visions : l'une soutenant que la participation permet de lutter contre la pauvreté en développant l'*empowerment*, l'autre affirmant que la participation est parfois exercée d'une façon qui ne permet pas la pleine autonomisation des populations.

En somme, nous avons pu constater que les relations de collaboration, dont la concertation, sont déjà très présentes dans la coopération internationale entre les organisations du Sud et du Nord. D'ailleurs, ces collaborations ne concernent pas uniquement une organisation du Nord et sa contrepartie du Sud, elles impliquent aussi plusieurs autres partenaires de la communauté locale, par exemple des gens, des groupes communautaires, des communautés religieuses, des entreprises locales, des ONG ou encore le gouvernement. L'apport de plusieurs acteurs et le partage d'informations favorisent l'innovation et permettent à ces acteurs de renforcer leur identité, d'exercer une plus grande influence via une alliance et d'avoir un plus grand impact sur

la situation (WorldVision, 2013). En outre, selon Favreau (2009), le type de développement préconisé de nos jours par les OCI se fait de l'intérieur de l'organisme, ce qui aide à prendre en compte l'ensemble des variables (politique, économique, sociale, environnementale, culturelle, etc.) pour une communauté locale, pour une région ou pour un pays. Cette approche permet de faire de la coopération de proximité et favorise le développement global. Du reste, l'objectif premier de la coopération internationale demeure l'amélioration des conditions de vie de la population (Favreau, 2009). Tout ceci montre bien que la coopération internationale peut être liée très étroitement au développement des communautés. La section suivante vise à expliquer ce qu'il faut entendre exactement par le développement des communautés.

### **Le développement des communautés et la collaboration entre acteurs**

Le développement des communautés, aussi appelé développement local, met en œuvre des pratiques qui permettent d'avoir une influence sur les conditions de vie et sur la santé de la population. Cette «approche de développement local met en valeur la revitalisation du territoire, une nouvelle gouvernance collective concertée, la participation citoyenne, l'*empowerment* individuel et collectif, une approche intégrée du développement» (Lavoie et Panet-Raymond, 2011, p. 59). De plus, le développement local

se caractérise par une action intersectorielle de concertation et de partenariat (qui peut parfois s'avérer aussi conflictuelle) et vise à apporter des solutions aux problèmes globaux ou particuliers de développement socioéconomique vécus par une population (ou une partie de celle-ci) établie sur un territoire local ou régional. (Jetté, 2014, p. 136)

Ainsi, cette approche accorde une grande importance à la recherche de solutions pour réduire les difficultés et les problèmes sociaux des collectivités. Ceci fait partie depuis longtemps des préoccupations tant des communautés et des OCI que des personnes impliquées. Pour cette raison, certaines stratégies ont été mises en place en vue de travailler sur ces éléments. L'une d'entre elles, qui se situe au niveau collectif, consiste à allier différents acteurs de la collectivité afin qu'ils travaillent ensemble sur un projet. Le développement social et des communautés vise à harmoniser les actions des divers acteurs locaux, à s'assurer que ces acteurs partagent une vision et une compréhension convergente des termes et des enjeux et à concerter les instances régionales (Lévesque, 2002). En outre, selon ce même auteur, l'implication des acteurs et des organisations de la santé publique serait même devenue une condition du développement pour un nombre de plus en plus grand de gens (Lévesque, 2002). Selon Bebbington, Delamaza et Villar (2006), la participation des organisations qui sont les plus proches de la population dans

des processus de concertation constitue un prérequis et une condition favorable afin que les institutions publiques soient inclusives et fiables. D'ailleurs, plusieurs acteurs utilisent déjà cette manière de faire afin de se donner plus de force collectivement en coordonnant leurs actions pour résoudre des problèmes autant locaux que nationaux (Bourque, 2012).

Cela fait en sorte que, depuis plusieurs années, certains auteurs ont tourné leur attention vers les concepts de concertation et de partenariat. Cet intérêt est justifié puisque le fait de s'allier en concertation ou en partenariat inter-organisationnel permet d'exercer un plus grand pouvoir sur son environnement (Laliberté, 2014). Ces alliances sont encore plus pertinentes si on tient compte du fait qu'on a affaire à des notions polymorphes et appropriées différemment dans divers types de situations. Il est possible d'utiliser ces alliances aux niveaux local, régional et national dans le but de travailler sur un problème social précis, une population ou un territoire (Bourque, 2008; Carrière, 2001). En fait, la qualité des concertations et des partenariats entre les personnes et/ou les organisations a une forte influence sur la réalisation des projets. En outre, selon Potvin, Moquet et Jones (2010), le partenariat est très important parce qu'il permet d'allier les forces de chacun dans la poursuite d'un but commun. Les partenariats vont chercher les compétences de chaque groupe afin de pouvoir avoir un plus grand impact sur le plan de l'action. Ces mêmes auteurs vont jusqu'à affirmer que les partenariats sont vus non seulement comme une stratégie permettant de réduire les inégalités sociales de santé, mais aussi comme une composante essentielle des autres types de stratégie visant la réduction de ces inégalités (Potvin, Moquet et Jones, 2010). Cependant, selon Campbell, Cornish et Mclean (2004), la possibilité ou non de pouvoir participer dans des partenariats peut être une source d'inégalité. De fait, il se peut que des obstacles structurels empêchent la participation de certains groupes.

Il y a plusieurs types de collaboration (René et Gervais, 2001), tout comme il existe une certaine confusion entourant la définition de ce terme (Beuret, 2012; Mermet, 2006; Touzard, 2006). Selon Couillard et Côté (1993), les gens utilisent fréquemment les notions de collaboration, de concertation et d'interface comme s'il s'agissait de synonymes, de sorte qu'un certain flou entoure leur définition. Par ailleurs, Cossette et Verhas (1997) mentionnent qu'il y a plusieurs moyens de rapprocher les institutions et les citoyens. Dans une perspective de démocratie directe et de partenariat, il apparaît souhaitable de faire participer les gens à des consultations, à des concertations et à des groupes de pression.

Bourque (2008) identifie trois types de relation prenant place entre les acteurs sociaux, soit la collaboration, la concertation et le partenariat. La forme que prendra cette interaction dépend de

son niveau de formalisation et du pouvoir décisionnel laissé aux gens. En dépit de ces nuances, ces termes restent extrêmement liés. Ainsi, la concertation se définit comme une collaboration régulière entre des acteurs (René et Gervais, 2001), mais elle peut prendre une dimension très formelle faisant qu'elle se rapproche du partenariat. C'est pour cette raison qu'Ayeva (2003) dit que, dans plusieurs cas, la concertation permet de former des partenariats. C'est aussi pour ce motif que ces deux concepts sont souvent employés ensemble, ce que nous ferons dans ce mémoire. En effet

la concertation et le partenariat sont deux facettes d'une même réalité. La concertation, c'est s'entendre pour agir ensemble et réfléchir sur les modalités de réalisation d'une action conjointe. Tandis que le partenariat est une action partagée entre les différents acteurs qui interviennent selon une entente établie entre eux par la concertation. (Ayeva, 2003, p. 8)

Dans les écrits scientifiques, il peut être difficile de distinguer si on parle de concertation, de partenariat ou de ces deux mots en même temps. La section suivante permettra de distinguer les nuances entre ces termes.

### **Les différents types de relation entre les acteurs**

Certains termes sont parfois confondus avec la concertation parce qu'ils réfèrent également à un type de décision collective. Ils seront décrits brièvement.

Ainsi, la consultation est très utile pour aller chercher les opinions d'un groupe de personnes concernant une situation avant de prendre une décision à ce sujet. Dans ce contexte, les gens peuvent exprimer leur point de vue à propos d'un projet mais ils n'ont aucun pouvoir dans la prise de décision (Touzard, 2006). Pour sa part, la concertation permet de recueillir plusieurs points de vue divergents et d'enrichir une décision qui aurait pu être prise sans consultation. Cependant, il s'agit d'une des formes de dialogue entre acteurs qui engage le moins les acteurs (Bourassa, 2013). De son côté, la négociation aide à trouver une solution qui sera bénéfique pour tous les participants pour mettre un terme à un différend (Bourassa, 2013). Le conflit est le point de départ de la négociation, ce qui différencie nettement celle-ci de la concertation, qui se bâtit sur des objectifs communs aux acteurs. Le pouvoir et la compétition sont également présents dans la négociation puisque les gains de certains acteurs sont généralement obtenus aux dépens des autres acteurs. Malgré tout, la négociation laisse place à la coopération entre les acteurs (Touzard, 2006).

De surcroît, plusieurs termes sont confondus avec la concertation parce qu'ils réfèrent eux aussi à un type de relation entre des acteurs. Étant donné que ces mots seront souvent utilisés dans cette recherche concernant un groupe vivant au Pérou et qu'ils n'y a pas toujours pour eux une traduction directe du français à l'espagnol, il convient de prendre le temps de les définir dans ces deux langues. Une définition du mot en français sera donnée, suivie de son équivalent en espagnol. Finalement, comme une partie de la recherche dans les banques de données a été faite en anglais, quelques spécifications seront données relativement à la traduction du terme concertation dans cette langue.

### 1) Définition des termes en français

#### **Le partenariat**

Il arrive que différents groupes soient en partenariat puisqu'ils souhaitent joindre leurs forces pour atteindre un objectif commun. Le *Petit Larousse illustré* définit le partenariat comme un système « associant des partenaires sociaux et économiques » (2005, p. 790). Le concept de partenariat est étudié depuis plusieurs années. Ainsi, Gagnon et Klein (1991) le définissaient par la présence de certaines conditions essentielles, à savoir l'équité et le consensus entre les acteurs, l'importance de l'initiative locale, l'existence de structures locales (municipalité locale, municipalité régionale, etc.) et l'ouverture de l'État. Selon René et Gervais (2001), le partenariat permet un grand engagement formel des partenaires pour effectuer une démarche commune (projet). Même si les rapports sont complémentaires et équitables, les acteurs se distinguent les uns des autres (nature, mission, activité, etc.). Selon ces auteurs, la notion d'intersectorialité, qui se définit essentiellement par « des collaborations entre des acteurs mobilisés autour de questions de santé publique et de bien-être » (René et Gervais, 2001, p. 22), se rapproche beaucoup de leur propre définition du partenariat. Cependant, la principale distinction entre le partenariat et l'intersectorialité réside dans le fait que cette dernière notion réunit des acteurs qui proviennent de milieux différents, qui exercent des fonctions différentes mais qui détiennent des mandats complémentaires.

Plus récemment, Bourque définissait le partenariat comme une « relation d'échange structurée et formalisée (par contrat ou entente de service) entre des acteurs sociaux (communautaire, économique, social, institutionnel, privé) impliqués dans une démarche convenue entre eux et visant la planification, la réalisation ou l'évaluation d'activités ou de services. » (2008, p. 8).

Dans cette perspective, le partenariat se caractérise par une entente formellement établie entre plusieurs acteurs afin de réaliser un but concret.

La définition du partenariat que nous retenons est celle-ci : *le partenariat est une relation formelle et structurée où plusieurs acteurs sociaux autonomes, égaux et interdépendants, s'engagent dans une démarche collective qui vise l'atteinte d'un but commun en lien avec des activités ou des services.*

### **La concertation**

La concertation est un mot qui s'approche beaucoup du concept de partenariat. Point à noter, ce terme fait lui aussi l'objet de l'attention des chercheurs depuis plusieurs années. Ainsi, Belley (1994) en donnait la définition suivante : « la concertation est une harmonisation volontaire et articulée des orientations, des stratégies et des pratiques de différents acteurs décisionnels et autonomes concernés par une problématique donnée » (Belley, 1994, p. 28). Dans le même sens, Bourque affirme que la concertation représente un

processus collectif de coordination basé sur une mise en relation structurée et durable entre des acteurs sociaux autonomes qui acceptent de partager de l'information, de discuter de problèmes ou d'enjeux spécifiques (par problématique ou par territoire) afin de convenir d'objectifs communs et d'actions susceptibles de les engager ou non dans des partenariats. (Bourque, 2008, p. 5)

Dans ce cas-ci, il est possible de constater la présence d'une cible commune aux différents acteurs. Ceci rejoint exactement la définition qu'en donne le Comité régional en développement social Centre-du-Québec [CRDS] (2012), selon laquelle la concertation possède deux grandes caractéristiques, soit l'échange et le partage d'informations et la présence d'objectifs communs. Selon White, Mercier, Dorvil et Juteau, l'objectif visé par la concertation est « le développement d'une reconnaissance mutuelle des intérêts en commun et de ceux qui sont en contradiction afin de briser le cloisonnement des acteurs et de favoriser la coopération sur le terrain » (1992, p. 88). On retrouve aussi le concept de concertation en France, où on le définit comme un processus qui permet d'élaborer de manière collective une vision, des projets communs ou des objectifs dans le but de mener une action ou de prendre une décision ensemble. D'ailleurs, l'un des éléments permettant de distinguer la concertation des autres formes de dialogue entre des acteurs est que, dans une situation de concertation, ces derniers ont vraiment l'intention de coopérer (Beuret et Cadoret, 2010). Lamoureux (1996) met lui aussi en exergue l'idée de processus comme caractéristique de la concertation. Selon cet auteur, la concertation possède trois grandes caractéristiques : il s'agit un processus, et elle est volontaire et décisionnelle, donc

possédant du pouvoir. Plus spécifiquement, Lamoureux définit la concertation comme étant « un processus volontaire et décisionnel d'élaboration et de mise en œuvre de stratégies et politiques économiques et sociales, auquel participent différents acteurs socio-économiques et l'État » (1996, p. 4).

La définition de la concertation que nous retenons est la suivante : *la concertation met en relation différents acteurs sociaux autonomes de manière structurée et durable afin de créer un processus collectif d'harmonisation volontaire et de coordination qui permettra une meilleure coopération sur le terrain et une rupture du travail en silo. La concertation s'effectue grâce à un partage d'informations et à des mises en commun des différentes visions des problèmes et des enjeux, et ce, afin de créer une vision, des objectifs, des actions ou des intérêts qui leur seront communs. Ceci pourra ou non les engager dans des pratiques de partenariat. La concertation est donc un processus par lequel le partenariat peut s'effectuer.*

### **La collaboration**

En rapport avec les concepts de partenariat et de concertation, la notion de collaboration nous apparaît adéquate pour illustrer une autre nuance dans les définitions abordées dans ce mémoire. Selon Bourque, la collaboration est caractérisée par des relations peu structurées et peu formalisées, donc faiblement contractualisées, entre deux organisations. Pour qu'il y ait une collaboration, il n'est pas nécessaire que les deux organisations visent un but commun. Par exemple, il pourrait s'agir pour l'une d'aider l'autre dans sa mission (Bourque, 2008). Pour d'autres auteurs, la collaboration peut adopter différentes formes et se retrouverait même incluse dans les autres concepts nommés précédemment. René et Gervais (2001) évoquent une typologie de la collaboration selon laquelle celle-ci est plus ou moins formelle, allant de la cogestion (très formelle) à la consultation et à l'échange d'information (peu formelle) en passant par le partenariat et la concertation (moyennement formelle) Ainsi, la collaboration serait présente dans presque tous les autres concepts définis plus haut. D'ailleurs, Gagnon et Klein illustrent bien le lien qui existe entre les différents termes nommés précédemment: « Réalisées sous l'insigne de la "participation", ces collaborations ont pris une tournure différente avec le temps : d'abord il a été question de consultation, ensuite de concertation et maintenant de partenariat » (1991, p. 240).

La définition de la collaboration que nous retiendrons s'exprime ainsi : *la collaboration est une modalité de travail collectif présente sous diverses formes (la cogestion, le partenariat, la*



*concertation, la coopération, la consultation, etc.) et concerne des processus plus ou moins formels, selon la situation.*

## **La coopération**

Comme la coopération est un terme qui se trouve souvent associé à la collaboration, il semblait également pertinent de la définir. Malgré le fait que la coopération puisse apparaître comme un terme simple à définir, Sabourin (1974) nous dit qu'elle est très difficile à expliquer car elle est utilisée différemment selon les personnes, les lieux et les circonstances. En effet, ce mot peut être employé seul ou combiné à un autre terme, par exemple la coopération internationale. Pour Bourque (2008), la concertation et le partenariat représentent deux formes de coopération. Dans le dictionnaire, on trouve: « action de coopérer : collaboration » (*Petit Larousse illustré*, 2005, p. 292). Ceci permet de voir que, à l'instar de la collaboration, la coopération se retrouve dans la définition de plusieurs autres termes. Dans le dictionnaire, on peut aussi regarder la définition de coopérer : « agir conjointement avec quelqu'un » (*Petit Larousse illustré*, 2005, p. 292). Ceci permet de constater que le mot coopérer peut adopter plusieurs sens en fonction du type de coopération. Mais une de ses caractéristiques principales consiste à faire une action avec une autre personne.

### **2) Définition des termes en espagnol**

Maintenant que nous avons défini les termes en français, il est nécessaire de discuter de leur équivalence dans les écrits scientifiques péruviens et plus généralement hispanophones. En effet, il serait incohérent de mener une recherche dans une culture et une langue différente de la nôtre sans prendre le temps d'ajuster les termes de recherche. Étant donné la proximité entre les langues française et espagnole, plusieurs mots gardent un sens semblable. Chaque terme sera donc défini et, à la fin du paragraphe, les mots *Comparaison français-espagnol* indiqueront la comparaison entre les définitions en espagnol et en français.

Le mot le plus difficile à traduire en espagnol est *partenariat*. Ceci s'explique par l'étymologie de ce terme, qui nous indique qu'il a été traduit directement de *partnership*, un mot anglais (Usito, s.d.). C'est ce qui explique qu'il n'y ait aucun terme qui se traduise directement du français à l'espagnol. En fait, le mot qui a été traduit afin de correspondre à *partenariat* et à *partnership* est *partenariado*, lequel renvoie à une alliance entre organisations qui adhèrent à une idéologie commune et à une même vision du développement en vue de faire une transformation sociale pour atteindre ce développement (Carles et Soler, 2005). Même si cette définition ressemble

beaucoup à la nôtre, il n'est pas possible de s'en servir puisque la majorité des Espagnols ne l'utilise pas exactement de cette manière ou ne la connaît pas. En effet, dans le dictionnaire de la langue espagnole de la Real Academia Española, ce terme n'existe pas (Real Academia Española, s.d.). Plus précisément, selon FundéuBBVA [Fundación del español urgente] (2010), le mot existe, mais il serait plus approprié de se servir des termes *asociación* (association) et *cooperación* (coopération) si nous voulons avoir une définition correspondant à ce que nous entendons par partenariat en français. Selon mon expérience, les Péruviens sont plus enclins à utiliser coopération ou collaboration pour parler de partenariat.

*Comparaison français-espagnol* : cette notion ne trouve pas d'équivalence directe.

La notion de concertation se traduit par le terme *concertación*, qui signifie la même chose. Sulmont Samain (2006) définit la concertation sociale comme étant un processus de dialogues, de négociations et d'accords conclus par les représentants clés de la société civile et de l'État dans l'adoption des politiques publiques. La concertation sociale requiert la présence d'acteurs choisis stratégiquement parmi les organisations les plus représentatives de la collectivité. Une définition similaire nous est proposée par Licha (2003), pour qui la concertation représente un processus participatif et négocié entre les acteurs sociaux clés et l'État en lien avec la création des politiques sociales. Les acteurs doivent avoir une réelle influence et la politique sur laquelle ils travaillent doit toucher la société (Licha, 2003).

*Comparaison français-espagnol* : il est possible de constater que la définition espagnole, bien qu'elle soit proche du français, est très orientée vers la dimension politique de la concertation, tandis que son équivalent français possède une connotation beaucoup plus large.

La notion de collaboration se traduit directement par celle de *colaboración*. En effet, en espagnol, collaborer signifie travailler avec une ou plusieurs autre(s) personne(s) pour effectuer un travail ou faire une œuvre (*Definición de colaboración*, s.d.; Real Academia Española, s.d.). Si nous décomposons ce mot, nous avons *con-laborare-ción*, trois mots signifiant avec (*con*), travail (*laborare*) et action/effet (*ción*). (*Definición de colaboración*, s.d.) Donc, la définition qui en ressort serait : faire une action avec quelqu'un pour faire un travail. Il est possible de noter que la notion de travail ou d'œuvre est différente de la définition française. Cependant, le sens où l'on entend travail ici est très large. En effet, selon le même auteur, collaborer consiste aussi à aider quelqu'un afin d'accomplir quelque chose. De plus, la définition suivante rejoint la même

vision : la collaboration consiste en la réalisation commune d'un travail ou d'une tâche, c'est une contribution ou une aide pour atteindre ou non une fin (WordReference, s.d.).

*Comparaison français-espagnol* : il est possible de voir que l'aspect de but commun ressort plus en espagnol qu'en français, quoiqu'elle ne soit pas totalement exclue de notre définition.

Pour ce qui est du mot coopération, cooperación est un terme ayant une signification similaire au français mais possédant une connotation plus spécifique en espagnol. En effet, voici la traduction française de la définition qu'en donne la Real Academia Española: action et effet de coopérer. Coopérer, c'est œuvrer avec une ou plusieurs personnes pour le même but (Real Academia Española, s.d.). Également, pour confirmer cette définition, on peut regarder dans les écrits scientifiques, où l'on retrouve la définition suivante: travailler épaule à épaule à condition égale pour améliorer une situation donnée (Celorio et Lopez de Munain, s.d.; p. 63).

*Comparaison français-espagnol* : il est possible de constater que la définition espagnole est beaucoup plus orientée sur les dimensions d'égalité et de but commun.

### 3) Traduction du terme concertation en anglais

La traduction de la notion de concertation vers la langue anglaise a été problématique puisqu'il n'existe pas d'équivalence de ce terme. En effet, selon Richard-Ferroudji (2013), chercheure à l'Institut de la concertation, il est possible de traduire ce mot de multiples façons puisqu'il possède plusieurs facettes. Tout dépendant de la situation, l'accent pourra être mis soit sur son aspect d'inclusion des personnes (*participatory process, participation, consultation*), soit sur sa dimension d'échange entre les acteurs (*dialogue process, deliberation*), soit sur sa finalité d'entente entre les participants (*consensus process*), soit sur l'atteinte d'objectifs (*negotiation, collaboration, cooperation, problem solving*) (Richard-Ferroudji, 2013). En outre, comme nous l'avons évoqué précédemment, les termes concertation et partenariat peuvent dans certaines circonstances décrire une même réalité. En effet, on peut faire du partenariat en siégeant à des tables de concertation et de se concerter entre partenaires. Ainsi, dans la langue anglaise, le terme partenariat englobe parfois la concertation. En considérant ces faits, et comme on l'a mentionné plus haut, d'autres vocables (notamment partenariat ou collaboration) seront parfois employés dans la recension des écrits. En fait, il s'agit des termes utilisés dans les documents de la recension (anglais, espagnol ou français, selon le cas) et ils décrivent parfois des réalités similaires à la concertation.

## **Caractéristiques de la concertation**

À travers ces différentes définitions, il apparaît clairement que la concertation est un terme qui a de multiples facettes et qu'il est difficile de définir d'une seule façon. Mais, pour les besoins de notre recherche, il importe de lui donner des fondements solides. En réalité, «ce n'est pas la diversité qui pose problème, mais la quasi-labellisation qui correspond à l'usage du qualitatif "concertation"» (Beuret, 2012, p. 84). La présente section contient trois parties. Tout d'abord, nous délimiterons les frontières de la concertation puis nous décrirons les différentes formes qu'elle prend. Ensuite, nous traiterons de certains enjeux propres à la concertation. Enfin, nous allons présenter les liens entre la participation et la concertation.

La concertation est clairement un concept très large qui peut prendre plusieurs formes selon le contexte dans lequel il est utilisé. Même s'il s'avère difficile de lui attribuer une définition précise qui la caractériserait en tout temps (Fortier, 2009), il est tout de même possible de donner un aperçu des diverses formes qu'elle peut adopter. Plusieurs auteurs s'entendent pour dire que la concertation permet à plusieurs acteurs de se réunir afin de discuter ensemble d'un sujet qui les concerne tous dans le but de convenir d'objectifs communs (Bourque, 2008; CRDS, 2012). La concertation rallie les forces et les visions des différentes parties concernées pour entreprendre une action qui permettra de travailler sur la problématique à laquelle le collectif s'intéresse. Ceci en fait une stratégie dont on peut se servir afin de briser les silos.

Pour bien camper cette notion souvent qualifiée de polysémique (Bourque, 2008; Dumesnil, 2011; Fortier, 2010), Fortier lui attribue sept grandes caractéristiques. Premièrement, il existe une « complémentarité entre concertation, information, consultation et partenariat » (2010, p. 1). Selon l'auteur, ces quatre notions peuvent être différenciées par le niveau de participation requis des acteurs. Mais, même si elles renvoient à des réalités différentes, ces notions restent tout de même fortement liées et s'entrecroisent. Deuxièmement, la concertation possède « un caractère conflictuel » (2010, p. 2) car les parties y prenant part peuvent avoir des idéaux et des objectifs différents. Cela étant dit, le conflit se révèle positif puisqu'il permet aux participants de conjuguer leurs divers intérêts et de mettre en place un processus dynamique. Troisièmement, la concertation « vise le consensus ou le compromis » (2010, p. 2). En effet, la réunion de différents acteurs amène ces derniers à formuler des objectifs et trouver des solutions qui sont transversaux aux problématiques qui les concernent. Quatrièmement, « elle sert à orienter les décisions » (2010, p. 2). Ainsi, tout dépendant du pouvoir qu'elles possèdent, certaines formes de concertation peuvent influencer les décisions tandis que d'autres types de concertation ont

comme objectif d'aider à la prise de décision. Cinquièmement, la concertation « est fondée sur la discussion et la délibération » (2010 p. 3). Effectivement, l'objectif même de la concertation consiste à favoriser la discussion entre les divers acteurs, ce qui leur permet dans certains cas de mener une action commune. Sixièmement, « elle constitue un processus qui se planifie » (2010, p. 3). Dans la réalité, il ne suffit pas de réunir des acteurs pour qu'ils se concertent, il faut aussi préparer et planifier tout un processus pour organiser la concertation. Septièmement, la concertation « est généralement du registre de la représentation collective » (2010, p. 3). En fait, les acteurs qui sont présents dans les concertations sont habituellement des représentants d'organismes ou d'institutions et il est rare que les citoyens participent à ces démarches à titre personnel. Plus spécifiquement, l'auteur affirme que la plupart des tables de concertation au Québec ne favorisent pas la participation citoyenne (Fortier, 2010).

De surcroît, plusieurs éléments favorisent le processus de concertation. En effet, selon le Comité régional en développement social Centre-du-Québec [CRDS] (2012), il y aurait huit facteurs de base qui servent à développer et à faire avancer un projet exécuté en concertation entre les acteurs.

- 1) La motivation et l'engagement des acteurs doivent être maintenus tout au long du projet, et ce, afin de permettre une implication et une participation active.
- 2) La qualité de l'animation des rencontres, des discussions et des échanges doit soutenir la concertation. Le titre d'animateur doit être formellement attribué à une personne, de préférence la même durant tout le processus.
- 3) La présence de leaders dynamiques et déterminés facilite le rassemblement des acteurs dans la concertation.
- 4) Le soutien à la structure de concertation afin de permettre la coordination du groupe et le soutien (technique, communicationnel, etc.) doit être à la hauteur du projet.
- 5) Le partage d'informations et la communication doivent être soutenus afin que tous les acteurs aient accès aux informations pertinentes, ce qui rend plus facile l'appropriation et la compréhension du projet par tous.
- 6) Un climat de confiance doit être établi entre les personnes afin de permettre aux acteurs de se sentir écoutés et à l'aise de donner leurs idées.
- 7) Il importe de prendre en considération les dynamiques entre les personnes afin d'éviter qu'elles aient une influence négative sur la concertation.
- 8) La communication extérieure permet au groupe de concertation de faire connaître ses projets et ses idées aux personnes à l'extérieur du groupe.

## **Les différentes formes prise par la concertation**

Plusieurs auteurs ont tenté de définir les différentes formes que peut prendre la concertation. Cette section ne vise pas à établir une liste exhaustive de toutes les typologies existant sur la concertation, mais plutôt à dresser un portrait de celles qui nous apparaissent comme étant les plus pertinentes pour notre recherche. La plupart de ces typologies permettent de classer les concertations en fonction de critères très distincts.

Tout d'abord, Beuret (2012) affirme que la concertation peut se définir autour de trois éléments clés, à savoir la coopération, la construction collective et la présence d'un processus. Ces éléments permettent de baliser la définition de la concertation tout en laissant une très grande ouverture. Ces aspects permettent de distinguer la concertation d'autres phénomènes qui lui ressemblent. En effet, comme cette notion est souvent mal définie, plusieurs situations sont appelées concertation tout en ne répondant pas aux critères de sa définition. Ainsi, selon Beuret (2012), plusieurs personnes emploient le mot concertation pour décrire des activités qui ne sont que de simples séances d'information ou de consultation. De ce fait, il y a actuellement dans notre société une très grande diversité de types de concertation, que l'on pourrait classer en fonction de trois catégories d'objectifs qui ne sont pas mutuellement exclusives.

La première catégorie d'objectifs porte sur la mise en commun d'informations. Il se peut que les gens utilisent la concertation uniquement pour donner de l'information dans le but d'imposer leur volonté par la suite. Toutefois, dans d'autres circonstances, l'objectif visé peut être à la fois de donner de l'information et de recevoir de l'information. Cela permet aux différents acteurs de donner leur opinion et d'exprimer leurs besoins et leurs attentes.

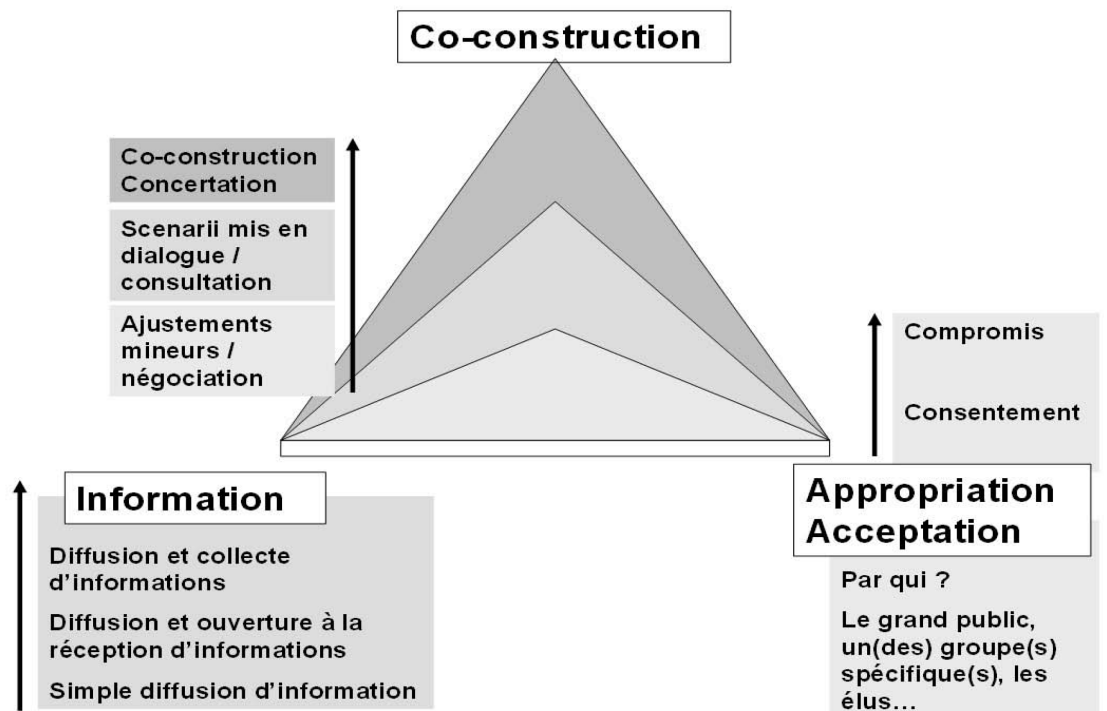
La deuxième catégorie d'objectifs concerne l'acceptation d'un projet et d'une décision dont la concertation est porteuse. Il s'agit de présenter aux décideurs et au public le projet co-construit par les acteurs prenant part à la concertation. En fait, il est possible de faire accepter le projet en favorisant une adhésion large ou en élaborant un compromis raisonnable avec les décideurs et le public. Selon Beuret (2012), le compromis constitue une solution plus adéquate parce qu'il tient compte des attentes de toutes les parties qui le construisent tandis que le consentement ne demande qu'un minimum de participation.

La troisième catégorie d'objectifs vise la co-construction en tant que telle, même si elle s'avère souvent absente de la concertation. Il s'agit de co-construire l'objet de la concertation en fonction de l'action ou de la décision. Le fait de co-construire ne veut pas nécessairement dire

qu'il s'agit aussi de co-décider puisque les élus ont souvent le dernier mot sur la décision finale (Beuret, 2012).

La figure ci-dessous, tirée de Beuret (2012, p. 83), illustre les trois pôles de la concertation. Il est important de voir que ce modèle montre comment est utilisée la concertation actuellement et non la concertation selon sa définition.

**Figure 1. Les objectifs de la concertation : trois pôles et trois gradients**



Beuret, J. (2012). Mieux définir la concertation : du pourquoi au comment. *Négociations*, 17(1), 81-86.

Dans le même ordre d'idée, Bourque (2008) identifie deux types de concertation. Tout d'abord, il y a la concertation thématique, laquelle comprend la concertation sectorielle thématique, qui permet à des acteurs appartenant tous au même secteur de se concerter sur la problématique qui leur est commune, et la concertation intersectorielle thématique, où des acteurs provenant de milieux différents travaillent en fonction d'une thématique commune. Ensuite, on retrouve la concertation multisectorielle territoriale, qui se développe en fonction d'un territoire et non d'une problématique. Ainsi, les acteurs (encore une fois issus de secteurs différents) sont regroupés en concertation par le fait qu'ils travaillent sur un même territoire. Cette manière de distinguer les concertations se fonde sur la provenance des acteurs et sur l'objet de la concertation.

La concertation peut aussi être définie selon son niveau de permanence. Ainsi, Lamoureux (1996) établit une distinction entre concertation temporaire et concertation permanente, aussi appelée concertation institutionnalisée. En termes d'objectif, la première forme de concertation vise à faire face à un problème immédiat à l'aide d'un processus de concertation qui sera limité dans le temps, tandis que la seconde forme de concertation cherche à inscrire ce processus dans une démarche permanente. Par exemple, tel mécanisme agira en tant qu'instrument afin d'aider à réguler l'économie et le social. Il importe également de mentionner que ce dernier type de concertation requiert des autorités un partage du pouvoir (Lamoureux, 1996). De plus, selon Blanc (1999), la concertation peut se faire avec les citoyens ou entre les institutions. Dans le premier cas, le pouvoir est redistribué à la population, mais, dans le second cas, il est réparti entre différentes instances (Fortier, 2009).

White *et al.* (1992) ont développé une typologie dans laquelle ils proposent trois idéaux types de la concertation à partir d'une recherche qu'ils ont menée à Montréal. Le concept d'idéal type a été développé par le sociologue Max Weber. Pour Weber, l'objectif d'un idéal type n'est pas de donner un portrait exact de ce que l'on retrouve dans la réalité (ici, les types de concertation), mais plutôt d'en décrire les caractéristiques principales. Le premier idéal type est la collaboration. Cette forme de concertation se caractérise par la participation de tous les organismes d'un territoire. Il en ressort une vision cohérente de la sous-région. La plupart du temps, les échanges entre les divers acteurs se font de façon informelle mais sont néanmoins constants. Le deuxième idéal type est la complémentarité. Dans cette autre approche de la concertation, les rôles de chacun des acteurs sont très bien délimités. Des relations verticales et hiérarchiques existent et on favorise la cohérence entre les ressources. Un troisième idéal type est représenté par les alliances. Cette forme de concertation représente un mélange des deux premiers idéaux types car elle combine l'informel et le formel. Souvent, dans une alliance, on verra se constituer dans une même région plusieurs sous-réseaux de concertation (White *et al.*, 1992).

### **Hyper-concertation**

Lorsque les mécanismes de concertation se superposent et s'additionnent en sollicitant sans cesse les mêmes acteurs, cette situation donnera lieu à l'émergence de l'hyper-concertation (Bourque, 2008). Dans ce contexte, les pratiques de concertation se font indépendamment les unes des autres, ce qui demande énormément de temps et a pour effet de sur-solliciter les acteurs concernés, ce qui fait que la concertation perd son efficacité (Bourque, 2008). Selon le même auteur, deux types de concertation sont particulièrement concernés par ce phénomène,



à savoir la concertation intersectorielle thématique et la concertation multisectorielle territoriale. C'est la première de ces deux formes qui tend à susciter l'hyper-concertation puisqu'elle prévoit la mise en place de plusieurs tables de concertation sur un même territoire afin de travailler sur différents thèmes, de sorte que tous les acteurs du territoire en question sont sollicités en même temps. Cependant, la concertation multisectorielle territoriale, qui permet à tous les acteurs d'un territoire de se rencontrer afin de se pencher sur les problématiques communes et prioritaires, serait moins porteuse d'hyper-concertation, mais, pour que cette approche soit efficace, il est très important de ne pas créer une nouvelle concertation territoriale mais de réutiliser celle qui est déjà en place.

### **Quelques enjeux de la concertation**

Selon White *et al.* (1992), la concertation peut se révéler malaisée à mettre en place quand on a affaire à un environnement qui est trop rigide. Dans un système très fermé et rigide, il devient très difficile de créer un contre-pouvoir. De plus, si on veut instaurer des formes de concertation plus souples, il ne faut pas les implanter dans un système qui est déjà surchargé. Par ailleurs, les auteurs mentionnent qu'un budget réservé au développement des ressources dans la communauté pourrait avoir des effets bénéfiques : «un tel budget pourrait servir à développer des alternatives au système en place et contribuer à briser la rigidité et la fermeture reliées à une complémentarité trop exclusive» (White *et al.*, 1992, p. 91). Laliberté (2014) partage le même avis quand elle affirme que l'attribution des budgets par institution favorise le travail en silo. En effet, cette forme de financement fait en sorte que tous les établissements travaillent pour atteindre leur propre équilibre budgétaire, ce qui ne les encourage pas à se concerter. De plus, le travail en partenariat et en concertation n'est pas toujours reconnu, ce qui fait en sorte que les organisations n'y voient pas vraiment un avantage.

Peu importe le type de concertation, un élément apparaît primordial si on veut être en mesure de faire du partenariat et de la concertation, à savoir la participation des acteurs. Dans tous les cas, l'objectif reste le même : réunir des représentants des différents groupes concernés par un même enjeu ou un même problème social afin qu'ils soient en mesure de s'exprimer et d'agir sur cette problématique (Gaudreau, 2011). Selon Bourque (2004) et Gaudreau (2011), cela veut dire qu'il faut que la pratique de concertation soit vraiment démocratique si on veut favoriser la participation des citoyens. Maintenant, il apparaît pertinent de nous demander quels sont les acteurs qui doivent être présents et quelle est la nature de leur participation.

## **La participation à l'intérieur des concertations**

Dans la littérature scientifique, on retrouve très peu d'écrits portant exclusivement sur les caractéristiques de la participation dans les concertations. Néanmoins, à la lumière des textes existants, il est possible de constater qu'il s'agit de deux concepts très étroitement liés et que chaque auteur les aborde à sa manière. Ainsi, la participation fait partie intégrante des processus de concertation entre acteurs puisque ces derniers doivent évidemment participer au processus afin qu'un travail commun soit possible. La concertation est donc en elle-même une forme de participation (Ayeya, 2003; Fortier 2010; Lamoureux, 1996). Selon Fortier, « la plupart des échelles classiques de participation comporte quatre niveaux : l'information, la consultation, la concertation et le partenariat » (2010, p. 1). Ayeva (2003) va plus loin et affirme que la concertation représente la forme la plus exigeante de participation étant donné que, quand les acteurs se concertent, ils doivent modifier certaines de leurs attitudes. La concertation amène les acteurs à développer de nouvelles compétences afin d'être en mesure de parvenir à des consensus et, par le fait même, de se partager le pouvoir décisionnel. Ainsi, les participants devront faire preuve d'une grande volonté pour parvenir à déterminer un but commun. Celui-ci pourra être atteint si les acteurs consentent à un partage de leurs responsabilités et de leurs ressources (Ayeva, 2003). Sur le plan politique, la concertation est un mode de participation qui fut instauré pour que la population puisse participer aux affaires et aux décisions de l'État et pour rendre plus démocratique la société. Il s'agit de participer à une instance favorisant le rapprochement entre les citoyens et l'État (Cossette et Verhas, 1997). Ainsi, le fait de prendre part à une concertation constitue déjà de la participation. Cela étant dit, la participation peut adopter plusieurs formes et il apparaît pertinent de nous demander quelles sont les formes de participation qui sont préconisées par les gens.

La manière de participer sera très différente selon la forme de concertation étant donné les multiples aspects que cette dernière peut prendre. Chaque concertation est en quelque sorte unique, tout comme la manière d'y participer. De surcroît, à l'intérieur d'une même concertation, plusieurs formes singulières de participation peuvent se développer. En effet, la participation des personnes peut prendre des configurations très variées parce que chacune participe à sa façon et que toutes les activités ne demandent pas le même niveau d'engagement. En fait, en ce qui concerne la participation en général, il n'y a pas une manière universelle de l'exercer. Il est possible de s'impliquer afin de répondre à des besoins individuels, aux besoins des autres ou à des besoins collectifs. Au chapitre des besoins individuels, les citoyens peuvent décider de participer car cela leur procure certains bienfaits, par exemple sur le plan de de santé. En effet,

la participation serait notamment associée à une meilleure qualité de vie (Levasseur, Vanasse, Courteau, Gagné, Cohen et Kestens, 2012). C'est la réalité que permet d'appréhender la méthode de classement de la participation qui fut élaborée par Levasseur, Richard, Gauvin et Raymond (2010), qui comprend six niveaux de participation :

- 1) faire une activité qui prépare à être avec d'autres personnes;
- 2) être avec d'autres, mais faire l'activité seule;
- 3) interagir avec d'autres sans spécifiquement faire une activité;
- 4) faire une activité avec les autres;
- 5) aider les autres;
- 6) contribuer à la société.

Ces différents niveaux nous aident à comprendre quelles sont les motivations des gens à participer et quel est la nature de l'activité qu'ils exercent dans cette participation. Les niveaux 1 et 2 représentent davantage un moyen de répondre aux besoins de base au plan individuel, tandis que les niveaux 3 à 6 incluent une dimension sociale. En ce qui concerne les niveaux 5 et 6, ils permettent un véritable engagement social des personnes. Ainsi, lorsque la personne participante se situe aux niveaux 3 à 6, elle est amenée à travailler avec d'autres membres de la communauté dans divers types de projets (Levasseur, Richard, Gauvin et Raymond, 2010). En fait, c'est justement à ce moment-là qu'il devient pertinent de lier la participation sociale au concept de concertation. En effet, sans participation individuelle, il n'y a pas de projet collectif, lequel peut chercher à répondre directement ou indirectement à des besoins individuels.

Il est donc possible de constater que la participation peut se définir en lien avec l'activité que l'on fait et les personnes avec lesquelles on la fait. Toutefois, il est important de mentionner qu'il ne suffit pas qu'une personne participe à un projet ou à une activité pour affirmer qu'elle y prend vraiment part de manière active en ayant l'opportunité de donner son opinion et que celle-ci soit prise en compte. Le niveau d'implication et le degré de pouvoir ne sont pas les mêmes chez toutes les personnes participant à une concertation. D'ailleurs, dans les dispositifs participatifs, certaines échelles de la participation, allant de l'information à la décision, sont souvent utilisées pour caractériser le niveau d'implication des gens (Richard-Ferroudji, 2011). L'une d'entre elles est la typologie de la participation qui a été conçue par Arnstein (1969), qui montre très bien le lien qui existe entre la participation et le degré de pouvoir ou d'implication. Cette échelle définit trois grandes catégories de pouvoir qui se subdivisent entre huit échelons de la participation citoyenne. La première catégorie de pouvoir est la non-participation, qui inclut les échelons 1 (manipulation) et 2 (thérapie). Cette forme de participation se manifeste quand les gens qui

possèdent plus de pouvoir demandent aux citoyens de participer à une prise de décision mais ne veulent pas que ces derniers puissent réellement y prendre part. Elle vise à permettre aux personnes détenant le pouvoir d'éduquer ou de traiter les participants. La deuxième catégorie est le pouvoir symbolique, auquel correspondent les échelons 3 (information), 4 (consultation) et 5 (apaisement). Aux échelons 3 et 4, on informe les participants et on leur donne une voix. Mais, sauf dans les situations où on confirme aux gens que leur point de vue sera respecté, rien n'assure que leur opinion aura un réel impact. À l'échelon 5, on permet au participant de conseiller, mais, encore une fois, ce sont les personnes détenant le pouvoir qui prendront la décision. La troisième catégorie est le pouvoir citoyen, une approche participative qui accorde aux personnes d'avoir davantage de poids dans le processus décisionnel, qui comprend les échelons 6 (partenariat), 7 (pouvoir délégué) et 8 (contrôle citoyen). Cette forme de partenariat permet aux participants de négocier et de s'engager dans des ententes avec le pouvoir en place. À l'échelon 7, les participants disposent de la majorité des voix dans la prise de décision, mais, à l'échelon 8, ils accaparent tout le pouvoir (Arnstein, 1969).

Selon Fortier (2009), en lien avec la concertation, la participation se situerait entre le pouvoir symbolique et le pouvoir citoyen car, en «concertation, les participants disposent non seulement du pouvoir d'écouter et d'être écoutés, mais également du pouvoir de discuter, de débattre et d'influencer les décisions sans pour autant posséder un pouvoir décisionnel » (2009, p. 150). Cependant, la catégorie la plus pertinente pour s'assurer que la concertation a bel et bien un pouvoir de décision reste celle du pouvoir citoyen, avec les échelons du partenariat, du pouvoir délégué et du contrôle citoyen.

Comme nous l'avons écrit plus haut, selon Fortier (2009), plusieurs échelles de participation possèdent quatre niveaux, soit l'information, la consultation, la concertation et le partenariat. D'ailleurs, la consultation et la concertation sont souvent confondues et utilisées de la même façon (2009). De plus, selon Slack (2004), on observe dans notre société une forte tendance à se limiter à la consultation au lieu de donner une place véritable aux gens dans les structures permettant la prise de décision et le développement. Pour leur part, Ansari et Phillips (2004) identifient dix caractéristiques permettant de mesurer la participation dans un partenariat. Ces caractéristiques se divisent en deux grandes catégories. La première catégorie, qui a trait à la participation, au recrutement et à la mise en œuvre, comprend sept dimensions : (1) le degré d'implication, (2) la fréquence d'implication, (3) le degré d'activité des participants, (4) le degré de recrutement des nouveaux membres, (5) la possibilité d'agir comme porte-parole, (6) la

possibilité d'agir comme représentant du partenariat et (7) le nombre d'activités mises en œuvre et commanditées par le partenariat. La seconde catégorie, qui concerne le leadership et la contribution, possède trois dimensions : (8) le nombre de partenariats auxquels la personne participe, (9) le nombre de positions de leadership occupées par la personne dans les différents partenariats et (10) le nombre de contributions différentes pour les activités d'éducation des partenariats. L'ensemble de ces dimensions permet de documenter le niveau de participation d'une personne dans un partenariat.

Par ailleurs, Bilodeau, Galarneau, Fournier et Potvin (2011) mentionnent que deux critères permettent d'assurer la qualité des partenariats. En premier lieu, la participation est en mesure d'améliorer la qualité d'un partenariat quand elle répond à quatre conditions : (1) toutes les perspectives en lien avec la question d'intérêt sont représentées, (2) les acteurs sont intégrés rapidement dans les décisions stratégiques, (3) l'engagement des acteurs leur donne un réel pouvoir de décision, pas seulement le droit d'être consultés et (4) les personnes considérées comme des acteurs stratégiques et névralgiques sont mobilisées. En second lieu, les ententes de partenariat permettent d'atteindre une égalité dans les rapports de pouvoir entre les divers acteurs qui sont en mesure de parvenir à un compromis afin de co-construire l'action. Du reste, ces caractéristiques sont à la base d'un outil de diagnostic de l'action en partenariat qui a été conceptualisé par les mêmes auteurs (Bilodeau *et al.*, 2011). Enfin, pour Koehler et Koontz (2007), plusieurs caractéristiques individuelles et de groupe influencent la participation des gens dans des partenariats. Selon ces auteurs, les citoyens s'impliquant dans les partenariats ne sont pas nécessairement représentatifs de la société. De fait, les personnes qui vont s'investir dans la collectivité correspondent souvent à un certain «idéal type» (blancs, plus âgés que la moyenne, plus éduqués que le moyenne, etc.).

Ainsi, on peut voir que, dans les instances de concertation, la participation peut être définie et vécue de multiples façons. Cela étant dit, un autre élément influençant la participation qu'on retrouve dans une concertation est la provenance des acteurs y prenant part. Selon plusieurs auteurs, les acteurs engagés dans une concertation doivent provenir de milieux diversifiés pour pouvoir garantir une certaine hétérogénéité. Ainsi, pour Bourque (2009) et pour Bégin-Gaudette (2010), la concertation consiste en un processus auquel prennent part divers acteurs ayant des intérêts différents. De même, selon Cossette et Verhas (1997), quand les gens ont des activités partenariat ensemble, ils viennent de milieu divers. Dans la même veine, Panfichi et Dammert (2006) affirment que l'homogénéité qu'on retrouvait à la table de concertation sur laquelle porte leur recherche a eu beaucoup d'impact sur le pouvoir et la portée de cette instance. En effet,

comme il n'y avait aucune hétérogénéité de personnes à cette table, les discussions entre les divers acteurs de la société se sont déroulées ailleurs. Dans ces conditions, cette table est devenue davantage un soutien pour les personnes vivant dans la pauvreté qu'un espace de concertation où il est possible de discuter de mesures concrètes contre la pauvreté. À ce sujet, on sait que certaines tables de concertation fixent un nombre de sièges réservés à chaque catégorie d'acteurs (Bourque, 2004) pour s'assurer que tous les acteurs soient adéquatement représentés. Ceci peut être une manière de faire appropriée à la condition que les sièges de certains groupes ne soient pas vacants et que leurs titulaires soient bel et bien inclus dans le processus. En résumé, l'hétérogénéité des personnes siégeant à la table est importante si on veut que celle-ci puisse garder le rôle qui revient à un organisme de concertation.

Comme il est pertinent que les acteurs de plusieurs milieux soient présents à la table de concertation, il apparaît intéressant de nous questionner sur les façons dont les acteurs de diverses provenances peuvent y exercer une influence et sur les manières dont leur avis y est pris en compte. Tout d'abord, selon Bebbington, Delamaza et Villar (2006), la participation dans les espaces de concertation locale se fait soit de façon directe, c'est-à-dire individuellement, soit par le biais de la représentation de plusieurs organisations, comme on peut l'observer à la plupart des tables de concertation. Dans le second cas, c'est une personne qui sera nommée pour représenter une grande variété d'acteurs. En réalité, une table de concertation ne peut pas permettre à tous les membres d'une collectivité de participer, sinon il deviendrait impossible de discuter vraiment et de se concerter. Cependant, quand des personnes ont la responsabilité de représenter d'autres personnes, plusieurs éléments doivent être pris en compte pour s'assurer que ce modèle soit démocratique. En effet, Bourque (2004) insiste sur les dangers de laisser peu de place aux personnes que l'instance de concertation doit représenter parce qu'il peut en résulter un déficit démocratique et un repliement de la table de concertation sur elle-même. Par conséquent, il importe de s'assurer que le système de concertation soit légitime et représentatif afin que les représentants ne discutent pas de leurs intérêts individuels, mais bien des intérêts des groupes de personnes qu'ils représentent. Ainsi, selon Higdém et Hanssen (2014), les partenariats sont très efficaces quand ils donnent plus de pouvoir à leurs membres. En outre, d'après les mêmes auteurs, la pression pour atteindre un consensus peut faire en sorte que les opinions alternatives ou opposées seront supprimées et que seul le point de vue possédant le plus grand poids numérique sera conservé, ce qui fait en sorte que moins de points de vue seront défendus. Dans la même veine, Bebbington, Delamaza et Villar (2006) insistent sur le fait qu'il peut se développer une élite participative lorsque l'information ne circule pas assez,

qu'aucun nouveau leader n'est formé et que la concertation n'inclut pas un nombre suffisant de nouveaux participants et se limite aux représentants des organisations en empêchant les citoyens de s'exprimer et d'avoir un poids réel dans les discussions. En d'autres mots, il est important de s'assurer que ce ne sont pas toujours les mêmes personnes qui s'engagent et qu'une diversité de points de vue peut s'exprimer (Higdem et Hanssen, 2014).

Dans le même sens, Cossette et Verhas (1997) affirment que les personnes les plus démunies sont souvent celles qui vont éprouver le plus de difficultés à se faire reconnaître en tant que partenaires. Cette situation est déplorable parce que ce sont justement ces gens qui vivent les situations sur lesquelles travaillent les tables de concertation. Il y aurait beaucoup à apprendre de ces personnes si on prenait le temps d'essayer de comprendre leur point de vue sur la situation. Gaudreau (2011) abonde dans le même sens quand il affirme que plusieurs pratiques de concertation n'incluent pas la population dans leur démarche car elles sont instaurées selon le principe voulant que ce soit des représentants qui parlent au nom d'un groupe de personnes. Cependant, dans plusieurs situations, les représentants se retrouvent aux prises avec un horaire surchargé et les délais sont trop courts, ce qui fait qu'ils n'ont pas le temps de consulter les personnes qu'ils représentent, de sorte que, à la table de concertation, les enjeux sont parfois discutés entre les intervenants et les acteurs sociaux. Ainsi, les citoyens ne peuvent pas bénéficier de ce lieu de concertation pour influencer sur leurs conditions de vie. Bourque (2004) souligne que les représentants siégeant à la table de concertation ne disposent pas toujours du temps suffisant pour consulter les personnes concernées. En fait, que ce soit avec la population elle-même, avec les représentants de la population ou avec les représentants des organisations de la communauté, il importe d'encourager un engagement citoyen dans les structures de l'État. Surtout, le fait de favoriser une collaboration entre les citoyens et l'État dans le cadre de divers dispositifs de concertation favorise une meilleure gouvernance (Farazmand, 2012).

Selon Bourque, la contribution des tables de concertation dans la démocratisation de notre système de santé peut s'accompagner d'effets paradoxaux. « [Les tables de concertation] peuvent représenter à la fois des opportunités de démocratisation des services sociosanitaires et des risques de réduction de la participation citoyenne et donc de la démocratie participative ou délibérante » (Bourque, 2004, p. 93). Ces instances représentent ce type de risque dans les cas où elles ne permettent pas à la population d'être incluse dans le processus de concertation, ce qui fait que les gens ne sont pas consultés, ne sont pas informés ou ne sont pas en mesure de participer. Ainsi, tout dépend de la forme et des règles que nous donnons à la concertation.

Higdem et Hanssen (2014) croient qu'en raison de leur nature, qui consiste à représenter des citoyens au lieu de favoriser leur participation directe, les partenariats doivent trouver des moyens de s'assurer que l'avis de la population est pris en compte. Pour ces auteurs, il serait pertinent de rattacher les partenariats à d'autres stratégies permettant de légitimer davantage les décisions prises dans certaines situations, c'est-à-dire à partir de questionnaires administrés à la population, de conseils de citoyens ou d'audiences publiques. En outre, plusieurs enjeux peuvent limiter la participation des gens dans des espaces décisionnels, par exemple le niveau de langage qui y est employé. Comme il s'agit souvent d'un vocabulaire très spécialisé qui n'est pas aisément compréhensible pour tout le monde, cela nuit à l'engagement et à l'implication des gens de la communauté (Duval, 2007; Gaudreau, 2011; Slack, 2004). Pour Slack (2004), il faut réussir à intégrer les populations d'une façon ou d'une autre dans les partenariats, mais, en pratique, cette tâche se révèle très difficile. De plus, selon cet auteur, les concertations qui se font uniquement dans le but de recevoir un financement peuvent constituer un obstacle sérieux à la participation (Slack, 2004).

Dans un autre ordre d'idée, il apparaît pertinent de se pencher sur la participation des acteurs politiques dans les concertations. Ainsi, selon Panfichi et Dammert (2006), quand une table de concertation est dirigée par un maire, cette situation comporte à la fois un avantage et un désavantage à propos duquel il faudra se montrer prudent. D'un côté, on est certain que la table sera bien représentée au niveau municipal. D'une autre côté, la table devient vulnérable car elle pourrait être contrainte de suivre la volonté du maire. Lorsque le pouvoir est détenu majoritairement par une seule personne, cela nuit à la concertation. Il est important de laisser suffisamment de pouvoir à tous les acteurs, et ce, pas seulement pour des sujets secondaires. Parfois, les acteurs détenant plus de pouvoir jugent qu'une problématique est trop importante et refusent de partager leur pouvoir décisionnel avec d'autres pour la solutionner (Bourque, 2004). À ce propos, Farazmand (2012) dit que le partage du pouvoir représente l'un des principaux défis et problèmes dans l'élaboration de partenariats.

Comme nous avons pu le constater, plusieurs acteurs sont présents dans une concertation. Ceci étant dit, il apparaît pertinent de nous demander quels sont les acteurs invités à participer à une concertation et quelles sont les conséquences d'une non-participation pour les autres acteurs. En fait, cela dépend des visées et des règles de la table de concertation concernée. Par exemple, certaines tables prévoient toutes les organisations officielles peuvent participer à la table de concertation en autant qu'elles aient une présence réelle sur le terrain (Panfichi et



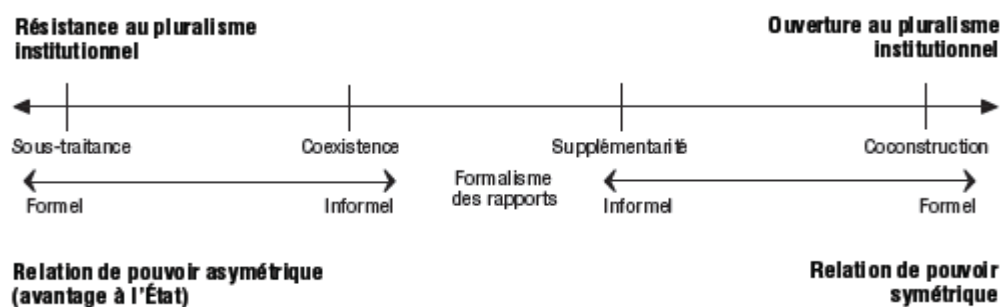
Dammert, 2006). Par contre, d'autres tables sélectionnent les participants à partir de la mission et des objectifs de l'organisation d'où proviennent ces participants, ce qui entraîne certaines conséquences pour ladite organisation. En effet, selon Couillard et Côté (1993), au Québec, les organismes qui veulent obtenir un financement par leurs activités doivent souvent siéger à une table de concertation. Or, pour pouvoir être à une telle table, leurs objectifs doivent être en ligne avec les priorités de l'État. Par conséquent, les groupes dont la mission concorde avec la vision de l'État seront avantagés, tandis que les groupes dont la mission est trop différente seront désavantagés non seulement au plan du financement, mais aussi en termes de non-accès aux informations et au processus décisionnel. En outre, Bourque (2004) affirme qu'un fossé se crée entre les personnes présentes aux tables de concertation et celles qui ne le sont pas. En effet, même si les représentants font de leur mieux pour passer l'information aux autres personnes et aux autres groupes, ils ne peuvent pas retransmettre l'intégralité du contenu d'une réunion. Ainsi, « la création de contacts privilégiés, l'accès à de l'information de première main ainsi que certains avantages financiers et matériels ont créé une distance et introduit un biais dans les rapports entre certains représentants communautaires et leurs pairs » (Bourque, 2004, p. 92).

À la lumière des pages précédentes, il a été possible de constater que la notion de pouvoir est très présente lorsque nous parlons de la participation des acteurs. Idéalement, la concertation permet à un groupe d'acteurs de se réunir dans le but de trouver ensemble des solutions à certains problèmes. Mais, en réalité, ces groupes disposent-ils toujours du pouvoir nécessaire pour mener à bon port leur mission? En fait, dans plusieurs cas, la manière dont la concertation se déroule peut conduire à une instrumentalisation des acteurs en place. En effet, lorsque la concertation ne sert qu'à informer les gens sans leur donner un pouvoir réel sur la situation, elle aboutit à une participation symbolique (Arnstein, 1969). Selon Bourque, quand les acteurs sont oubliés ou instrumentalisés dans les relations qu'ils entretiennent avec les institutions, il s'avère impossible de bâtir des programmes et d'offrir des services qui répondent à leurs besoins et ils en sortiront perdants et appauvris. Dans ce contexte, on ne peut s'attaquer collectivement aux causes du problème en question (Bourque, 2008) alors qu'il s'agit pourtant d'une des raisons pour lesquelles la concertation peut justement être pertinente. En outre, selon le même auteur, lorsque les relations entre les acteurs sont inégales en termes de pouvoir et de ressources et que les rapports de pouvoir sont hiérarchisés, cela nuit aux relations de partenariat (Bourque, 2008). À ce propos, on constate que l'asymétrie et la hiérarchie jouent souvent au détriment de partenaires du réseau communautaire (Bourque, 2008; White *et al.*, 1992). Pire encore, ces

derniers peuvent être vus comme une solution moins chère pour donner des services et, en conséquence, ils seront instrumentalisés (Keevers, Treleaven et Sykes, 2008).

Pour mieux comprendre les relations de pouvoir unissant l'État le tiers secteur, comme c'est le cas dans plusieurs pratiques de concertation, on peut se référer à la typologie qui a été conçue par Proulx et ses collaborateurs (2007, dans Bourque, 2008), qui place sur un continuum les types de rapport caractérisant la relation entre ces deux acteurs. Ainsi, plus nous allons vers la droite du continuum, plus les institutions étatiques font preuve d'ouverture à l'égard du tiers secteur et plus elles sont enclines à partager le pouvoir. À l'inverse, plus nous nous dirigeons vers la gauche du continuum, plus ces institutions détiennent un grand pouvoir et moins elles ont tendance à faire montre d'ouverture envers le tiers secteur. Le premier niveau réfère au rapport de sous-traitance, qui voit l'État déléguer certaines tâches au tiers secteur. Le deuxième niveau renvoie au rapport de coexistence, qu'on peut observer lorsque l'État ne vient pas en aide au tiers secteur mais qu'il est sympathique à ses activités (par exemple, un échange de services). Le troisième niveau concerne le rapport de suppléance, en vertu duquel les services des organismes du tiers secteur sont soutenus par l'État et considérés comme une réponse supplémentaire aux services publics. Le quatrième niveau fait référence au rapport de co-construction, dans lequel les responsabilités et les opérations sont partagées entre l'État et le tiers secteur, qui sont autonomes. Ainsi, l'État et le tiers secteur participent à l'élaboration des politiques (publique et institutionnelle), mais le pouvoir qu'ils détiennent et l'importance qu'ils accordent à la concertation varient grandement selon la situation, ce qui affecte la participation des gens.

**Figure 2 : Typologie des rapports État/tiers secteur**



Bourque, D. (2008, p.17). *Concertation et partenariat: entre levier et piège du développement des communautés*. Québec: Presses de l'Université du Québec

Gaudreau (2011) aborde également la notion de la répartition du pouvoir entre les différents acteurs prenant part à la concertation. Selon cet auteur, il est impossible d'affirmer que les gens peuvent travailler ensemble et être égaux simplement en les regroupant et en leur permettant de discuter. Il y a des inégalités ancrées dans notre manière de vivre en société qui guident nos façons d'interagir. Ainsi, il est ardu de répartir également le pouvoir dans un groupe alors que ses membres n'ont pas tous le même pouvoir par rapport à la fonction sociale qu'ils exercent. C'est pourquoi il s'avère impossible de faire abstraction des inégalités sociales et de prétendre que le but commun qui unit les différents acteurs et le développement de leur secteur pourront les rendre égaux (Gaudreau, 2011). Il importe de prendre conscience des inégalités et des jeux de pouvoir et d'en tenir compte dans la concertation. À ce propos, Bebbington, Delamaza et Villar (2006) mentionnent que les espaces publics de concertation locale sont toujours liés au contexte économique, politique et social dans lequel ils évoluent. Ainsi, ces espaces ne sont pas complètement imperméables aux diverses inégalités qu'on retrouve dans la société.

La participation citoyenne constitue l'un des facteurs permettant de développer l'*empowerment* (Hardina, 2003), notamment dans le cadre d'une concertation. Le concept d'*empowerment* fait référence au « processus par lequel un individu ou une collectivité s'approprie le pouvoir ainsi que sa capacité de l'exercer de façon autonome » (Ninacs, 2002, p. 48-49). Trois ressources sont nécessaires à l'activation de l'*empowerment*. Premièrement, il doit y avoir des interactions entre les gens. Deuxièmement, on a affaire à un processus qui demande du temps. D'ailleurs, on sait que ce qui compte avec l'*empowerment*, c'est souvent plus la démarche que le résultat. Troisièmement, il importe que le but visé par la démarche ait de la valeur parce que c'est sur lui que sera bâti l'engagement des gens (Ninacs, 1995). Par ailleurs, selon Ninacs (2002), il y a trois types d'*empowerment*. Tout d'abord, l'*empowerment* individuel survient quand des gens (une personne ou un groupe de personnes) reprennent du pouvoir sur leur vie. Ensuite, le *self-empowerment*, comme l'indique son nom, constitue une forme d'*empowerment* individuel qui « privilégie l'épanouissement des personnes ayant déjà la capacité d'agir de façon autonome en leur enlevant des obstacles ou en créant des conditions favorables à leur démarche » (Ninacs, 2002, p. 64). Toutefois, cette forme d'*empowerment* ne semble pas favoriser l'action collective car elle ne vise pas le changement social, mais plutôt l'épanouissement individuel. Enfin, l'*empowerment* communautaire « correspond au moyen par lequel des communautés augmentent leur pouvoir collectif » (Ninacs, 2002, p. 66). Ninacs (1995) insiste sur le fait qu'il ne faut pas voir ces types d'*empowerment* comme étant en opposition, particulièrement en ce qui

concerne l'*empowerment* individuel et l'*empowerment* collectif, qui sont très étroitement liés car il semble bien que le premier soit même un moyen de garantir le second (Ninacs, 1995).

Il est intéressant de constater que les concepts de partenariat et d'*empowerment* entretiennent des liens très étroits. Dans les écrits scientifiques, la relation entre ces deux notions est vue sous différents angles. Cependant, selon Mitchell (2004), il est difficile d'établir clairement que les partenariats favorisent l'*empowerment* chez les gens qui sont dans ce processus. En effet, même s'il est possible que la participation d'une personne à une instance de partenariat lui permette de développer son *empowerment*, ce n'est pas un automatisme. Les partenariats sont influencés par plusieurs variables, notamment par le contexte et les acteurs, et c'est pourquoi il ne faut pas surestimer et généraliser leur potentiel à générer l'*empowerment*.

Fawcett et ses collaborateurs (1995) abordent ces deux concepts dans une autre perspective. Selon ces auteurs, il est possible d'utiliser l'*empowerment* pour bâtir des partenariats œuvrant au développement et à la santé de la communauté. À ce propos, ils déterminent différentes stratégies (illustrées par 33 activités) qui peuvent être mobilisées dans les partenariats en vue de favoriser le développement de l'*empowerment*. Les partenariats permettant l'*empowerment* débutent leur travail en tenant compte des préoccupations de la collectivité et en les incluant dans le processus de concertation. Les auteurs en viennent à la conclusion que l'utilisation du modèle de l'*empowerment* dans les partenariats soulève certains défis mais comporte plusieurs avantages. Enfin, selon René et Gervais (2001), le fait que différents groupes (en particulier les groupes détenant moins de pouvoir) puissent avoir une influence dans l'action qu'ils mettent en branle dans les partenariats/concertation les amène à faire des apprentissages, ce qui va leur permettre de développer un *empowerment* plus fort.

En résumé, il est possible de constater que la participation à l'intérieur des concertations est très variée et difficile à définir. En fait, elle s'adapte aux divers contextes de la concertation, qui prend elle-même plusieurs visages. Ces deux aspects sont si étroitement liés l'un à l'autre qu'ils semblent s'influencer mutuellement dans plusieurs situations. C'est dans ce sens qu'il apparaît intéressant de prendre le temps de comprendre comment la participation peut agir comme déterminant de la concertation et, en même temps, en être une retombée. Ce questionnement est directement en lien avec la situation dans laquelle se trouve la *Mesa de concertación de género* de Comas, laquelle, en tant que table de concertation, voit s'appliquer à elle la plupart des dimensions que nous venons de présenter. Plusieurs enjeux en rapport avec la coopération internationale et la participation de ses partenaires sont également à considérer.

## D) Question de recherche et objectifs

Plusieurs niveaux d'analyse pourront être utilisés pour caractériser la participation des acteurs siégeant à la table de concertation la *Mesa de concertación de género* de Comas. Tout d'abord, le niveau individuel permet de comprendre la participation des gens dans la concertation et l'impact de la concertation sur leur participation. En lien avec les notions qui ont été exposées précédemment, il s'agit de voir quels acteurs sont inclus ou exclus de la concertation, à quel niveau ils s'engagent les gens, quel pouvoir ils détiennent, et ainsi de suite. Ensuite, le niveau collectif aide à comprendre comment la *Mesa de concertación de género* peut participer dans sa collectivité d'appartenance et quel pouvoir elle détient. Enfin, le niveau international permet d'appréhender dans quelle mesure le fait que la table de concertation de Comas reçoive un appui d'un OCI québécoise dans la cadre de certains projets a un impact sur la participation et la concertation, notamment en ce qui a trait à la question de la répartition du pouvoir entre les organisations du Nord et du Sud. Les éléments précis sur lesquels se centrera l'analyse seront décrits dans la section intitulée Cadre théorique.

**Tableau 1 : Question et objectifs de recherche**

<b>Question de recherche</b>
Comment se caractérise la participation dans le cadre d'une concertation soutenant des projets locaux appuyés par la coopération internationale?
<b>Objectif principal</b>
Comprendre les liens qui unissent la participation et la concertation dans le contexte du développement local appuyé par de la coopération internationale.
<b>Objectifs secondaires</b>
<ol style="list-style-type: none"><li>1) Décrire la problématique sociale à propos de laquelle la concertation s'effectue.</li><li>2) Caractériser les types de participation sociale présents dans le cadre de la concertation.</li><li>3) Les déterminants de la concertation et de la participation à la table de concertation sur le genre de Comas.</li><li>4) Élucider comment la concertation contribue à des formes citoyennes de participation sociale.</li><li>5) Explorer en quoi la coopération internationale est une condition favorable à la participation et à la concertation.</li></ol>

## Cadre conceptuel

L'ensemble des informations rassemblées dans la problématique aide à bien comprendre les différentes dimensions de notre recherche et les enjeux qui y sont rattachés. La recension des écrits a permis d'exposer différents concepts et de les mettre en rapport les uns avec les autres puis d'élaborer une problématique. Notre recherche sera un moyen d'apporter des réponses aux différents questionnements soulevés et, à cette fin, un cadre conceptuel sera élaboré et présenté. Ce cadre permet d'analyser la situation sous un angle particulier en fonction des concepts qui nous apparaissent importants. Dans la première section, nous allons définir de façon opérationnelle la participation. Dans la seconde section, nous identifierons les concepts qui seront soumis à l'analyse et nous présenterons notre démarche d'analyse.

### **A) Définition de la participation : les différentes appellations**

La participation n'est pas un terme simple à définir puisqu'elle peut prendre plusieurs formes. En général, participer veut dire «s'associer, prendre part à quelque chose» (*Petit Larousse illustré*, 2005, p. 790). Au niveau fonctionnel, la participation est fortement reliée à la notion d'activité, par exemple faire certaines tâches ou accomplir certaines actions (Organisation mondiale de la santé [OMS], 2001, cité dans Larivière, 2008). En ce qui nous concerne, le volet de la participation qui nous intéresse est la façon dont les personnes peuvent participer dans leur communauté. Par ailleurs, selon le contexte et le type de participation, la participation recevra des noms différents. Pour faciliter la compréhension, nous avons regroupé les types de participation en fonction des trois grandes catégories de la participation qui ont été définies par Brodie, Cowling, Nissen, Paine, Jochum et Warburton (2009).

Tout d'abord, il y a la participation publique, celle dont il est le plus souvent question dans les écrits scientifiques. La participation publique fait référence à l'engagement des gens dans tout ce qui concerne la vie politique et la démocratie, par exemple prendre part à diverses activités politiques ou exercer son droit de vote. Ensuite, la participation sociale renvoie au fait pour la personne de participer dans la vie de tous les jours à des activités de la communauté, par exemple en ayant un engagement social (faire partie d'une organisation communautaire). Enfin, la participation individuelle correspond à tous les choix et à toutes les actions individuelles faites par chaque personne en lien avec ses idéaux, par exemple signer une pétition, boycotter certains produits, faire un don, etc. Par ailleurs, il est important de voir que ces trois catégories se

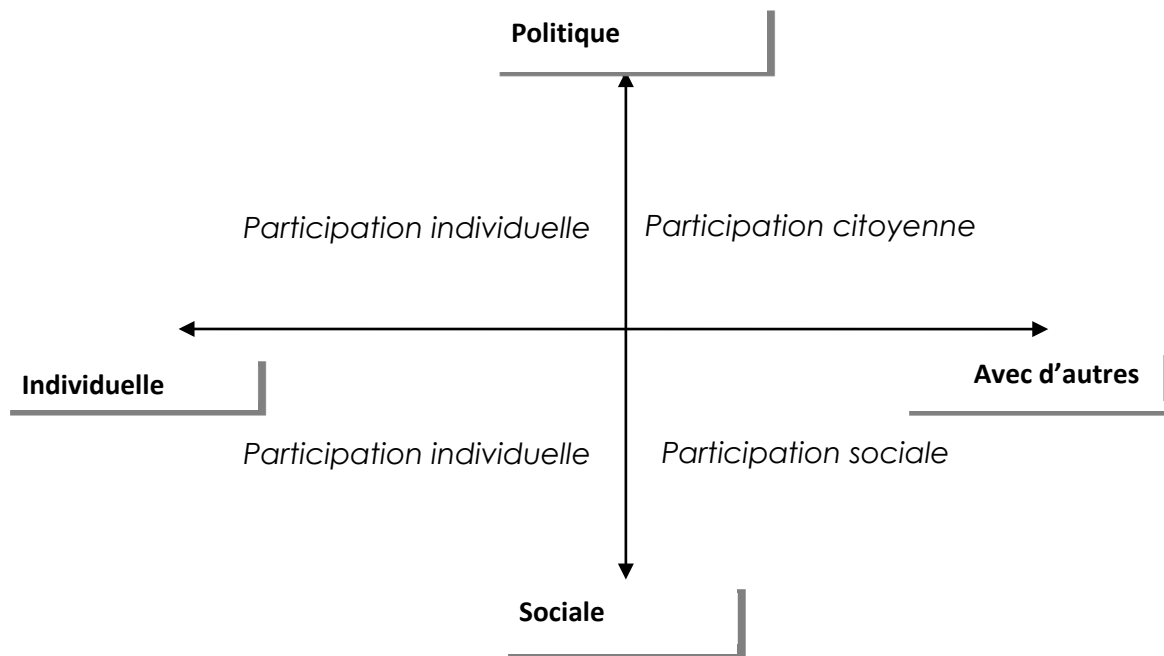
chevauchent et ne s'excluent pas puisqu'il est possible à une personne de participer dans plusieurs catégories en même temps (Brodie *et al.*, 2009).

Les différents types de participation apparaissant dans cette recherche ont été définis à partir des trois catégories précédentes. Le premier type, soit la participation citoyenne, correspond à la participation publique telle qu'elle a été définie par Brodie *et al.* (2009). Il s'agit de tous les types de participation en lien avec la vie politique, avec la manière dont les gens s'investissent pour influencer les gouvernements ou faire modifier les lois, etc. Dans les écrits scientifiques, outre la participation publique, les synonymes de participation citoyenne sont la participation civique et la participation verticale (Brodie *et al.*, 2009).

Le deuxième type, à savoir la participation sociale, est appelé de la même façon par Brodie *et al.* (2009). Il est question ici de toutes les formes de participation en rapport avec l'engagement des personnes dans leur communauté. Cette participation dans la société est souvent exercée au moyen d'activités qui sont faites avec d'autres personnes. Dans la littérature scientifique, les synonymes de participation sociale sont l'engagement social, l'action collective, la participation communautaire, la participation horizontale, etc. (Brodie *et al.*, 2009).

Le troisième type, en l'occurrence la participation individuelle, correspond à la catégorie du même nom qui a été élaborée par Brodie *et al.* (2009) et comprend tous les éléments énumérés dans cette même catégorie. Elle renvoie à la participation des gens aux activités de leur vie de tous les jours. Il nous semblait pertinent d'ajouter cet élément à notre recherche puisqu'il est abordé dans la littérature scientifique qui traite de la participation sociale, notamment dans la typologie sur ce sujet qui a été conçue par Levasseur, Richard, Gauvin et Raymond (2010). La participation sociale comprend toutes les activités qu'une personne effectue avec d'autres personnes, alors que la participation individuelle concerne toutes les activités que la personne fait seule. En fait, la participation peut être représentée sous la forme d'un continuum, ce que nous expliquerons plus en détail lorsque nous aborderons la typologie de la participation sociale dont il vient d'être question.

Figure 3: Les trois types de participation



### Les typologies de la participation

En plus des grandes catégorisations que nous venons d'évoquer, plusieurs typologies existent pour caractériser plus concrètement la participation. Cette partie comporte deux sous-parties. Dans la première section, nous présenterons les typologies des divers types de participation. Du reste, on notera que Brodie *et al.* (2009) se sont appuyés sur certaines de ces typologies pour construire leurs propres catégories de la participation. Dans la seconde section, nous porterons notre regard sur deux typologies dans lesquelles le niveau de participation des gens est défini selon des échelles de participation, lesquelles sont construites à partir de plusieurs critères. En effet, plusieurs échelles sont déterminées à partir du pouvoir et de l'influence que les personnes détiennent par rapport à l'objet de leur participation (souvent en lien avec la participation citoyenne). Ces diverses échelles évaluent si les personnes peuvent influencer la prise de décision, si leur avis est pris en compte, etc. Dans d'autres typologies, c'est le lien entre l'activité faite par la personne et l'interaction avec les autres personnes qui est analysée (souvent en rapport avec la participation sociale). Ces typologies essayent de déterminer si la personne se trouve en contact avec d'autres personnes dans l'activité, si sa participation permet d'aider autrui ou d'aider la communauté, etc.



## Section 1 : La catégorisation des types de participation

### Types de participation selon la table de concertation des forums jeunesse régionaux du Québec (TCFJRQ) (2012)

La Table de concertation des forums jeunesse régionaux du Québec (TCFJRQ) a élaboré un cadre de référence sur la participation citoyenne et les forums jeunesse régionaux. Dans ce document, on trouve la définition de plusieurs concepts relatifs à la participation qu'il nous apparaît pertinent de reprendre dans notre recherche. Tout d'abord, le texte produit par la table propose une définition de la participation citoyenne : « Prise de conscience de ses besoins et de ceux de sa communauté qui mène le citoyen à poser des actions, ponctuelles ou régulières, individuelles ou collectives, afin de transformer son milieu en vue de l'améliorer » (2012, p. 3). Lorsque ce document traite de la participation citoyenne, il renvoie en fait à plusieurs types de participation, à savoir la participation sociale, la participation publique et la participation politique (voir figure 4). Cette participation citoyenne n'équivaut pas à notre typologie que nous avons présentée plus haut, mais plutôt à l'ensemble réunissant nos trois types de participation.

**Figure 4 : Les trois types de participation citoyenne selon le TCFJRQ**

Types de participation citoyenne	Objectifs	Mécanismes d'influence	Lieux	Exemples
<b>PARTICIPATION SOCIALE</b> 1	Améliorer son bien-être et celui de sa collectivité	Influence interpersonnelle, action directe sur l'enjeu	Quartiers, milieux scolaires, voisinage, milieux de travail, entreprises, etc.	Faire du bénévolat, des dons, du compostage, de l'entraide, s'impliquer dans son milieu scolaire ou dans une association de sports et loisirs, etc.
<b>PARTICIPATION PUBLIQUE</b> 2	Influencer la collectivité en participant au débat public ou en occupant une fonction comportant une responsabilité publique	Opinion publique, démarchage, mobilisation, groupes d'intérêt et de pression, organisations à but non lucratif, associations	Médias, lieux publics, Internet & réseaux sociaux, organismes démocratiques, syndicats, ONG, etc.	Rédiger une lettre ouverte, se mobiliser, organiser une conférence de presse, manifester, prendre la parole en public, siéger à un conseil d'administration, etc.
<b>PARTICIPATION POLITIQUE</b> 3	Prendre part aux décisions de la collectivité	Institutions démocratiques et participatives découlant de l'État	Arrondissements, MRC ou municipalités, commissions scolaires, paliers de gouvernement, etc.	Se présenter comme candidat(e) à un palier de gouvernement, voter, siéger à un conseil d'établissement, etc.

Tableau tiré de : TCFJRQ. 2012. Cadre de référence : La participation citoyenne et les forums jeunesse régionaux. Repéré à <http://www.forumsjeunesse.qc.ca/wp-content/uploads/2010/02/Cadre-de-r%C3%A9f%C3%A9rence-en-participation-citoyenne.pdf>

Ensuite, le modèle développé par la TCFJRQ illustre clairement en quoi consiste la participation citoyenne. Ainsi, selon le document, la participation citoyenne « serait donc constituée de tout ce qui se situe entre l'éducation à la citoyenneté et l'exercice du pouvoir, deux frontières non hermétiques » (2012, p. 5). La première étape contribue à l'acquisition des compétences qui sont nécessaires à la participation citoyenne. Enfin, quand une personne exerce le pouvoir moyennant une rémunération, on ne parle plus de la participation citoyenne. Le tableau figurant ci-dessous ne propose pas un chemin qui doit être obligatoirement suivi par tous, mais il permet de faire apparaître un continuum logique de la participation.

**Figure 5 : Un parcours citoyen**



Tableau tiré de : TCFJRQ. 2012. Cadre de référence : La participation citoyenne et les forums jeunesse régionaux. Repéré à <http://www.forumsjeunesse.qc.ca/wp-content/uploads/2010/02/Cadre-de-r%C3%A9f%C3%A9rence-en-participation-citoyenne.pdf>

### Types de participation selon le *Communities and Local Government* (2009)

Dans ce document, la participation est décrite par rapport à trois types d'engagement civique. Tout d'abord, l'activisme civique concerne les gens qui prennent part directement au processus de prise de décision en matière de services locaux ou de prestation de services. Par exemple, ces personnes peuvent avoir un rôle officiel à titre de conseiller local. Ensuite, la consultation civique voit les citoyens s'engager activement dans des activités de consultation (entre autres sur les services locaux), par exemple en remplissant des questionnaires sur la qualité des services ou en participant à des groupes de consultation. Enfin, la participation civique, qui est la plus large des trois formes d'engagement, renvoie à un vaste éventail d'engagements que la personne peut prendre dans les activités démocratiques. Par exemple, la personne peut signer une pétition, prendre contact avec un élu, participer à une manifestation, etc. (*Communities and*

*Local Government*, 2009). Comme on peut le voir, cette catégorisation est fondée sur le niveau d'implication des personnes dans leur communauté. Cette manière de voir correspond à ce que nous avons nommé la participation citoyenne dans notre propre modèle.

Le même document propose aussi une définition du bénévolat, qui peut être formel et informel selon le cas, mais, dans les deux situations, il doit s'agir d'une aide non rémunérée. Ainsi, le bénévolat formel contribue à apporter de l'aide à des groupes ou à des organisations au profit d'autres personnes, alors que le bénévolat informel permet de venir en aide à des gens avec qui il n'y a aucun lien de parenté (*Communities and Local Government*, 2009). La principale distinction entre ces deux formes de bénévolat réside dans le fait que le bénévolat se fait soit de façon organisée dans une organisation, soit par soi-même sans passer par une organisation. Par ailleurs, le bénévolat représente une forme de participation sociale.

### **Types de participation selon Jochum, Pratten et Wilding (2005)**

Selon Jochum, Pratten et Wilding (2005), il existe deux perspectives opposées pour considérer l'implication des personnes. On parle ici de l'exercice de sa citoyenneté active ou de son droit d'être seul. D'un côté, les personnes s'impliquent. De l'autre côté, elles ne s'impliquent pas. Évidemment, pour notre recherche, c'est la première option qui nous intéresse. Jochum, Pratten et Wilding (2005) ont divisé la participation en deux grands types d'implication. En premier lieu, il y a la participation civique (notre participation citoyenne), qui peut également être appelée participation verticale, qui concerne la participation des gens dans la vie politique et dans les affaires de l'État, par exemple en participant à un partenariat local. En second lieu, il y a la participation civile (notre participation sociale), qui est aussi nommée participation horizontale, qui réfère à l'implication de la personne dans les activités de la communauté ou de la vie associative, par exemple la participation à une association de résidents (Jochum, Pratten et Wilding, 2005). Comme on peut le constater, cette typologie définit le but de l'implication selon que cette dernière vise le politique (vertical) ou le social (horizontal).

### **Section B : Les échelles de participation**

#### **Typologie de la participation sociale de Levasseur, Richard, Gauvin et Raymond (2010)**

Levasseur, Richard, Gauvin et Raymond (2010) ont élaboré une typologie de la participation sociale à partir des nombreuses définitions de cette notion qu'ils ont repérées dans les écrits scientifiques portant sur le vieillissement. Après avoir procédé à une analyse de 43 définitions,

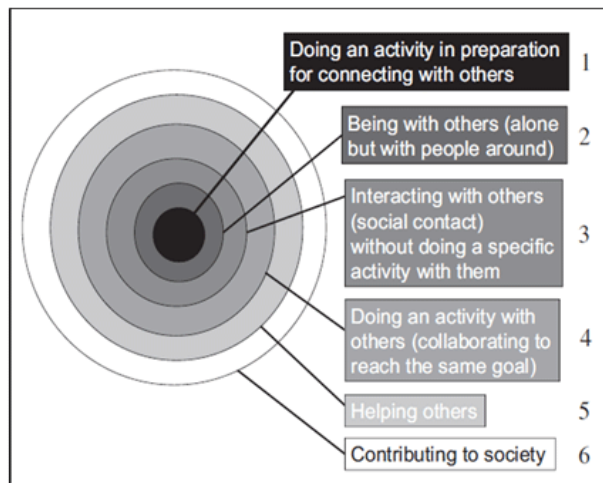
ces auteurs se sont rendu compte qu'un élément revenait dans la plupart des définitions, à savoir l'implication de la personne dans des activités qui lui permettent d'être en interaction avec d'autres membres de la communauté. Ainsi, ces chercheurs ont établi leur typologie à partir de l'activité sociale qui est faite par la personne, ce qui leur a permis de définir six niveaux mettant en lien la visée de l'activité et les autres personnes qui participent. Ces niveaux sont reliés entre eux et forment un continuum de la participation sociale (Levasseur, Richard, Gauvin et Raymond, 2010).

- 1) faire une activité dans le but d'une connexion avec d'autres,
- 2) être avec les autres,
- 3) être en interaction avec les autres, mais sans faire d'activité spécifique,
- 4) faire une activité avec d'autres,
- 5) aider les autres,
- 6) contribuer à la société.

Cette typologie est intéressante parce qu'elle fait ressortir plusieurs éléments. Tout d'abord, elle illustre et hiérarchise les rapports qui unissent plusieurs concepts similaires à la participation (niveaux 1 et 6) tels que la participation sociale (niveaux 3 et 6) et l'engagement social (niveaux 5 et 6), ce qui permet de bien faire la distinction entre eux. En fait, la typologie a été élaborée selon la proximité entre la participation individuelle d'une personne, les autres personnes et les objectifs visés par l'activité et elle permet de mesurer la distance qu'il y a entre la personne et les autres personnes. Ainsi, la personne est seule au niveau 1, elle travaille en parallèle avec d'autres personnes au niveau 2 et elle est en interaction avec d'autres personnes aux niveaux 3 à 6.

En ce qui trait à l'objectif de l'activité, la typologie permet de faire deux distinctions. La première distinction concerne vers quoi est orientée l'activité : vers une réponse à nos propres besoins de base (niveaux 1 et 2), vers les autres (niveau 3), vers la réalisation d'une tâche (niveau 4), vers l'aide à d'autres personnes (niveau 5) ou vers la société (niveau 6). La seconde distinction porte sur le fait que la participation peut être réalisée pour la personne elle-même (niveaux 1 et 2), avec des tiers (niveaux 4 et 5) ou pour le bénéfice d'autres personnes (niveaux 5 et 6) (Levasseur, Richard, Gauvin et Raymond, 2010).

**Figure 6 : Échelle de la participation sociale**



Tiré de Levasseur, M., Richard, L., Gauvin, L. et Raymond, E. (2010). Inventory and analysis of definitions of social participation found in the aging literature: Proposed taxonomy of social activities. *Social Science and Medicine*. 71(12), p.2146.

Par ailleurs, afin de faciliter l'analyse des matériaux qui ont été recueillis pendant notre collecte de données, nous avons construit un tableau où figurent les différentes composantes de cette typologie. Pendant l'analyse des résultats, ce tableau a servi à classer les diverses activités menées par la table de concertation sur le genre de Comas et à déterminer à quel niveau de participation sociale correspondent ces activités.

**Tableau 2 : Représentation de la typologie sous forme de tableau de classement pour les activités effectuées par la table de concertation sur le genre de Comas**

Les activités de la table de concertation sur le genre de Comas	Distances entre la personne et les autres			L'objectif de l'activité							
				La participation est faite...			Vers quoi est orientée l'activité				
	Travail en interaction	Travail en parallèle	Seul	...pour d'autres personnes	...avec des tiers	...pour la personne elle-même	vers la société	vers l'aide à d'autres personnes	vers la réalisation d'une tâche	vers les autres	vers nos propres besoins de base
...											
...											
...											
...											
...											

Maintenant, il apparaît pertinent de donner une définition plus précise de la participation sociale. Selon Larivière (2008), la participation sociale consiste en la mise en commun de certaines ressources par des personnes au cours de certaines activités. Dans sa définition de ce concept, Larivière (2008) fait ressortir trois points qui aident à mieux appréhender la nuance qui existe entre la participation et la participation sociale. Premièrement, quand on parle de participation, ceci implique que la personne concernée doit faire une action. Deuxièmement, en ce qui a trait à la dimension sociale, il faut que cette action apporte quelque chose à d'autres personnes. Troisièmement, toujours dans cette perspective sociale, deux dimensions doivent être prises en considération, à savoir « la dimension micro-personnelle (par exemple, les relations avec sa famille et ses amis) et la dimension macro-collective ou sociétale (par exemple, avoir un travail rémunéré et des engagements communautaires) » (Larivière, 2008, p. 118). Selon René et Gervais (2001), la participation sociale, en favorisant la mobilisation citoyenne, contribue à contrer la passivité qu'on observe dans les sociétés occidentales. D'ailleurs, la participation vise ultimement un engagement des classes populaires dans un changement sociétal qui mènera à une société plus égalitaire (Gaudreau, 2011). Mais, avant de parvenir à ce but, les gens doivent passer par les diverses étapes de la participation sociale. Cette description de la participation sociale sous forme d'une échelle allant d'une participation pour ses propres intérêts à une participation sociale pour les intérêts de la société illustre bien sa véritable nature.

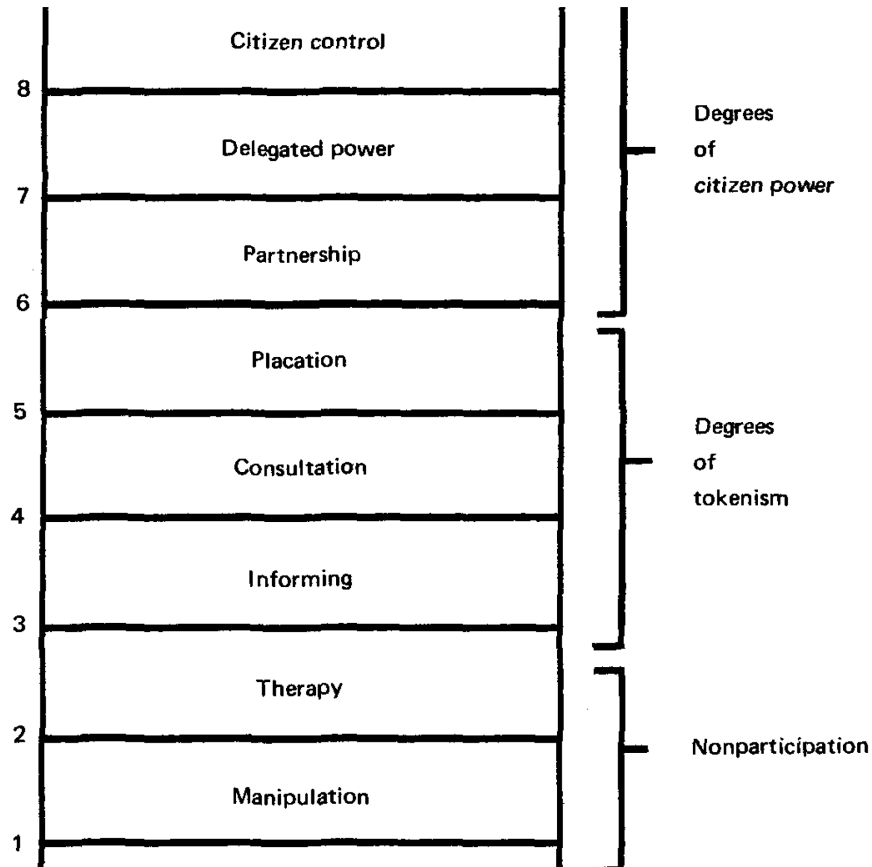
La définition que nous retenons est donc la suivante : *La participation sociale se caractérise par l'implication d'une personne dans une activité qui permet d'avoir une interaction avec d'autres personnes. Elle peut prendre différentes formes et avoir différents effets. Elle peut être individuelle ou en interaction avec les autres ou même être un engagement collectif.*

### **La typologie d'Arnstein (1969)**

La seconde typologie, qui a été conceptualisée par Arnstein (1969), définit une échelle de la participation citoyenne qui vise à montrer la différence entre une participation qui nous donne l'illusion d'exercer une certaine influence sur une situation et une participation qui nous permet d'avoir un réel pouvoir sur cette même situation. Selon cet auteur, il y a une grande différence entre une participation sans redistribution de pouvoir et une participation comportant une réelle influence. On comprend que la première situation représente une grande source de frustration pour les participants. L'échelle de la participation qui a été conçue par Arnstein comprend huit niveaux, allant de l'information à la prise de décision, et ces niveaux sont répartis entre trois grandes catégories (Voir figure 7). Arnstein (1969) insiste sur le fait que ces niveaux ne sont

pas immuables et que, dans des circonstances particulières, certaines de leurs caractéristiques peuvent être associées à un autre niveau.

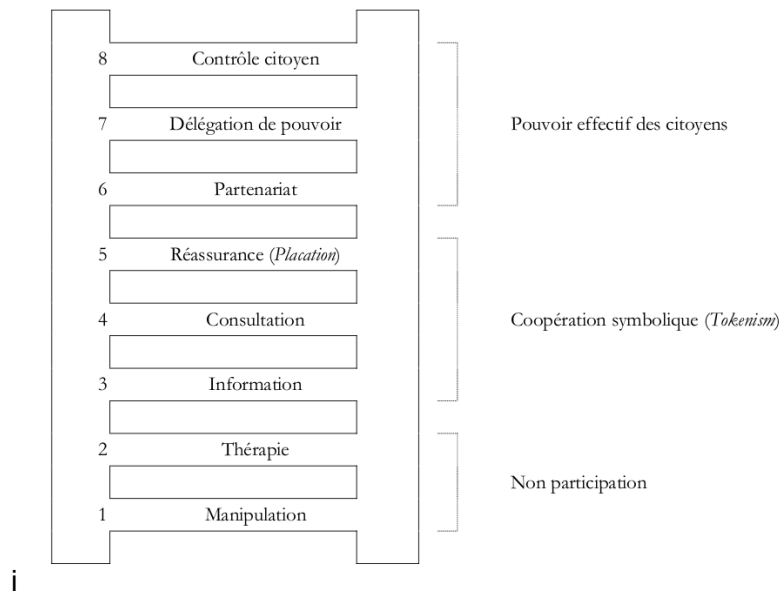
**Figure 7 : La participation citoyenne selon Arnstein (1969)**



Tiré de Arnstein, S. R. (1969), 'A Ladder of citizen participation', *Journal of the American Institute of Planners*, 35(4): p.217.

Plus précisément, selon Arnstein, la participation sociale prévoit «la redistribution du pouvoir, qui permet aux citoyens privés de pouvoir, exclus des processus politique et économique, d'y être à l'avenir sciemment inclus» (2006, p. 1). Afin de satisfaire à cette définition, la participation doit favoriser l'expression d'un réel pouvoir et non être un simple processus sans redistribution de pouvoir. C'est dans cette perspective qu'Arnstein a élaboré son échelle de la participation, dont les différents niveaux illustrent le passage d'une participation sans pouvoir véritable à une participation donnant aux personnes concernées un véritable pouvoir. L'image suivante donne une illustration de cette échelle avec ses différents niveaux traduits en français.

**Figure 8 : Traduction de la participation citoyenne selon Arnstein (2006)**



Tiré d'Arnstein, S. (2006). *Une échelle de participation citoyenne. Comité d'évaluation et de suivi*, p.3

Dans la catégorie de la non-participation, il y a la manipulation et la thérapie. La manipulation correspond à un niveau où la participation se révèle illusoire et ne permet pas l'expression d'un réel pouvoir; on «traite» les participants, voire on les manipule dans certains cas. Par exemple, il existe des comités consultatifs qui visent uniquement à informer les gens et non à les écouter; il s'agit d'instances où la population participe mais où elle n'a en aucun pouvoir parce que celui-ci reste aux mains des dirigeants. Par exemple, les citoyens peuvent être consultés à propos d'un projet, mais, quand celui-ci est mis sur pied, ils se rendent compte que leur opinion n'a pas été respectée et qu'ils ne possèdent aucune influence réelle. Cependant, cette expérience peut permettre aux citoyens de bien comprendre les règles du jeu, de sorte que, quand les autorités leur demanderont leur avis à une autre occasion, ils exigeront d'avoir une véritable participation. La thérapie consiste à «guérir» les personnes à qui on donne l'illusion d'une participation. Ainsi, lorsque ces personnes participent, on tente de les changer et de leur inculquer une autre façon de penser au lieu de résoudre les problématiques. Les gens «sont rassemblés pour les aider à "adapter leurs valeurs et attitudes à celles de la société au sens large" » (Arnstein, 2006, p. 7).

Dans la catégorie de la coopération symbolique, on retrouve l'information, la consultation et la réassurance. L'information consiste à informer la population de ses droits, de ses options, etc. Il s'agit d'une première étape vers une participation qui laisse plus de pouvoir aux gens, mais, malheureusement, l'échange d'informations se déroule souvent à sens unique et ne permet pas



aux citoyens de s'exprimer. Par exemple, on pense à une réunion où on explique un projet aux gens mais sans leur laisser exprimer leur avis à ce sujet. Les questions des gens peuvent être évitées et les explications peuvent être données dans un langage trop complexe pour autoriser un véritable échange. La consultation vise à connaître l'opinion de la population. Par exemple, on peut procéder à des enquêtes d'opinion ou administrer des questionnaires. Cette manière de faire peut apparaître encourageante à la population si celle-ci a un certain pouvoir dans la prise de décision. Toutefois, il arrive souvent que cet exercice soit conduit de telle façon que, en bout de ligne, l'opinion de la population n'est pas respecté ou pris en compte. La consultation peut être pertinente si elle assure un réel pouvoir d'influence, mais, souvent, la manière dont elle est menée ne le permet pas. La réassurance correspond au niveau auquel les gens commencent à avoir une certaine influence, mais certains éléments de ce niveau font que la participation reste purement symbolique. Par exemple, on peut placer des personnes sur des comités, mais si ces dernières sont seules ou en minorité, rien ne garantit qu'on écoute leur point de vue. On peut aussi « permettre aux citoyens de conseiller ou d'élaborer autant de plans qu'ils veulent, mais [en réservant] aux détenteurs du pouvoir le droit de juger de la légitimité ou de la faisabilité du conseil émis » (Arnstein, 2006, p. 10).

Dans la catégorie du pouvoir effectif des citoyens, nous trouvons le partenariat, la délégation de pouvoir et le contrôle citoyen. Le partenariat consiste en un partage du pouvoir entre les citoyens et les personnes détenant le pouvoir. Ces gens se partagent des responsabilités afin de mettre sur pied des projets ou de prendre des décisions. Il s'agit d'une négociation entre les deux parties. La délégation de pouvoir permet «aux citoyens d'acquérir une autorité dominante sur la prise de décision relative à un plan particulier ou un programme» (Arnstein, 2006, p. 15). Elle les aide à acquérir un réel pouvoir et à obtenir une majorité des sièges pour prendre des décisions. Le contrôle citoyen peut par exemple consister à permettre aux citoyens de diriger un programme ou une politique en entier. Il ne s'agit pas d'avoir le contrôle puisque personne ne peut avoir un tel contrôle, mais il importe que les citoyens aient «les pleins pouvoirs en termes de management» (Arnstein, 2006, p. 4).

Maintenant que le résumé de cette typologie a été complété, il apparaît possible de donner une meilleure description de la participation citoyenne. En fait, celle-ci vise l'implication des citoyens dans les décisions publiques pour que celles-ci correspondent davantage à leur volonté et à leurs besoins (Hardina, 2003). Selon Arnstein, la participation citoyenne est fortement liée au pouvoir citoyen. En effet, quand on redistribue du pouvoir à la population par l'intermédiaire de

la participation citoyenne, on permet aux gens actuellement exclus du processus politique et économique d'y être inclus (1969). Dans le même sens, selon Duperré et Deslauriers (2011), la participation citoyenne survient quand les citoyens participent à une prise de décision publique. Elle se manifeste également lorsque des personnes ou des groupes de personnes s'engagent volontairement et activement en vue de transformer des conditions de vie problématiques pour la communauté. Comme on peut le voir, toutes les définitions lient la participation des citoyens et le pouvoir.

### **Les limites de la participation**

Selon Nez (2006), la démocratie participative n'est pas nécessairement inclusive de tous les citoyens aux plans politique et social. Mais, avant d'aller plus loin, il importe de définir ce que cet auteur entend par inclusion sociale et par démocratie participative. Dans un premier temps, il propose « une définition générale de l'inclusion sociale comme l'amélioration des conditions de vie des populations des milieux populaires, par le biais d'une redistribution des richesses et d'un renforcement du lien social » (Nez, 2006, p. 11). Dans un second temps, concernant la démocratie participative, Nez mentionne que celle-ci comprend des activités qui font partie de notre participation citoyenne :

Le terme de démocratie participative regroupe des formes diverses d'associations des habitants aux affaires publiques locales, des dispositifs de concertation accompagnant un projet d'infrastructure ou d'aménagement, et des formes démocratiques issues directement ou indirectement des sciences sociales comme les jurys de citoyens, les conférences de consensus et les sondages délibératifs. (Nez, 2006, p. 6)

Même si la participation cherche à inclure les gens dans une démarche participative, tous ne vont pas s'y impliquer de manière automatique et égalitaire. Parfois, il arrive que des obstacles empêchent certaines personnes de participer, ce qui fait en sorte que la participation peut avoir comme conséquence l'exclusion d'une partie de la population. Selon Nez, il est difficile d'établir clairement l'inclusion permise par la participation, et ce, tant au niveau politique qu'au niveau social; ceci est dû au fait que la participation apparaît dans une grande variété de situations, ce qui la rend difficile à généraliser. En réalité, ce ne sont pas tous les citoyens qui veulent s'impliquer, mais plutôt les professionnels et les militants. Dans ce contexte, on ne peut pas atteindre l'objectif qui est visé par la participation, mais on offre un autre espace à quelques citoyens qui possèdent déjà certains capitaux symboliques. En outre, selon Nez (2006), certaines personnes auraient tendance à participer de façon ponctuelle ou sur une courte période mais à ne pas s'investir à long terme comme militants. Généralement, les personnes

qui veulent s'impliquer sur une plus longue période sont des citoyens particulièrement engagés. Ainsi, dans plusieurs situations, il est possible que l'opinion des personnes soit prise en compte, mais ceci n'est pas suffisant pour les inclure vraiment dans le processus décisionnel proprement dit et d'avoir un effet sur l'augmentation de la participation.

Simard (2008) va dans le même sens en soulignant que la participation ne permet pas toujours de donner le pouvoir aux gens et de faire participer les personnes concernées par le problème. En effet, cette auteure mentionne que même si la participation fait partie des discours et des pratiques de développement local depuis plusieurs années, ses méthodes ne permettraient pas dans certaines situations de parvenir au résultat pour lequel elle est employée. L'utilisation de méthodes renforçant la participation et l'*empowerment* ne serait pas en mesure de rendre les collectivités réellement autonomes et de leur permettre de reprendre plus de pouvoir. Parfois, la participation resterait plus utilitaire pour les détenteurs de pouvoir. Ceci nous ramène tout droit à Arnstein (1969) et à sa typologie de la participation citoyenne. De plus, selon Simard (2008), les personnes qui s'impliquent dans les projets ne seraient pas nécessairement celles qui sont dans le besoin, ce qui contribuerait à reproduire les rapports de force habituels et une certaine forme d'inégalité. Dans un autre ordre d'idée, Simard affirme qu'un véritable changement dans les structures sociales s'avère très difficile à instaurer, surtout s'il est imposé de l'extérieur, de sorte qu'il serait important que le changement vienne de la communauté elle-même. Selon Nez (2006), si les personnes décident de s'investir dans quelque chose, c'est habituellement parce qu'elles anticipent en retirer un certain gain, qui peut être matériel, ou une amélioration de leurs conditions de vie, par exemple. Par ailleurs, Nez explique que la raison pour laquelle les gens continuent de participer quand ils ont atteint leur objectif, c'est que cela favorise leur inclusion sociale (Nez, 2006), qui constitue un bénéfice moins tangible.

En conclusion, la participation semble être influencée par une multitude d'enjeux dont il a fallu tenir compte dans notre recherche. Ainsi, il fallait notamment considérer si les acteurs visés ont un certain pouvoir, s'ils sont en mesure de participer, si le changement vient de la communauté, etc.

## B) Cadre d'analyse : les éléments retenus

On le voit, la notion de participation recoupe plusieurs aspects. À présent, il est nécessaire de sélectionner les éléments qui nous semblent les plus pertinents afin de les mettre en rapport et de structurer notre analyse. Dans cette optique, l'angle sous lequel ces éléments sont abordés

sera exposé pour chacun des objectifs de recherche. Il est important de souligner que ceux-ci ont servi de base pour débiter la recherche. Par la suite, plusieurs autres éléments émergeront lorsque nous serons sur place et pourront être ajoutés dans les grilles d'analyse.

Le premier objectif de notre recherche vise à décrire la problématique sociale dans laquelle prend place la concertation. Afin d'y parvenir, il faut décrire la situation sociale et comprendre le contexte culturel. Tout d'abord, nous avons déterminé si la *Mesa de concertación de género* de Comas constitue une instance de concertation temporaire ou permanente (Lamoureux, 1996) et si la forme de concertation qu'on peut y retrouver est sectorielle thématique, intersectorielle thématique ou multisectorielle territoriale (Bourque, 2008).

**Objectif 1 : Décrire la problématique sociale à propos de laquelle la concertation s'effectue**

- 1) Comprendre la problématique sociale**
- 2) Caractériser de la concertation**
  - **Est-ce une concertation temporaire ou permanente?**
  - **Est-ce une concertation sectorielle thématique, une concertation intersectorielle thématique ou une concertation multisectorielle territoriale?**

Le deuxième objectif entend caractériser les types de participation qu'on retrouve à la table de concertation de Comas. Tout d'abord, il s'agissait de déterminer si nous avons affaire à une participation directe ou représentative. Par la suite, en nous appuyant sur la typologie de la participation sociale qui a été conçue par Levasseur, Richard, Gauvin et Raymond (2010), nous avons identifié les niveaux auxquels se situent les participantes : (1) faire une activité qui nous prépare à être avec d'autres personnes, (2) être avec d'autres mais faire l'activité seule, (3) interagir avec d'autres sans faire une activité spécifiquement, (4) faire une activité avec les autres, (5) aider les autres, et (6) contribuer à la société. Ceci nous donne une bonne compréhension des raisons pour lesquelles les gens participent et des effets de la participation.

**Objectif 2 : Caractériser les types de participation présents dans le cadre de la concertation**

- **Est-ce une participation directe ou indirecte**
- **Caractériser la participation selon la typologie de Levasseur, Richard, Gauvin et Raymond (2010)**

Le troisième objectif consiste à explorer les effets perçus de la concertation sur la participation des citoyens et d'identifier sur quoi elle exerce son influence dans le cadre de la concertation. Ainsi, il s'agissait de réfléchir sur comment le fait d'être membre de la *Mesa de concertación de género* peut influencer la participation des gens et, inversement, comment la participation des gens peut avoir une influence sur la table de concertation. Tout d'abord, nous devons identifier les éléments entravant le développement de la participation et de la concertation, par exemple une implication motivée par l'obtention d'un financement, l'emploi d'une forme de langage qui n'est pas accessible à tout le monde, un manque de participants, un manque de diversité parmi les participants, la répartition du pouvoir, etc. Par la suite, il nous fallait tenter de comprendre de quelle façon la concertation permet d'augmenter la participation ou de quelle manière elle favorise la concertation, par exemple en recrutant de nouveaux membres, en mettant sur pied des activités, en permettant aux personnes d'exercer un *leadership* ou un rôle de porte-parole, etc. Enfin, pour comprendre les effets de la concertation sur la participation des citoyens, nous devons considérer quelles sont les personnes incluses et les personnes exclues. En réalité, il s'agissait de voir si le fait de participer à une concertation a un impact majeur sur la manière de participer.

**Objectif 3: Les déterminants de la concertation et de la participation à la table de concertation sur le genre de Comas**

- 1) **Éléments limitant la participation et la concertation**
- 2) **Éléments favorisant la participation et la concertation**
- 3) **Qui sont les citoyens inclus/exclus par la concertation et impact d'avoir des représentants comme participants**

Le quatrième objectif avait pour but d'élucider de quelle manière la concertation contribue à des formes citoyennes de participation. Pour ce faire, nous nous sommes servis de la typologie de la participation qui a été élaborée par Arnstein (2006). Ainsi, nous devons déterminer le niveau de participation citoyenne que la concertation permet ou ne permet pas à ses membres de développer, soit : (A) la non-participation, avec les échelons (1) manipulation et (2) thérapie, B) le pouvoir symbolique, avec les échelons (3) information, (4) consultation et (5) apaisement, et C) le pouvoir citoyen, qui comprend les échelons (6) partenariat, (7) pouvoir délégué et (8) contrôle citoyen, et qui permet à la personne d'avoir davantage de poids dans les décisions.

Nous avons aussi exploré la perception des gens concernant l'apport de la concertation, plus précisément quels types de participation on retrouve à la *Mesa de concertación de género*.

**Objectif 4 : Élucider comment la concertation contribue à des formes citoyennes de participation**

- 1) La concertation permet quel type de participation citoyenne d'Arnstein
- 2) La perception des personnes sur ce qu'elle amène de différent en termes de participation des citoyens

Le cinquième objectif consiste à explorer en quoi la coopération internationale apparaît comme une condition favorable à la participation et à la concertation. Nous avons fondé notre analyse sur l'influence de l'implication d'un OCI sur la concertation, notamment pour voir s'il y avait des rapports de pouvoir ou des relations égalitaires, de quelle manière les participants se sentent directement ou indirectement touchés, de quelle façon cet OCI a un impact sur les activités du groupe de concertation, etc.

**Objectif 5 : Explorer en quoi la coopération internationale est une condition favorable à la participation et à la concertation**

- Influence d'un OCI sur la concertation et ses activités
- Relation égalitaire et rapport de pouvoir
- Comment les participants ressentent son influence

En somme, notre cadre d'analyse comporte trois niveaux, en l'occurrence le niveau individuel (en lien avec la participation de la personne), le niveau collectif (par rapport à la concertation locale), et le niveau international (concernant le lien de partenariat entre cette communauté et la coopération internationale). Le tableau suivant permet d'obtenir une représentation visuelle de ces divers éléments.

**Tableau 3 : Les différents niveaux d'analyse**

		Éléments analysés
Niveau d'analyse	<b>Niveau individuel</b>	Objectif 3 : Les déterminants de la concertation et de la participation à la table de concertation sur le genre de Comas.
		Objectif 4 : Éclaircir comment la concertation contribue à des formes citoyennes de participation.
	<b>Niveau collectif</b>	Objectif 1 : Décrire la problématique sociale à propos de laquelle la concertation s'effectue.
		Objectif 2 : Caractériser les types de participation sociale présents dans le cadre de la concertation.
		Objectif 3 : Les déterminants de la concertation et de la participation à la table de concertation sur le genre de Comas.
	<b>Niveau international</b>	Objectif 6 : Explorer en quoi la coopération internationale est une condition favorable à la participation et à la concertation.

## **Méthodologie**

Nous allons maintenant exposer la méthodologie sur laquelle s'appuie notre recherche. Il existe plusieurs approches méthodologiques, et, selon les objectifs de recherche que nous avons définis et le déroulement de la recherche, il faut choisir la stratégie adéquate. Cette section présente le type de recherche qui a été effectuée, établit sa pertinence aux niveaux social et scientifique, fait état des diverses méthodes de collecte de données qui ont été utilisées, décrit la démarche qui fut employée pour faire l'analyse des données, fait état des considérations d'ordre éthique et mentionne les forces et les limites de notre recherche.

### **Type de recherche**

La finalité de cette recherche est fondamentale puisque le sujet sur lequel elle porte permet d'approfondir les connaissances dans un domaine précis. Il s'agissait d'aller sur le terrain pour mener une recherche en vue de mieux comprendre certaines des composantes du phénomène à l'étude. Le but de cette recherche consiste à améliorer les connaissances sur la participation sociale et la concertation dans le contexte à l'étude. Cette démarche aura comme retombée une meilleure compréhension des pratiques, et ce, dans la perspective d'améliorer ces mêmes pratiques. De plus, comme ce projet aura un impact concret indirect sur la population, il a aussi une visée appliquée.

Dans le même ordre d'idées, cette recherche est inductive et n'est pas caractérisée par des étapes s'enchaînant de façon mécanique. Il s'agit d'un processus de construction continu qui se déroule tout au long de la recherche. Ainsi, la collecte de données, l'analyse des données, la question de recherche, la recension des écrits (voir Annexe 1) et la construction de l'objet d'étude ont été faites dans une perspective évolutive. En outre, aucune hypothèse n'est émise, seulement des propositions pouvant être reformulées à n'importe quel moment de la recherche (Deslauriers et Kérisit, 1997). Dans ce type de recherche, il n'est pas possible de déterminer exactement dès le départ l'objet d'étude car « une recherche est par définition quelque chose qui se cherche » (Van Campenhoudt et Quivy, 2011, p. 27). Il fallait choisir une question de départ et laisser celle-ci évoluer en fonction des résultats auxquels nous parvenions.

Au plan méthodologique, l'approche qualitative était la plus appropriée puisque nous cherchions à approfondir des phénomènes complexes et à mieux cerner les conditions qui y interviennent. De plus, comme les éléments étudiés dans le contexte sont difficilement mesurables, il nous



apparaissait plus pertinent de les décrire et de les qualifier que de les quantifier (Deslauriers et Kérisit, 1997). Par ailleurs, le fait que la recherche prenne en compte la subjectivité humaine, et donc les phénomènes sociaux, montre que l'approche qualitative était la plus pertinente pour notre projet (Laperrière, 1997). Plus spécifiquement, on a affaire à une recherche qui se veut à la fois descriptive, puisqu'elle a permis de décrire une situation sociale existante, et exploratoire parce qu'elle visait à mieux comprendre certains questionnements en lien avec la situation à l'étude (Deslauriers et Kérisit, 1997).

Enfin, la recherche s'est basée sur la stratégie dite du parti-pris et de l'observation d'en bas, qui permet d'adopter le point de vue des personnes faisant l'objet de la recherche (c'est-à-dire nos participantes) pour comprendre leur situation. Ceci nous permet d'interpréter les données selon une perception qui se rapproche de celle à laquelle adhèrent ces personnes (Pires, 1997).

## **Échantillon**

L'échantillon choisi est de type intentionnel car il répond à l'objet d'étude et aux questions de la recherche, concorde avec les considérations éthiques de la recherche et est accessible à la participation (Savoie-Zajc, 2007). La stratégie d'échantillonnage de cette recherche est fondée sur plusieurs points. Tout d'abord, elle s'appuie sur un critère d'ordre logistique puisqu'il est primordial de s'assurer que le groupe soit accessible et disponible. Ensuite, notre échantillon découle d'une construction théorique pour qu'il soit opérationnel en regard de la théorie. De plus, l'échantillon est homogène puisque nous visons à décrire les particularités d'un groupe et à obtenir plus d'informations sur celui-ci (Patton, 2002). L'échantillon comprend des personnes siégeant à la *Mesa de concertación de género* de Comas. Cette instance permet de faire une étude de cas à partir d'un groupe homogène et de mieux comprendre ses caractéristiques. En outre, il s'agit d'un échantillon de convenance puisque les participantes ont été sélectionnées en fonction de leur disponibilité. Finalement, comme nous avons affaire à une étude de cas, les pratiques et les traces de ces pratiques (dans les documents qui y sont associés) seront analysées. L'échantillon est composé de l'ensemble de ces éléments.

## **Collectes de données**

Dans cette recherche, plusieurs méthodes ont été employées afin de recueillir les données. La première méthode était l'analyse documentaire, qui fut utilisée dans la consultation et l'analyse des documents pertinents pour notre recherche. La deuxième méthode fut l'observation directe,

laquelle s'est déroulée dans le groupe ciblé dans la communauté par la recherche. La troisième méthode a consisté à conduire des *focus groups* avec les membres de la table de concertation. La quatrième méthode de collecte de données a pris la forme d'entretiens individuels. Dans la section suivante, nous allons décrire plus en profondeur ces quatre approches.

### **Collecte 1 : Analyse documentaire**

La technique de l'analyse documentaire (voir Annexe 2) permet d'étudier les documents qui se rapportent au groupe sur lequel porte une recherche. Elle est souvent employée dans les recherches de type exploratoire (Van Campenhout et Quivy, 2011). Ainsi, tous les documents en rapport avec la *Mesa de concertación de género* de Comas et qui semblaient pertinents pour notre recherche ont été analysés. De même, certains documents en lien avec le contexte dans lequel ce groupe évolue --- son partenariat avec les organisations de la communauté, avec l'ONG *AYNI Desarrollo* et avec l'OCI québécois qui soutient certains de ses projets --- ont été soumis à une analyse. Cette démarche s'est déroulée principalement au début de la recherche afin de comprendre le contexte. Cette collecte de données s'est poursuivie tout au long de la recherche lorsque la chercheuse prenait connaissance de nouveaux documents pertinents.

### **Collecte 2 : Observation directe**

La technique de l'observation directe (voir Annexe 3) offre l'avantage de pouvoir analyser les événements au moment même où ils se produisent, de considérer des éléments auxquels le chercheur n'avait pas nécessairement pensé de prime abord et de s'assurer de la sincérité des paroles et comportements qu'il observe (Van Campenhout et Quivy, 2011). Aussi, le fait pour la chercheuse d'être un observateur lui offre l'opportunité de bien voir les différentes dimensions de la situation. Or, comme il s'agit d'une recherche effectuée dans une culture différente de celle de la chercheuse, il importe de s'assurer de bien saisir les enjeux et le contexte. L'usage de la technique de l'observation directe nous semble approprié car cette méthode permet d'observer les modes de vie des gens (Van Campenhout et Quivy, 2011). L'observation s'est déroulée tout au long de la collecte de données et au début de l'analyse des résultats, ce qui a permis de pousser plus loin la réflexion concernant les matériaux recueillis au moyen des autres collectes de données. La chercheuse a pu récolter ses données et les analyser en sachant les replacer dans le contexte culturel de la *Mesa de concertación de género*.

Concrètement, la chercheuse a assisté à chacune des réunions auxquelles elle a été invitée et qui ont eu lieu pendant son séjour sur le terrain, c'est-à-dire de mai 2015 à novembre 2015, ce

qui représente en tout 13 rencontres, dont les réunions du conseil exécutif, une assemblée générale et les réunions de comités de travail, ce qui nous donne un total d'environ 19 heures d'observation. Par ailleurs, en plus de tenir des séances d'observation directe à l'occasion de ces réunions, la chercheuse a vécu dans la communauté pendant sept mois, ce qui lui a permis de s'imprégner de la culture locale et de mieux comprendre la communauté dans laquelle elle séjournait.

### **Collecte 3 : Focus groups**

La technique des *focus groups* (voir Annexe 4).offre l'avantage de donner accès rapidement à plusieurs personnes et de les convier à converser sur le sens des résultats de l'analyse. Elle se révèle très utile pour identifier les éléments communs à tous les participants, pour repérer l'existence de désaccords entre eux et pour parler de sujets sensibles (Baribeau, 2010). Les *focus groups* permettent d'aborder en groupe certains points spécifiques qui ressortent des entrevues individuelles afin de voir s'il s'agit de problématiques communes. À l'inverse, certains sujets abordés dans les entrevues de groupe ont été repris en entretien individuel pour aller chercher l'opinion des personnes. La combinaison des entretiens individuels et des entretiens de groupe permet de revenir sur les matériaux obtenus dans une méthode et de les approfondir à l'aide de l'autre méthode (Baribeau, 2010). Au bout du compte, deux *focus groups* ont été conduits, le premier avant le début des entretiens individuels et le second après la tenue des 10 entretiens individuels. Nous avons utilisé le premier *focus group* pour préparer les entretiens individuels et le second deuxième *focus group* pour valider les résultats obtenus dans ces entretiens individuels. Le premier *focus group* a été tenu après l'observation directe et l'analyse des documents afin que les questions abordées soient pertinentes.

### **Collecte 4 : Entretiens individuels**

La méthode des entretiens individuels (voir Annexe 5) se révèle très pertinente pour saisir les représentations des gens et connaître les dimensions qui sont importantes pour eux. Dans notre recherche, nous avons eu recours à des entretiens individuels de type semi-dirigé. Selon Van Campenhoudt et Quivy (2011), ce type d'entretien permet de pousser la réflexion plus loin selon les sujets que souhaite aborder la personne tout en s'assurant que celle-ci nous parle des thèmes qui nous intéressent pour notre recherche, Dans un entretien semi-dirigé, la discussion est orientée par le chercheur, mais une grande liberté est laissée à la personne interviewée pour exprimer son point de vue (Van Campenhoudt et Quivy, 2011). Ainsi, en laissant les

personnes parler de sujets qui sont importants pour elles, le chercheur a le loisir de réfléchir à des questions auxquelles il n'avait pas pensé.

Le nombre de membres qui assistent aux réunions de la *Mesa de concertación de género* de Comas varie d'une rencontre à l'autre. Ainsi, sept personnes devaient normalement siéger sur le conseil exécutif, mais, lors de notre collecte de données, il n'y en avait que trois. Dans notre collecte de données, nous avons effectué douze entretiens individuels. Nous avons veillé à avoir une certaine diversité parmi les personnes interviewées afin d'obtenir une bonne variété de points de vue et de dresser un portrait le plus réaliste possible de la situation. Trois entretiens ont été menés avec les membres du conseil exécutif. Cinq entretiens ont été faits avec des personnes qui étaient membres de la table de concertation mais qui ne faisaient pas partie de son conseil d'administration au moment de l'entrevue (certains y avaient siégé dans le passé). Un entretien fut conduit avec un employé d'une ONG qui était également membre de la table de concertation. Deux entretiens ont été réalisés avec d'anciens membres de la table. Un entretien impliquait une Canadienne qui effectuait un stage de coopération internationale à la *Mesa de concertación de género*. Par ailleurs, dix femmes et deux hommes ont participé aux entrevues. Ces douze entretiens avaient une durée moyenne d'environ 45 minutes.

**Tableau 4 : Chronologie des collectes de données et de l'analyse des données**

	Mois											
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
<b>Recueil des données existantes</b>	x	X	X	x	x	x	x					
<b>Observation participante</b>			x	x	x	x	x					
<b>Focus groups</b>					x			X				
<b>Entretiens individuels</b>					xxxx	xxx	xxx		xx			
<b>Analyse des données</b>		X	x	x	x	x	x	x	x	x	x	X

Dans la grande majorité de ces collectes, la langue utilisée fut l'espagnol. Ceci a demandé un effort supplémentaire de compréhension et d'analyse de la part de la chercheuse puisqu'il ne s'agit pas de sa langue maternelle. Il était important d'accorder une importance particulière à cet aspect pendant la recherche et de faire preuve d'une grande rigueur afin de pallier autant que faire se peut cette difficulté. Pour ce qui est des questions des entretiens individuels, des

*focus groups* et des formulaires de consentement à la recherche (voir Annexe 6), leur traduction a été validée par une tierce personne possédant une grande maîtrise de l'espagnol afin de s'assurer que les informations soient clairement énoncées.

## **Méthode d'analyse**

La méthode d'analyse choisie dans le cadre de cette recherche est l'analyse thématique. Selon Paillé et Mucchielli (2003), cette stratégie permet de faire ressortir les thèmes pertinents dans chacun des documents et des retranscriptions verbatim d'entretiens. Essentiellement, il s'agit d'un procédé de réduction des données à partir de thèmes. Par la suite, il est possible de se servir des thèmes afin de répondre à notre question de recherche puisque chaque thème représente un élément de réponse. La procédure utilisée dans une analyse thématique consiste tout d'abord à lire plusieurs fois un document pour bien le maîtriser puis à attribuer des thèmes aux différents segments du document pour classer et consigner le plus fidèlement possible ce qui y est dit. Pour s'assurer qu'ils soient vraiment représentatifs du texte analysé, il importe de choisir les thèmes qui décrivent avec précision l'idée présente dans la section d'un document. D'ailleurs, si les thèmes sont trop généraux et trop abstraits, ils ne permettront pas d'illustrer adéquatement le segment de texte qui a été analysé. Quand plusieurs thèmes ont été identifiés, il devient possible de constater des parallèles, des répétitions et des contradictions entre eux et de lier toutes les données les unes aux autres. Nous avons regroupé schématiquement les différents thèmes sous la forme d'un arbre thématique afin d'obtenir un portrait global de notre objet d'étude. Dans cet arbre thématique, les thèmes ont été regroupés à l'aide de rubriques et de sous-rubriques (Paillé et Mucchielli, 2003).

Deux stratégies de thématisation existent, soit la thématisation en continu et la thématisation séquencée. Dans notre recherche, nous avons utilisé la thématisation en continu, qui « consiste en une démarche ininterrompue d'attribution de thèmes et, simultanément, de construction de l'arbre thématique » (Paillé et Mucchielli, 2003, p. 237). Au fur et à mesure que nous avançons dans l'analyse de nos documents, l'arbre thématique se construisait et évoluait constamment. L'analyse thématique a été employée pour tous les données que nous avons collectées.

Pour leur part, les stratégies d'analyse se situent sur un continuum allant de l'induction à la déduction. Dans notre analyse thématique, la stratégie utilisée se situait à mi-chemin entre ces deux pôles. D'un côté, il s'agissait d'analyser les données et d'identifier des thèmes de manière inductive. Selon Blais et Martineau (2006), cela veut dire que le chercheur va se servir de ses

interprétations pour donner du sens à ses données brutes; en fait, «à partir de faits rapportés ou observés (expériences, événements, etc.), le chercheur aboutit à une idée par généralisation et non par vérification à partir d'un cadre théorique pré-établi» (Blais et Martineau, 2006, p. 4-5). Ainsi, les nouveaux thèmes émergeant ont été interprétés en vue de leur attribuer un sens. D'un autre côté, la recherche présentait une dimension déductive car la démarche d'analyse a été effectuée à partir de catégories d'analyse qui étaient présentées dans le cadre théorique. Selon Blais et Martineau (2006), l'approche déductive vise «à tester si les données collectées sont cohérentes avec les hypothèses ou les théories identifiées en prémisses par le chercheur» (Blais et Martineau, 2006, p. 4).

Dans cette recherche, nous avons veillé à respecter des critères de validité interne et de validité externe. D'une part, la validité interne a permis de s'assurer que les résultats obtenus étaient justes et cohérents par rapport au terrain étudié et aux théories existantes (Ayerbe et Missonier, 2007). Une grande quantité de temps a été consacré à l'observation et à la compréhension du terrain. Les résultats ont été validés auprès des gens participant à la recherche pour s'assurer de la validité interne. La cohérence entre les données recueillies et les théories existantes a été vérifiée dans une démarche qui consiste à partir de la théorie pour bâtir notre objet d'étude et à effectuer des va-et-vient entre les éléments théoriques et les données brutes. D'autre part, la validité externe fait référence à la possibilité de généraliser les résultats (Ayerbe et Missonier, 2007). Par ailleurs, étant donné que notre recherche porte sur le cas d'un groupe spécifique, la généralisation des données n'était pas visée. En somme, on parle d'une validité interne fiable et d'une validité externe faible.

## **Considérations éthiques**

Dans toute recherche, des considérations éthiques sont à prendre en compte, en particulier si des êtres humains y participent. En effet, il est obligatoire de s'assurer que les gens acceptent de prendre part à une recherche en toute connaissance de cause et que cette recherche est encadrée par un comité éthique.

Tout d'abord, il convient d'évaluer les dangers réels ou potentiels qui guettent les participantes. Tout d'abord, il faut considérer les risques de toute nature (politique, psychologique, possibilité d'ostracisme, etc.) qui peuvent survenir pendant ou après la recherche. Par la suite, il s'agit de trouver un moyen d'expliquer clairement les risques aux participants. Il faut envisager comment ces personnes réagiront aux impacts susceptibles de découler de la recherche (Patton, 2002).

Aussi, il était important de prendre en considération le fait que notre recherche prenait place dans une petite communauté où tout le monde se connaît. Même si l'identité des personnes participantes était en théorie gardée confidentielle, il y avait toujours la possibilité que certaines d'entre elles soient reconnaissables par la teneur de leurs propos. Ce point a été expliqué aux participantes. Nous nous sommes assurés de la confidentialité des données personnelles (nom, âge, sexe, adresse, numéro de téléphone, fonction occupée, etc.). Ces renseignements seront conservés dans un ordinateur et protégées par un mot de passe. Par ailleurs, il importe aussi de considérer l'encadrement de la recherche. Ce point concerne la présence de mentors ou de confidents éthiques auprès de la chercheure pendant la recherche (Patton, 2002). Dans le cas présent, comme il s'agit d'une recherche qui se fait dans le cadre d'un mémoire de maîtrise, le confident éthique et le mentor ont été notre directeur de recherche. Un autre élément d'ordre éthique pour la chercheure consistait à s'assurer d'aller chercher un consentement éclairé de la part des participants. Enfin, pour obtenir l'approbation pour faire cette recherche, une demande fut adressée au Comité d'éthique de la recherche Lettres et sciences humaines de l'Université de Sherbrooke. Cette requête fut acceptée (Voir Annexe 7).

## Résultats

Les différentes collectes de données ont permis d'amasser une grande quantité de matériaux. Par la suite, la technique d'analyse thématique a permis de classer ces différents matériaux afin de faire ressortir ceux qui étaient les plus pertinents et de les lier ensemble. Dans cette section, nous allons faire état de nos résultats. Pour chacun de nos objectifs de recherche, nous ferons une présentation des résultats de recherche. Il est important de mentionner que la présente section vise uniquement à présenter les résultats obtenus et que l'analyse sera effectuée dans la section suivante, qui est celle de l'analyse transversale.

### **Objectif 1 : Décrire la problématique sociale à propos de laquelle la concertation s'effectue**

Cet objectif sera divisé en deux parties. Dans une première section, étant donné que la mission de la table de concertation est très large et que cette instance se situe dans un contexte social qui lui est propre, nous ferons une description de ces éléments à partir de nos observations et de notre analyse documentaire. Dans la seconde section, nous présenterons les données que nous avons recueillies au moyen des entrevues, des observations et des *focus groups*.

### **Données recueillies lors de l'analyse documentaire et de l'observation**

#### **1) Brève description du contexte social de Comas**

La *Mesa de concertación de género* est une table de concertation qui est active à Comas, un district municipal situé dans Lima-Norte (Lima Nord), à Lima, au Pérou. Tout d'abord, afin de bien comprendre la situation de Comas, il importe de donner quelques informations sur la ville de Lima. Il s'agit à la fois de la capitale du Pérou et de la ville la plus peuplée de ce pays. Selon les données du Municipalidad Distrital de Comas (2010), en 2010, le Lima métropolitain comptait 8 219 116 habitants alors que la population nationale s'élevait à 29 461 933 habitants (Instituto nacional de estadística e informática, s.d.). Cette importante population s'explique par les fortes vagues d'immigration interne ayant eu lieu au Pérou au cours du dernier siècle, qui ont vu plusieurs milliers de personnes quitter les provinces du pays pour venir s'installer dans la capitale. Selon le même organisme, la population de Lima aurait connu une augmentation de 7,4 millions de personnes entre 1940 et 2007. Dans la même période de temps, Lima-Norte a vu sa population se multiplier par 110 et en venir à représenter 30 % de la population de Lima. Le district de Comas s'est formé au fil de ces vagues d'immigration et sa population continue présentement à croître (Municipalidad Distrital de Comas, 2010). Il s'agit donc d'un district qui



est en continuel changement. Pour donner un ordre de grandeur, le district de Comas se concentre sur une superficie de 48.75 km<sup>2</sup> (Plan local contra la violencia hacia las mujeres del distrito de Comas 2014-2021, 2013) et sa population s'établissait à 512 565 habitants en 2010. Selon les prévisions du Municipalidad Distrital de Comas, cette population devait atteindre 586 734 habitants en 2021. Comas est le troisième district municipal le plus peuplé de Lima. On y retrouve 25% de la population vivant à Lima-Nord. Enfin, il convient de mentionner qu'il s'agit d'un district relativement récent puisqu'il fut créé officiellement en 1961.

**Figure 9 : Les différents districts dans la ville de Lima**

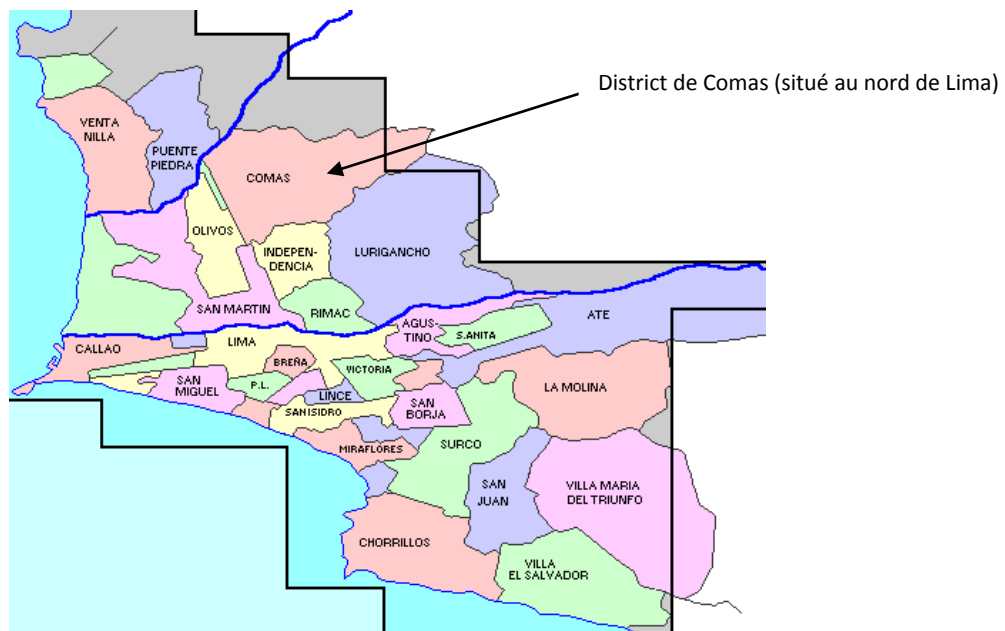


Figure tirée de Découvrir le Pérou. (s.d.). Répéré à <http://www.perou.org/album/lima/index.php?lg=fr>

Une immigration si forte en une période de temps si courte a fait en sorte que les infrastructures du district de Comas sont vite devenues précaires et insuffisantes. Ainsi, les services sociaux sont peu développés. De plus, selon le Plan de igualdad de oportunidades para la equidad de género en el distrito de Comas 2006-2010 (Sánchez, 2007), environ 80% de la population de Comas vit dans la pauvreté. En fait, la façon dont s'est développé le district de Comas explique en partie les problèmes structurels et sociaux que connaissent aujourd'hui ses habitants. Par ailleurs, on peut considérer que Comas constitue une *barriada*, c'est-à-dire comme «une forme d'urbanisation par laquelle l'accès au sol précède la construction de résidences et de quartiers, et où les habitants se dotent eux-mêmes de services urbains (eau, égouts, routes, espaces publics, etc.)» (Barreda et Ramirez Corzo, 2004, cité dans Bédard-Lessard, 2014, p. 11). En fait, les gens se sont installés à Comas en s'appropriant les terrains et en bâtissant leur maison

dans une zone dépourvue des structures qu'on retrouve habituellement dans une ville. En lien avec l'habitation, le district de Comas est un endroit où les conditions de vie se placent sous normes minimales en la matière. Dans la vie de tous les jours, la population n'a pas accès à l'eau courante et les habitations ne sont pas raccordées au réseau d'égouts. Cette situation a créé d'importants problèmes de santé, notamment l'apparition et la propagation du virus de la dengue. Les moustiques qui sont vecteurs de cette maladie se reproduisent dans les réservoirs dont les gens se servent pour emmagasiner l'eau (Bédard-Lessard, 2014). Dans le cadre de son mémoire de maîtrise, Bédard-Lessard a interviewé plusieurs acteurs de la communauté de Comas afin de connaître les principaux problèmes auxquels ils sont confrontés au quotidien; parmi les nombreuses problématiques identifiées par ces personnes, mentionnons la présence de plusieurs maladies infectieuses (dengue, VIH/sida, tuberculose, maladies diarrhéiques, etc.), la pauvreté, la marginalité, la violence, l'insécurité, la corruption et la collusion dans l'utilisation des ressources publiques, le haut niveau de pollution de Lima-Nord, le petit nombre d'espaces verts et l'insécurité face aux catastrophes naturelles (notamment en cas de tremblement de terre). De même, plusieurs problèmes freinent le droit de la population à la santé et à l'accès aux services de santé et les droits sexuels et reproductifs des gens. Dans la même perspective, Marchand, Olivier-Pilon et Turcotte (2009) notent que, dans le district de Comas, les problèmes sociaux sont multiples, notamment « des lacunes sur le plan de l'éducation, des problèmes de santé maternelle, un manque d'accès aux services de base (eau, électricité, égouts), des grossesses précoces, des avortements clandestins, de nombreuses infections au VIH/sida et de la violence » (p. 196).

En dépit des besoins criants de la population, les solutions tardent à venir. En effet, les services demeurent insuffisants ou inaccessibles pour plusieurs citoyens. Pour répondre à ces besoins, des personnes ont décidé de s'investir bénévolement dans la collectivité. Appelées promotrices de la santé (car ce sont en majorité des femmes), ces personnes ont choisi de s'impliquer dans diverses organisations de la communauté et dans certains espaces de concertation (Bédard-Lessard, 2014). Ces femmes mettent sur pied plusieurs activités de prévention et de promotion de la santé afin de répondre à certains besoins de la communauté et de sensibiliser les gens à cette question. Par exemple, elles font de la prévention en matière de violence conjugale et d'infections transmissibles sexuellement. Elles font également de la promotion, notamment «des activités de plaidoyer politique, de formations de coalitions et de vigilance citoyenne, dont les finalités sont l'incidence politique et la revendication du respect des droits fondamentaux de leurs concitoyens qui sont réalisés» (Bédard-Lessard, 2014, p. 4). En ce sens, tout le travail

bénévole accompli par ces citoyens dans la communauté apparaît primordial et même essentiel puisqu'il contribue directement au bien-être de la population de Comas. Concrètement, les gens désirant s'impliquer dans la communauté le font en participant à des organisations sociales ou territoriales) et à des espaces de concertation. Les organisations sociales font référence à des groupes de personnes qui se réunissent pour travailler sur un thème spécifique et mener des actions collectives (Lopez Anton, s.d.). Les organisations territoriales prennent la forme de conseils de quartier, où un président et cinq représentants de la communauté interviennent dans chaque zone du district en vue de stimuler le développement et la participation des gens. Les espaces de concertation renvoient à des endroits où on permet aux organisations de la communauté et aux institutions publiques et privées de se réunir afin de travailler ensemble.

Les organisations de la communauté sont très variées et touchent de nombreux besoins. En effet, quand on consulte le Directorio de organizaciones e instituciones que brindan servicio a la población vulnerable de Comas (s.d.), on apprend que les nombreuses organisations de la municipalité sont divisées selon diverses thématiques : violence familiale, promotion des droits et citoyenneté, santé, éducation et développement de capacités, travail, personnes ayant des incapacités, adultes, enfants et adolescents, femmes. À partir de ces thématiques, qui sont les plus travaillées par les organisations de Comas, il est possible de voir quels sont les thèmes qui posent le plus de problèmes dans ce district et les populations nécessitant le plus de services. Toutefois, il serait faux de croire que ce sont les seuls problèmes qu'on rencontre à Comas, il s'agit plutôt des problématiques sur lesquelles il est possible de travailler actuellement étant donné les ressources disponibles.

Les différentes organisations de la communauté et les institutions publiques et privées œuvrent pour favoriser le développement de la communauté. Pour Lopez Anton (s.d.), le développement constitue un processus cohérent, intégré et harmonisé où tous les acteurs sociaux des secteurs public et privé peuvent coordonner leurs efforts, leurs volontés et leurs pouvoirs. D'ailleurs, à Comas, on retrouve trois grandes tables de concertation : la *Mesa de concertation de género*, sur laquelle porte notre recherche, la table de concertation sur la santé et l'environnement et la table de concertation de la jeunesse. Ces instances permettent aux représentants de diverses organisations et institutions de se rassembler dans le but d'éviter le travail en silo et favoriser la coopération dans le district. Cette brève introduction présentant le contexte de Comas permet de mieux saisir la place et le rôle de la table de concertation sur le genre dans ce district.

## **2) La Mesa de concertation de género**

Maintenant, pour mieux comprendre le fonctionnement de la *Mesa de concertation de género*, nous allons présenter les organisations qui y siègent. Actuellement, 11 organisations participent à cette instance. Pour faciliter la compréhension, les noms de ces organisations ont été traduits.

- 1) *Red de Salud* (Réseau de la santé)
- 2) *Red de promotoras «Reconstruyendo Corazones»* (Réseau de promotion « Nous reconstruisons les cœurs »)
- 3) *Asociación central de promotoras de salud (ACEPRODES)* (Association centrale de promotion de la santé)
- 4) *Asociación de promotoras de teatro en acción de Comas (APROTEA)* (Association de promotion du théâtre en action)
- 5) *Asociación de promotoras de los derechos de las mujeres (APRODEMU)* (Association de promotion des droits des femmes)
- 6) *Asociación de mujeres para la ayuda social (AMAS)* (Association des femmes pour l'aide sociale)
- 7) *Fraternidad cristiana de personas enfermas y con discapacidad (FCPED)* (Fraternité chrétienne des personnes malades et avec incapacités)
- 8) *Musas inspiradas de cambios* (Muses inspiratrices de changements)
- 9) *Mujeres emprendedoras* (Femmes entrepreneurs)
- 10) *Vaso de leche distrital* (Organisme de quartier « Un verre de lait »)
- 11) *Defensoría Gregoria Sánchez* (Organisme de défense Grégoria Sánchez)

La *Mesa de concertation de género* est dotée d'un conseil d'administration qui est composé de cinq de ses membres. Les cinq postes dans le conseil sont les suivants : présidente, secrétaire de l'économie, secrétaire de l'organisation, secrétaire d'enregistrement et secrétaire de presse et de propagande (Directorio de organizaciones e instituciones que brindan servicio a la población vulnerable de Comas, s.d.). Les personnes occupant ces postes sont élues pour un mandat de deux ans par les différents représentants des organisations siégeant à la table. Une fois entrées en fonction, elles travaillent pour favoriser un fonctionnement optimal du groupe.

Par ailleurs, il nous apparaît pertinent d'expliquer pourquoi une table de concertation sur le thème du genre est nécessaire à Comas. D'entrée de jeu, une distinction doit être faite entre le sexe et le genre. Le sexe renvoie aux caractéristiques biologiques des hommes et de femmes

alors que le genre fait référence aux caractéristiques socioculturelles et psychologiques de l'homme et la femme et à la manière dont ces caractéristiques sont reproduites dans chaque société (Ministerio de la Mujer y Desarrollo Social, 2010). Le sexe constitue une caractéristique innée chez l'espèce humaine tandis que le genre représente une construction sociale. La *Mesa de concertation de género de Comas* travaille sur le genre puisqu'il y a encore beaucoup de travail à faire dans ce district concernant l'égalité des sexes, la lutte contre le machisme et l'élimination de la violence faite aux femmes. Selon le Plan local contra la violencia hacia las mujeres del distrito de Comas 2014-2021 (2013), la violence faite aux femmes inclut la violence physique, la violence sexuelle et la violence psychologique. Elle serait attribuable à la relation de pouvoir historiquement inégale au Pérou entre les deux sexes et prend plusieurs formes : la violence familiale, la violence sexuelle, le harcèlement sexuel et l'homophobie, le féminicide et la traite des femmes. Selon le même document, au Pérou, 66,3 % des femmes ont déjà subi une forme de contrôle de la part de leur époux/compagnon, 21,7 % ont été victimes de violence verbale par le biais de mots humiliants devant d'autres personnes et 19,9 % ont fait l'objet de menaces de la part de leur époux/compagnon.

Les femmes qui participent à la *Mesa de concertation de género* de Comas œuvrent en vue de favoriser un développement humain équitable pour les hommes et les femmes. À ce propos, le Ministerio de la Mujer y Desarrollo Social dans políticas de igualdad de oportunidades con equidad de género (Politique d'égalité des opportunités avec équité de genre) identifie diverses mesures que les gens doivent prendre en considération si on veut développer une société plus équitable. Tout d'abord, il s'agit d'adopter dans notre quotidien une perspective de genre. Ceci signifie qu'il faut se montrer critique face aux relations hommes-femmes, plus particulièrement envers la hiérarchisation des genres, qui cause une profonde iniquité en termes de distribution du pouvoir et de valeur individuelle accordée aux personnes. Ceci veut dire aussi d'analyser les pratiques et les normes sociales relatives aux notions de sexe et de genre et de considérer les besoins différents de chacun des genres dans les politiques publiques. De plus, il convient de promouvoir l'équité entre les genres, c'est-à-dire encourager une distribution plus équitable des bénéfices et des responsabilités afin que toutes les personnes aient ce dont elles ont besoin pour atteindre leur plein développement. Il importe aussi de compenser les désavantages historiques et sociaux de chacun des genres. De même, il est important de soutenir l'égalité de genre, ce qui signifie que chaque personne, homme ou femme, doit pouvoir disposer les mêmes conditions pour développer son potentiel, de faire respecter ses droits et de contribuer à la société. Enfin, il faut favoriser l'*empowerment*. Par définition, il s'agit de la possibilité

d'augmenter le pouvoir que les gens ont sur leur vie et sur les décisions qui les concernent (Ministerio de la Mujer y Desarrollo Social dans políticas de igualdad de oportunidades con equidad de género, 2010).

Dans le document mentionné précédemment, on constate que les politiques actuelles au Pérou tiennent de plus en plus compte de la notion de genre. D'ailleurs, si on veut changer les normes d'une société, il est très pertinent de procéder à ce genre de changement dans la politique du pays ou de la municipalité. En ce sens, la *Mesa de concertación de género* de Comas cherche à influencer le monde de la politique. En fait, comme on l'a mentionné précédemment, cette table travaille autant avec les organisations qu'avec les institutions privées et publiques, dont la municipalité fait partie. La table de concertation possède un local dans le bâtiment de la municipalité. Dans le passé, cette collaboration a porté fruit car il en a résulté plusieurs plans de développement pour la municipalité de Comas. L'une des grandes réalisations de la Mesa de concertación de género fut l'élaboration du Plan local de igualdad de género del distrito de Comas 2012-2017 (Plan local d'égalité de genre du district de Comas), grâce à une belle collaboration entre la table de concertation, la municipalité de Comas et le comité *Asesor para el desarrollo de Comas* (Comité d'accès pour le développement de Comas). Ces instances ont tenu plusieurs réunions avec d'autres institutions publiques et des organisations de Comas afin de travailler sur ce plan, lequel apparaît à la fois comme un instrument de gestion pour la municipalité, un moyen de lutter contre les iniquités et la violence et un outil pour améliorer le bien-être de la population. Tout ceci fait du plan une réalisation importante non seulement pour la table de concertation, mais aussi pour la municipalité de Comas (Plan local de igualdad de género del distrito de Comas 2012-2017, 2013). L'implication de la *Mesa de concertación de género* dans le monde politique ne s'arrête pas là puisqu'elle a participé à la conception du Plan local contra la violencia hacia las mujeres del distrito de Comas 2014-2021 et qu'elle s'est engagée dans plusieurs luttes visant à améliorer les conditions de vie des gens autant à Comas qu'au Pérou. La *Mesa de concertación de género* œuvre aussi à favoriser la participation citoyenne et à accroître le pouvoir des femmes dans la collectivité.

### **Données collectées lors de l'observation, des entretiens et des *focus groups***

La *Mesa de concertación de género* de Comas a été créée en 1999 par un groupe de femmes bénévoles. Ces femmes ont dû se servir de plusieurs moyens de pression afin de convaincre le maire de la nécessité de mettre en place cette table. à titre d'exemple, elles ont été obligées d'occuper l'entrée de la municipalité pendant plusieurs semaines pour être vues et entendues.

Le maire a fini par accepter de parler avec elles et de reconnaître cette table de concertation. Aujourd'hui encore, les membres de la table sont presque tous des gens bénévoles. Ceci s'explique par le fait que le gouvernement du Pérou n'investit pas beaucoup d'argent pour trouver des solutions aux problématiques sociales, ce qui signifie que c'est la population elle-même qui doit se prendre en main afin de s'entraider et de faire pression sur le gouvernement pour s'assurer que ses droits sont respectés et obtenir des services. Aux dires des personnes siégeant à la table de concertation, cette participation leur permet d'apporter leur contribution à la collectivité. Ces femmes désiraient avoir un lieu où elles pourraient se réunir avec des gens du gouvernement en vue de concerter leurs idées et leur action, de travailler dans une même direction et de converger vers un seul objectif. Elles ne voulaient plus agir séparément, chacune de son côté, et la table de concertation leur permettait de mettre en commun les besoins de toutes les organisations sociales.

*C'était important, un espace dans la municipalité, pour mettre ensemble toutes les nécessités des organisations sociales de la base dans lesquelles nous, les femmes, nous travaillons (Entretien individuel 9<sup>2</sup>).*

La *Mesa de concertación de género* évolue dans un contexte social très différent du nôtre. Son objectif consiste à répondre aux besoins locaux, principalement la violence faite aux femmes et les iniquités entre les sexes, dans la perspective de faire respecter les droits des femmes. En effet, que ce soit à Comas en particulier ou au Pérou dans son ensemble, l'idéologie machisme imprègne la société de sorte que les femmes sont souvent considérées comme «inférieures» aux hommes. Dans ce pays, il existe de grandes iniquités entre les sexes, iniquités qui sont la plupart du temps au détriment des femmes. La violence constitue un autre problème social très présent à la grandeur du Pérou, ce qui explique qu'il s'agit d'une problématique sur laquelle travaille en priorité la table de concertation. Dans un contexte de violence comme celui qu'on retrouve à Comas, les femmes sont souvent contraintes d'endurer la violence conjugale parce qu'elles ne voient pas d'autre solution que de demeurer avec leur conjoint agresseur. En fait, comme la majorité des femmes sont dépendantes économiquement de leur mari puisque, dans la plupart des ménages, l'homme est le pourvoyeur et la femme reste au foyer afin de s'occuper de la maison et des enfants, elles n'ont pas d'autres alternatives.

La table de concertation vise à réunir des personnes agissant comme représentant de différents organismes et institutions de la communauté et travaillant sur des thèmes qui touchent plus particulièrement les femmes. Pour le moment, la table de concertation sur le genre de Comas

---

<sup>2</sup> Les citations tirées des entretiens 1 à 10 et des deux focus *groups* sont des traductions libres.

est formée principalement par des femmes. Par contre, il y a un intérêt certain à faire participer davantage les hommes puisqu'une table travaillant sur le thème des genres représente un lieu où les hommes et les femmes sont égaux. Par ailleurs, il faut éviter la discrimination à l'endroit des hommes et encourager ces derniers à participer aux activités de la table. Cependant, étant donné que les hommes travaillent plusieurs heures au cours de la semaine, ils n'ont pas grand temps pour s'investir comme bénévole dans les organismes de la communauté. Pour leur part, plusieurs femmes, qui demeurent au foyer et qui ne travaillent pas, parviennent à trouver du temps pour faire du bénévolat.



## **Objectif 2 : Caractériser les types de participation sociale présents dans le cadre de la concertation**

Pour répondre à cet objectif, les questions posées aux participants étaient principalement axées dans le sens suivant : à qui profitera la participation, qui participe, avec qui on participe, quels est le rôle des participants, afin de faire quoi (activité) on participe. Ces questions avaient comme objectif de classer la participation sociale des personnes dans la typologie élaborée par Levasseur, Richard, Gauvin et Raymond (2010), qui a été présentée dans la section portant sur le cadre conceptuel.

### **Pour qui travaillent les participantes à la table de concertation**

La question de savoir pour qui sont réalisées les activités de la table de concertation de Comas a été abordée avec les participantes pour recueillir leur perception sur ce sujet. À leur avis, les participantes à la table ne travaillent pas seulement pour leur famille, mais bien pour toute la population en général, pour le district, pour la communauté, et même, plus largement, pour l'avancement de la condition des femmes dans leur pays et dans le monde. Les participantes ne sont donc pas les principaux bénéficiaires de leur travail parce qu'elles œuvrent d'abord et avant tout pour le bien-être des femmes et des hommes.

*Parce qu'ici, la table, quand nous négocions, nous négocions des politiques publiques qui nous affectent, pas seulement à nous et aux organisations, mais à l'ensemble du pays et du monde. (Focus group 1)*

*Nous nous projetons : peut-être que je vais mourir, que je ne serai plus dans ce monde, mais ça va servir pour d'autres. Donc, c'est ça, la projection. (Focus group 1)*

### **Qui participe à la table de concertation et quel est son rôle**

Durant notre recherche, nous avons abordé la question de savoir avec qui les gens travaillent et quel est leur rôle. Comme nous l'avons vu, depuis la création de la table de concertation, les participants ont changé; au fil des années, certains d'entre eux s'en sont retirés et d'autres s'y sont intégrés. Par ailleurs, presque toutes les organisations peuvent devenir membre de la table, qui peut théoriquement être composée des promotrices de la santé et des représentants des institutions, des organisations sociales, des partis politiques, des ONG du district, etc. Mais, pour l'instant, plusieurs de ces instances ne siègent pas à la table, qui comprend principalement des organisations sociales et des représentants d'ONG. Il est possible également d'assister aux réunions de la table sans en être membre, comme c'est le cas pour les Canadiens venant travailler avec elle pendant un stage de coopération internationale ou pour les personnes qui se

rendent aux réunions afin de connaître l'organisation. La table de concertation travaille aussi en partenariat avec d'autres organisations, des institutions et des personnes (non membres) de la communauté, et ce, soit de façon ponctuelle, soit de manière répétée à long terme.

Concernant l'intégration de la population à la table de concertation, plusieurs participants ont mentionné qu'il n'y a aucune communication directe et permanente entre la table et les gens de la communauté et que les représentants des différents organismes qui siègent à la table de concertation agissent comme porte-voix pour la population. Cependant, de manière ponctuelle, les membres de la table de concertation se rendent dans les différentes zones de Comas pour aller chercher l'opinion des gens afin de mieux connaître leurs besoins ou pour donner diverses formations à la population. Par exemple, lors de l'élaboration du Plan Local de igualdad de Género (PLIG) (Plan local d'égalité des genres), les participantes à la table de concertation sont allées recueillir sur place les propositions des femmes de Comas. Mais, à l'exception de ces circonstances particulières, il n'y a pas un lieu précis pour communiquer avec la population. Du reste, il y a peu de communication avec les gens car la table de concertation est un endroit permettant la concertation des organisations et institutions de Comas, la communication directe avec la population entrant plus dans le mandat des organisations sociales de Comas. En effet, dans ces organisations sociales, les femmes connaissent les besoins de la population et elles sont en relation directe avec les gens, de sorte qu'elles ramener besoins et les exprimer aux membres de la table de concertation.

*Donc, les participants à la table, nous sommes des porte-voix des problèmes qui peuvent se présenter dans le district. (Entretien individuel 2)*

L'un des rôles des participants à la table de concertation est de permettre le maintien de cette instance dans le temps. Mais, comme on a affaire à une organisation dont tous les membres sont bénévoles, aucune personne ou employé n'est attiré à une fonction. Toutefois, le mode de fonctionnement de la table fait que ses membres se répartissent les tâches et ont tous leur part du travail à faire. Les personnes participant à la table fonctionnent souvent en sous-comités pour que ce soit des petits groupes qui se centrent sur des thèmes spécifiques.

La table de concertation de Comas est dotée également d'un conseil exécutif qui se nomme *directiva colegiada*. Les membres de ce conseil sont élus pour un mandat de deux ans. Durant cette période, ils travaillent en rotation et essayent tous les postes du conseil exécutif, l'objectif visé étant de former chaque membre pour chacun des postes. Cette façon de procéder favorise notamment l'*empowerment* des membres de la table de concertation. À ce propos, on sait que

plusieurs personnes siégeant à la table depuis longtemps ne sont plus intéressées à être au conseil exécutif parce qu'elles considèrent qu'elles ont déjà été formées et que c'est au tour des autres femmes d'utiliser ce moyen pour développer davantage leur *empowerment*.

De leur côté, les ONG jouent un rôle de soutien en appuyant la table de concertation dans ses différentes activités et ses différentes actions. Quand c'est possible, les ONG offrent un appui économique en finançant des activités ou des projets dans la communauté. Elles peuvent aussi contribuer financièrement en payant le coût du transport des femmes qui se rendent aux réunions de la table afin de stimuler et faciliter leur participation. Les ONG donnent également un appui matériel et humain aux femmes en leur fournissant du matériel et des documents informatifs, en les aidant à produire leur propre matériel pour informer la population, etc. Selon une des participantes, lors de la fondation de la table, c'étaient les ONG qui assuraient presque toutes les tâches. Toutefois, les ONG en sont venues peu à peu à agir à titre de formateur pour que les femmes puissent prendre le relais et développer des compétences leur permettant de diriger elles-mêmes la table de concertation. Encore aujourd'hui, les ONG continuent de former les femmes en les informant sur leurs droits et en les sensibilisant à leur situation. Par contre, à cause des nombreuses coupures de budget en matière de coopération internationale, on note que de moins en moins d'ONG ont la possibilité d'aider la table.

Les institutions de la communauté de Comas appuient également la table de concertation sur le genre. Cet appui peut être de nature financière pour la mise en place de certains projets. Cependant, on parle d'une participation ponctuelle, selon les besoins de la table et selon la mission de l'institution. En effet, à l'instar de la table de concertation, plusieurs institutions de la communauté de Comas travaillent pour le bien-être des femmes, mais elles le font selon leur propre agenda et elles ne vont travailler avec la table que quand ceci leur permet d'atteindre leurs objectifs. D'ailleurs, elles offrent aussi parfois des ateliers aux femmes de la communauté (dont les participantes à la table de concertation) pour que celles-ci renforcent leurs capacités. L'un des grands avantages pour la table de concertation de travailler avec des institutions est qu'elle peut aider ces dernières à faire approuver et implanter les politiques publiques dont elle fait la promotion. À ce chapitre, une des institutions qui peut être d'une grande assistance est la municipalité de Comas, qui siège à la table, mais sa participation est ponctuelle. En effet, lors de notre séance d'observation, il n'y avait aucun représentant de la municipalité qui assistait aux réunions. La municipalité de Comas donne son soutien à la table à des moments précis, surtout lorsque certaines activités sont co-organisées ou que la table souhaite faire approuver

un plan visant l'implantation d'une politique publique, et la municipalité participe à l'élaboration de ce plan. La participation de la municipalité dépend aussi du maire en place et de son intérêt envers la table de concertation.

### **Quels sont les activités réalisées par la table de concertation sur le genre**

Pendant les entrevues, les participants ont nommé plusieurs activités effectuées par la table de concertation. Voici une liste résumant les principales activités : sensibilisation/éducation, faire connaître la journée contre la violence faite aux femmes et la journée de la femme, faire signer des pétitions, organiser des expositions de photos, mener des actions publiques, organiser des événements de rencontre de femmes pour se concerter, organiser des événements de rencontres entre des personnes des différentes zones de la municipalité pour se concerter, tenir des activités pour les femmes afin qu'elles développent leurs compétence, émettre des propositions politiques à la municipalité pour améliorer la condition des femmes, diffuser des vidéo-débats, mettre en place des kiosques d'information, dispenser diverses formations aux femmes des différents quartiers de la municipalité, donner des conférences/formations/ateliers, faire des marches/manifestations, former des chaines humaines, organiser des forums, tenir des activités pour promouvoir l'émancipation des femmes, tenter de faire approuver/implanter des plans/politiques publics, participer à l'École de leadership. La participation des femmes à l'École de leadership (Escuela de liderasco) est un point qui est ressorti souvent lors des entrevues. Il nous apparaît pertinent ici de prendre le temps de décrire plus en détail cette institution scolaire et de voir ce qu'elle peut apporter aux personnes qui y participent. L'objectif de l'École de leadership est de former les femmes afin qu'elles soient en mesure d'exercer leur participation citoyenne, et, par la suite, d'enseigner aux autres femmes à le faire. Les femmes ayant participé aux Écoles de leadership possèdent maintenant de meilleures compétences et il est important qu'elles continuent d'aller à cette institution pour que les futurs participantes puissent en bénéficier.

*Nous n'avons pas un niveau... Comment dire... Quand je parle de niveau, je ne dis pas que je suis supérieure. Nous sommes en train de parler de la question des capacités. Donc, c'est pour cela que je crois que toutes les écoles nous ont énormément servis. Les écoles nous ont servis, nous nous sommes transformés, et, avec ces capacités, les gens se font un peu comme des spécialistes. Il a comme une spécialité... Comment dire... Dans chaque organisation ici, il y a une spécialité.*  
(Focus group 2)

En conclusion, il est possible de constater que la participation sociale varie grandement d'une personne à l'autre et qu'elle prend diverses formes. Chaque personne siégeant à la table de

concertation à un rôle à jouer selon le type d'organisation/institution d'où il provient et selon son niveau d'implication.

### **Objectif 3 : Les déterminants de la concertation et de la participation de la table de concertation sur le genre de Comas**

La visée de cet objectif était de comprendre en quoi la mode de fonctionnement de la *Mesa de concertación de género* de Comas a une influence sur la participation de ses membres et en quoi la façon de participer de ces mêmes membres influence la table. Ceci revient à déterminer la façon dont l'interaction entre les personnes et le fonctionnement structurel de cette instance influe sur la manière de participer des personnes et sur la structure elle-même. Pour répondre à cet objectif, nous avons repéré les éléments limitant la participation et les éléments favorisant la participation. De plus, nous avons identifié les personnes incluses et les personnes exclues de la concertation.

#### **Les éléments limitant la participation**

Pour ce qui est des éléments limitant la participation, plusieurs obstacles ont été identifiés. Tout d'abord, il y a les conflits interpersonnels. Ainsi, les participantes ont fait ressortir qu'il est difficile de se concerter entre organisations de femmes car ceci occasionne plusieurs conflits. Aussi, certaines frictions internes rendent la participation plus difficile, voire conflictuelle. Par exemple, il y a parfois de la jalousie entre les femmes si l'une d'elles prend plus de place ou a plus de pouvoir que les autres. Ensuite, l'implication des membres de la table de concertation varie énormément au fil du temps. Certaines années, on observe que plusieurs personnes participent activement à la table, mais, d'autres années, on constate une baisse significative de la participation. Le niveau d'implication des personnes à la table de concertation influence la participation des personnes impliquées dans cette instance. La baisse de participation peut s'expliquer par le fait que les visées de la table ne correspondent pas toujours aux objectifs des différentes organisations, que le point de vue d'une personne diffère de la vision de la table ou qu'une organisation ne comprend pas les objectifs de la table et le travail qu'elle fait.

*Avec les grandes organisations qui sont dans le district, nous n'avons pas pu avoir une concertation. Ils ne la voyaient pas comme un espace qui pouvait réellement leur donner un pouvoir, ils ne la voyaient pas comme ça. (Focus group 1)*

*Elles se sont retirées parce que, peut-être, elles n'ont pas trouvé ce qu'elles cherchaient à cette table. (Focus group 1)*

De plus, la volonté de participer et le niveau de participation des gens ont une grande influence sur le fonctionnement de la table de concertation. Présentement, le manque de motivation des personnes pour participer aux activités de la table fait en sorte qu'il est difficile pour cette instance de faire de grands projets parce que c'est toujours le même petit groupe de personnes qui s'implique. En fait, la table éprouve de la difficulté à recruter de nouveaux membres puisqu'il n'y a pas beaucoup de personnes qui sont prêtes à s'engager bénévolement en vue d'améliorer le bien-être de la communauté. D'ailleurs, le fait que les gens ont souvent une vie très occupée et qu'ils manquent de temps pour s'impliquer à la table de concertation est l'une des raisons expliquant cette diminution de la participation. De plus, actuellement, les membres de la table de concertation sont principalement des organisations sociales, ce qui fait qu'on n'y retrouve pas beaucoup d'institutions publiques et privées ou d'ONG. Cette situation a un impact majeur sur la concertation en diminuant considérablement la possibilité de se concerter avec tous les acteurs de la communauté. Actuellement, les réunions de la table de concertation permettent plus une concertation entre les organisations de la communauté qu'une concertation incluant tous les points de vue présents à Comas.

*Il est entré de nouvelles leaders, mais il en manque encore beaucoup. Ça, c'est notre faiblesse en ce moment. C'est un peu difficile de trouver des femmes et des hommes qui se compromettent parce que tout le monde voit à son développement personnel et au développement de sa famille. Donc, rencontrer des femmes qui travaillent sans être payées, c'est difficile mais pas impossible. Parce que, ce que nous faisons, c'est épuisant. (Entretien 10)*

Comme on l'a mentionné précédemment, les contraintes de temps auxquelles sont confrontées les participantes exercent aussi un impact sur la concertation. En effet, le fait que les femmes commencent à être de plus en plus présentes sur le marché du travail fait en sorte qu'elles peuvent moins s'impliquer dans les organisations sociales. De plus, comme ces femmes ont de jeunes enfants et des obligations familiales, il est plus difficile pour elles de s'investir autant qu'elles le voudraient à la table de concertation. D'ailleurs, tout élément limitant la participation influence négativement la concertation puisque celle-ci s'en trouve limitée.

*Parce que la vérité, c'est que la table a été créée par plusieurs leaders de Collique et de Comas. Des organismes comme des cuisines collectives, des promotrices, les femmes de l'organisme «Un verre de lait», etc. Donc, ce qui s'est passé avec les années, c'est que ces leaders ont commencé à travailler, elles sont devenues «esclaves», et, petit à petit, la participation a diminué. (Entretien 10)*

Par ailleurs, selon certaines participantes, un obstacle majeur à la participation à la table de concertation est que le conseil exécutif (*directiva colegiada*) ne redonne pas toujours assez de pouvoir aux gens de la base de l'organisation. En effet, ce sont souvent les mêmes personnes

qui sont réélues au conseil exécutif, de sorte qu'il se développe une certaine élite participative à la table de concertation. Les membres du comité exécutif auraient grandement avantage à se servir de l'École de leadership pour mieux former leur base s'ils veulent que celle-ci développe ses capacités et puisse s'impliquer davantage à la table. Aux dires des participantes, le manque de formations disponibles pour la table de concertation constitue une autre entrave majeure pour cette instance. Dans la même veine, l'une des grandes difficultés auxquelles a eu à faire face le comité exécutif tient au fait qu'à plusieurs reprises, un ou plusieurs de ses membres se sont retrouvés seuls du fait que d'autres membres ont pris la décision de ne pas continuer leur engagement. Plusieurs raisons expliquent cette situation. Tout d'abord, certaines personnes, après avoir obtenu un poste au comité exécutif, se rendent compte que cette fonction n'est pas pour elles. Ensuite, certaines personnes n'avaient pas été suffisamment formées (notamment à l'École de leadership) et, par conséquent, elles ne se sentaient pas assez compétentes pour continuer à exercer un rôle dans le comité. Enfin, certaines femmes se sont trouvé un emploi, ce qui les amène à diminuer leur participation à la table. Aussi, le fait que les gens n'arrivent pas toujours à appliquer dans leur vie de tous les jours ce qu'ils apprennent dans le contexte de la table représente un autre obstacle de taille.

L'une des limites de la table de concertation ayant une grande influence sur la participation de ses membres réside dans le manque de ressources financières. En effet, le fait que l'implication soit bénévole et même que, dans certains cas, elle demande au participant d'investir un peu de son argent personnel (par exemple, pour son transport) constitue un obstacle majeur parce que la plupart des habitants du district de Comas vivent dans la pauvreté. C'est dans cette perspective que, lorsque la table de concertation reçoit une aide financière de la coopération internationale, la participation des gens augmente. Quand les organismes n'ont pas d'argent, il est beaucoup plus difficile pour eux de mettre en place des projets. En fait, l'aide financière permet de faciliter la participation des gens en payant une partie des dépenses des personnes afin que leur condition économique ne soit pas une limite à leur participation. À ce sujet, une solution pour la table de concertation pourrait être de recevoir un financement de la municipalité pour son travail dans la communauté.

*Parce que contribuer à la société demande un coût, c'est une dépense. Donc, l'aspect économique est une dépense. (Entretien individuel 10)*

*Pour certaines, ce qui les limite, c'est la gestion économique. Parce que, pour aller jusqu'à l'avenue España, il faut se déplacer. Une personne peut donner de son temps, mais, quand ça affecte son économie, je comprends certaines de mes collègues. Certaines sont d'origine précaire et n'ont pas cette ressource. C'est pour cela qu'elles se*

*limitent, et, quand il y a une activité et qu'elles n'ont pas d'argent pour se déplacer, elles ne viennent pas appuyer. (Entretien individuel 10)*

Une autre limitation entravant la table de concertation tient au fait que cette instance et les différentes organisations de la communauté ne prennent pas toujours la peine de coordonner leurs plans de travail afin de pouvoir travailler ensemble et d'y allouer une partie de leur budget.

*Je pense aussi qu'il y a une grande faiblesse dans l'articulation. Par exemple, chacun élabore son plan opératif et ils ne les croissent pas. Ils ne profitent pas du budget qu'a chaque institution. (Focus group 2)*

Le fait que la municipalité de Comas n'offre pas une aide constante à la table de concertation restreint considérablement la participation. En effet, les femmes participant à la table ne sont pas en mesure d'organiser certaines activités parce qu'elle aurait besoin de la municipalité pour le faire. Ceci est encore plus vrai en ce qui concerne les politiques sociales, où les femmes doivent lutter pour faire approuver leur plan par le gouvernement municipal et obtenir sa collaboration.

Aussi, la faible capacité de la table de concertation de Comas à publiciser ses activités et ses projets constitue un obstacle majeur à la participation. Ainsi, notamment pour une question de budget, la table de concertation n'a pas la possibilité de faire connaître ses actions et ses activités à l'ensemble de la population.

Finalement, le caractère irrégulier de la fréquence des réunions et le fait que l'information ne se rend pas toujours à tout le monde font en sorte que la participation se révèle plus difficile. Ainsi, comme les gens manquent souvent de temps, il arrive parfois qu'ils ne soient pas capables d'organiser des réunions au rythme requis (une fois par mois). De plus, ce ne sont pas toujours tous les membres de la table qui sont mis au courant lorsqu'il y a des réunions; cette situation est attribuable principalement à des problèmes de communication, notamment au fait que n'est pas tout le monde qui est abonné à internet ou qui possède un cellulaire. En somme, le mode de fonctionnement actuel du conseil exécutif de la table limite la participation.

### **Les éléments favorisant la participation**

Les éléments favorisant la participation à la table de concertation ont eux aussi été investigués. Tout d'abord, la concertation se révèle très bénéfique pour la participation des personnes qui se retrouvent à la table parce que ces dernières ont la chance d'y développer leurs capacités et



d'être formées, ce qui leur permet d'entrevoir des opportunités (travail, nouveau rôle et nouvelles responsabilités, apprentissages, etc.). Ensuite, plusieurs participantes ont vécu un important processus d'*empowerment* en siégeant à la table de concertation, ce qui leur a donné plus de pouvoir et les a amenées à jouer un rôle plus important dans diverses organisations sociales à titre de bénévoles. Certaines participantes ont également développé des compétences qui les ont aidées à se trouver un emploi. Enfin, la concertation contribue à former de nouveaux *leaders*. En effet, même si, présentement, on constate que la participation à la table de concertation est moins importante qu'avant, cette instance est quand même parvenue à plusieurs reprises à mettre sur pied des activités permettant le recrutement et la formation de nouveaux leaders dans la communauté.

Aussi, un autre impact de la concertation sur la participation est que, même si elle traverse des périodes plus difficiles, la table de concertation est toujours parvenue à maintenir des projets en place et un engagement fort des participantes et à demeurer active en tout temps. En effet, pour plusieurs participantes, la vie de la table de concertation forme un cycle constitué de hauts et de bas, ce qui fait que, à leurs yeux, une participation plus faible n'est pas trop inquiétante car elles ont la conviction que les choses vont se replacer éventuellement.

*Je pense que le plus important de la table, c'est que, comme toutes les organisations et comme toutes les institutions il y a des hauts et des bas, mais, l'important, c'est que la table n'est pas disparue; ça fait 16 ans que la table s'est maintenue avec toutes ces difficultés. (Entretien 8)*

Aux yeux de plusieurs participantes, l'indépendance de la table de concertation face aux autres instances et au gouvernement municipal de Comas représente aussi une grande force pour la participation. Selon ces personnes, cette situation favorise une véritable participation des gens de la communauté et permet de s'assurer que c'est leur point de vue qui est représenté et non la vision d'une autre organisation ayant plus de pouvoir. Cette indépendance constitue une force pour la table puisqu'elle lui permet de faire les choses à sa manière.

*La table n'existe pas parce qu'un gouvernement local voulait qu'elle existe, c'est la participation de toutes les participantes de la table qui font qu'elle continue d'exister. Parce qu'ici, ce n'est pas le maire qui nous dirige, ce n'est pas personne qui nous dirige parce que nous ne sommes pas des fonctionnaires de la municipalité. (Entretien 1)*

Un autre élément favorisant la participation de la table de concertation réside dans la volonté individuelle des personnes siégeant à cette instance, qui manifestent un grand enthousiasme à s'engager socialement pour mener des projets qui contribuent à améliorer la qualité de vie de la

population. Par ailleurs, si l'information circule bien, la participation à la table en sera facilitée puisque les gens sont informés des activités (réunions, luttes, etc.) de la table. Finalement, le contexte social de Comas apparaît aussi comme un facteur favorable à la participation parce que, dans ce district, il y a une multitude de besoins sociaux d'une part et une faible offre de services du gouvernement d'autre part. La population doit donc s'auto-organiser pour résoudre les problèmes auxquels elle fait face. Dans le cas de la table de concertation de Comas, on parle de violence familiale, de violence faite aux enfants, d'iniquité de genre, etc.

Dans un autre ordre d'idées, le fait que les représentants à la table de concertation proviennent de différentes organisations sociales a une grande influence sur la participation. Ainsi, les propositions de travail à la table sont formulées à partir des besoins de la communauté car les organisations sociales ont un contact direct avec les gens. Ainsi, la table de concertation est assurée d'aider la population à améliorer sa qualité de vie. De plus, le mode de fonctionnement de la table favorise la circulation de l'information dans la communauté puisque chaque représentant fait un résumé des réunions de la table de concertation à sa propre organisation, ce qui amplifie l'effet de la concertation dans la communauté. Bien évidemment, ceci dépend de la volonté des représentantes et de l'information qu'elles transmettent à leur organisation d'appartenance. En somme, chaque participante a une grande influence sur la portée que peut avoir la table de concertation. Aussi, le fait que les personnes siégeant à la table de concertation soient des représentants a aussi comme effet que, quand cette instance organise des projets ou mène des activités, plusieurs organisations y participent automatiquement.

### **Qui sont les citoyens inclus et exclus de cet espace de concertation**

La table de concertation sur le genre représente un espace ouvert à tous. Toutes les personnes souhaitant s'y impliquer en ont la possibilité. Le fonctionnement formel est que les organisations qui souhaitent devenir membre de la table de concertation lui envoient un représentant afin de participer aux réunions. Toutefois, étant donné que l'informel est très présent au Pérou, il se peut que certaines personnes participent aux réunions de la table sans en être membre ou sans être un représentant d'un organisme, notamment si la table souhaite développer des activités en partenariat avec d'autres instances ou d'autres personnes. Ainsi, pour faciliter le travail dans la communauté, des représentants d'organismes ou des personnes peuvent œuvrer de concert avec les autres membres de la table. Par ailleurs, une majorité de femmes siège à la table de concertation. La société péruvienne est très machiste et les hommes se sentent peu concernés par la question de l'équité des genres, laquelle, comme nous l'avons vu, représente une des

grandes problématiques à laquelle s'attaque la table de concertation. De plus, à Comas, les gens ont conservé des valeurs traditionnelles. Habituellement, les hommes travaillent et sont les pourvoyeurs du foyer et les femmes restent à la maison pour s'occuper de la famille. Dans le contexte qu'on retrouve à Comas, les hommes n'ont ni le temps ni la volonté de s'impliquer dans les organisations sociales.

#### **Objectif 4 : Éclaircir comment la concertation contribue à des formes citoyennes de participation**

Le quatrième objectif de cette recherche visait à mieux comprendre comment la table de concertation sur le genre de Comas permet des formes de participation citoyenne. Afin de répondre à cet objectif, plusieurs éléments ont été questionnés, à savoir le niveau de pouvoir de la table et de ses membres, ce que l'instance apporte qui est différent des autres instances de concertation ou des autres organisations présentes dans la communauté, son autonomie et sa reconnaissance dans la communauté, son engagement et sa visée politique, et sa relation avec les autorités politiques.

##### **Le niveau de pouvoir de cette instance et des membres qui y participent.**

S'agissant du niveau de pouvoir des participants de la table de concertation, il ressort de nos données que la connaissance donne du pouvoir et, par conséquent, que les femmes qui s'y investissent en acquièrent. Concernant le pouvoir de la table dans la communauté, les femmes ont affirmé que cette instance représente un moyen de pression, ce qui fait qu'elles peuvent l'utiliser afin de rechercher un dialogue ou une négociation avec le maire et les autorités politiques. Ainsi, la table de concertation constitue un espace que les participantes peuvent occuper pour avoir une incidence politique et faire des activités.

*C'est clair qu'il doit y avoir des négociations : ce que tu donnes, toi, et ce que je donne, moi. Mais on ne peut pas négocier les nécessités de base, cela ne va jamais se négocier. Ce que nous devons négocier, c'est: nous avons fait une proposition alternative et ce que va donner le maire pour la rendre plus solide. (Entretien 9)*

Au sujet de l'égalité du pouvoir entre tous les membres de la table de concertation, les avis des participantes étaient partagés. Ainsi, certaines femmes affirmaient qu'elles détenaient toutes le même pouvoir puisque la table est une instance de concertation où tous les membres ont les mêmes capacités, les mêmes droits et la même voix. D'ailleurs, la table de concertation a été conçue pour que tous ses membres soient égaux et aient les mêmes pouvoirs. En revanche,

d'autres participantes étaient d'avis que le pouvoir entre les femmes n'est pas forcément égal. Cette situation dépend du niveau d'expérience des membres. Ainsi, une nouvelle participante à la table sera plus portée à écouter et à observer et, par conséquent, les femmes qui siègent à la table depuis longtemps auront plus d'influence. Pour cette raison, il est important qu'il y ait un transfert de connaissances et d'expérience à la table. Dans la même veine, une autre opinion émise par les participantes était que toutes les femmes possèdent le même pouvoir à la base puisque la table se veut un lieu démocratique mais qu'elles ne l'utilisent pas de la même façon. En effet, certaines femmes adoptent une attitude plus autoritaire et veulent imposer leur avis et d'autres femmes ont plus de leadership et davantage d'influence sur les participants, mais, à l'inverse, les femmes qui sont plus réservées ne prendront pas beaucoup de place.

*Plusieurs sont timides et passives, et on doit aller les chercher pour avoir leur opinion. D'autres ont plus de connaissances et parlent plus. (Entretien 5)*

*Pas tous, certains ont développé plus d'empowerment que d'autres. Certains ont un niveau plus actif que d'autres et, comme je te le dis, il y a plusieurs niveaux différents, mais, ici, nous voulons que ce ne soit pas seulement quelques-unes qui aient le pouvoir, mais plutôt essayer que plus de participantes développent leur empowerment. (Entretien 10)*

Selon une autre participante, les femmes qui se montrent plus actives dans leur participation possèdent aussi plus de pouvoir puisqu'elles sont présentes pour prendre les décisions. Ainsi, la table de concertation serait dominée par le noyau de femmes les plus impliquées. Cette différence en termes de pouvoir s'observe dans le nombre d'idées proposées et acceptées, dans le nombre de prises de parole, etc. Finalement, plusieurs participantes ont mentionné que la table de concertation fait des efforts constants en vue de permettre l'*empowerment* de toutes les femmes puisque celles-ci souhaitent une redistribution du pouvoir.

### **La perception des participantes sur ce que la *Mesa de concertación de género* apporte de différent des autres organisations de la communauté**

Premièrement, sur le plan individuel, la *Mesa de concertación de género* de Comas permet aux participantes de développer grandement leurs capacités, et, par la suite, de transmettre leurs acquis à d'autres femmes. Plusieurs de ces participantes n'ont pas eu la chance de faire une longue scolarité, mais la table de concertation leur permet de développer des compétences et de faire des apprentissages. Aussi, plusieurs femmes ont modifié leur manière de participer depuis qu'elles siègent à la table de concertation sur le genre : elles sont passées d'une participation passive (écouter, observer) à une participation dans laquelle elles s'impliquent plus activement. De même, la vision de plusieurs participantes s'est élargie parce que la table de

concertation couvre un grand territoire. Maintenant, ces femmes comprennent non seulement la situation de leur quartier, de leur district et de leur ville, mais aussi et plus largement la situation du Pérou. D'ailleurs, la vision personnelle des participantes a évolué puisqu'elles se montrent moins tolérantes envers la violence physique dans la famille. Il y a moins de maltraitance dans le foyer des participantes à la table qu'il y en avait avant leur implication dans cette instance. La table a donc été bénéfique pour la famille des participantes. La table de concertation a aussi permis aux femmes de se faire entendre et d'avoir une voix pour exprimer leurs besoins. Les participantes ont réalisé qu'elles étaient plus vulnérables quand elles sont seules ou isolées.

*L'important à la table, c'est que ce sont des femmes qui n'ont pas eu d'éducation supérieure, elles ont seulement eu un secondaire. Tout leur apprentissage, c'est l'apprentissage de leur expérience comme leader, et, avec ça, elles ont acquis... Elles ont vu que ça leur a servi, le thème de la table. Elles ont changé de rythme de vie, de style de vie et tout ça. (Entretien 7)*

Deuxièmement, selon les participantes, la *Mesa de concertación de género* de Comas permet de développer l'*empowerment*, ce qui la différencie de plusieurs autres organisations. Certaines participantes sont passées par une démarche d'*empowerment* en rapport avec leurs droits, ce qui leur a permis d'apprendre énormément dans ce domaine. Par contre, il est ressorti de nos données que, pour d'autres participantes, il est difficile de dire si c'est la table de concertation qui a mené à leur *empowerment* ou si c'est l'*empowerment* qu'elles ont vécu auparavant qui les a poussées à aller vers cette instance.

*Elles développent leur empowerment à la table et, un jour, elles en sortent parce qu'elles ont d'autres perspectives. Parce que, oui, c'est vrai, l'espace t'ouvre les portes et te donne un empowerment. (Entretien 7)*

*Dans l'organisation dans laquelle je suis née, pour moi, la table est différente parce qu'elle t'amène à des profils, à des niveaux et à des regards différents. Avec d'autres projections -- et merci à la table -- plusieurs ont pu ouvrir leurs yeux et ont pu s'ouvrir aussi à d'autres espaces pour apprendre plus. (Focus group 1)*

Troisièmement, selon les participantes, la visée de la table de concertation constitue un autre élément qui la différencie des autres organisations auxquelles elles participent. En effet, la table serait plus portée vers le long terme en vue de défendre des droits tandis que les organisations dont elles sont les représentantes se situent davantage dans l'action ponctuelle.

*Donc, pour moi, la table n'est pas dans ce qui est le ponctuel, elle est dans les droits généraux. Par exemple, défendre une femme qui n'a pas à être maltraitée, un enfant qui n'a pas à être maltraité. Donc, nous sommes en train de défendre des droits qui n'ont rien à voir avoir le riz et le sucre. Tu t'en rends compte? Aussi, nous défendons les droits des emplois, des emplois dignes [...]. Il y a beaucoup de droits vulnérables sur lesquels la table travaille. (Focus group 1)*

Quatrièmement, à l'échelle du district de Comas, la table de concertation est reconnue comme étant un modèle à suivre puisque c'est l'une des premières tables de ce type à avoir été mise en place et qu'elle a une bonne manière de travailler. Ainsi, les participantes vont parfois dans d'autres organisations pour expliquer leur manière de faire et partager leurs connaissances. Au demeurant, la table est considérée comme une référence pour son expertise sur le thème de la violence, mettant même de l'avant des stratégies d'action que plusieurs autres organisations ne maîtrisent pas, ce qui fait que les participantes peuvent y faire des apprentissages qui sont impossibles ailleurs. L'un des points différenciant la table de concertation des organisations sociales dans lesquelles les participantes s'impliquent est qu'elle travaille beaucoup plus dans le domaine du politique que dans la sphère du social. Ainsi, les plans d'action et les visées de ces deux types d'organisme sont très différents.

*C'est distinct parce que, ce qui caractérise la table en premier, c'est que nous sommes dans le thème politique. Donc, pour pouvoir penser au développement de toute la communauté, il faut premièrement, nous, se développer. C'est un point favorable et distinct des autres organisations, qui voient plus le monde comme un thème d'assistance. (Entretien 7)*

### **Son autonomie et sa reconnaissance**

La *Mesa de concertación de género* est officiellement reconnue par la municipalité car c'est le maire de Comas qui a approuvé sa création il y a maintenant 16 ans. Au cours des premières années, le gouvernement local envoyait un représentant afin d'assister aux réunions de la table. Cependant, la volonté politique des maires à Comas à s'unir à ce type de projet dépend pour une bonne part de la personne qui est élue et des valeurs de son parti politique. Ainsi, tout dépendant du maire qui est en fonction, la table bénéficiera d'une reconnaissance plus ou moins importante. Les participantes affirment qu'elles devraient être davantage reconnues parce qu'elles accomplissent bénévolement un travail qui devrait normalement être fait par la municipalité. En effet, comme plusieurs organismes à Comas, les femmes doivent pallier pour les services que le gouvernement refuse de dispenser. Malgré tout, la table de concertation a pu conserver une certaine autonomie car c'est elle qui décide des orientations et des objectifs, du moment des réunions, des thèmes qui sont abordés et travaillés, etc. Chaque gouvernement municipal qui passe tente de mettre ses conditions, mais la table lui explique qu'elle se veut un espace politique non partisan et qu'elle n'est associée à aucun parti politique. En fait, l'élément limitant le plus l'autonomie de la table de concertation, c'est son budget, qui est très petit, voire parfois inexistant.

## **Son engagement et sa visée politique**

Comme nous l'avons expliqué précédemment, la table de concertation cherche à avoir une influence politique, mais il était très important pour les participantes de mentionner qu'elles ne sont partisans d'aucun parti politique et qu'elles ne cherchent pas à soutenir un quelconque parti, mais qu'elles visent plutôt à aider la population en ayant un impact au plan politique. Par exemple, la table permet à tous les acteurs politiques de se concerter sur des questions qui concernent Comas afin de changer les choses. Pour la table de concertation, l'objectif consiste à créer un lieu qui lui permet de dialoguer avec la municipalité et les institutions publiques ou privées. Mais, comme il y a peu d'organisations dans la communauté œuvrant vraiment avec le monde politique, la table de concertation amène une participation différente des autres. Ainsi, le fait pour la table de travailler sur des inégalités sociales fait en sorte qu'elle effectue un travail de nature politique. Elle se concentre plus sur des problèmes abstraits, ses membres travaillant plus sur des idéologies et dans une perspective à long terme. Ainsi, la table de concertation lutte pour les droits des gens et pour des conditions de vie meilleures. De leur côté, les autres organismes visent surtout à donner une aide immédiate pour des besoins de base, notamment des ressources et des services essentiels, par exemple de la nourriture et des soins de santé.

Au cours des années, la *Mesa de concertación de género* s'est concentrée à faire des plans politiques dans la perspective d'avoir une influence sur la qualité de vie des citoyens de Comas. Ces plans faisaient un bilan de la situation qui prévaut en la décrivant et en donnant des statistiques. Il s'agit de cibler des problèmes et d'essayer de promouvoir des plans d'action et des outils pour mettre en œuvre ces plans. Par la suite, à partir de ces plans politiques, la table bâtit un plan d'action identifiant les objectifs, les indicateurs, les actions et les résultats visés, les responsables désignés pour chaque objectif et la cible temporelle. La table de concertation fait approuver ce plan par la municipalité afin de changer les normes et les valeurs machistes de la société et d'intégrer des normes et des valeurs d'équité et de respect. Elle fait aussi des propositions aux gouvernements, mais, pour que le plan permette réellement d'avancer, il faut une volonté politique de le mettre en action. En fait, après avoir bâti le plan et l'avoir fait valider par le maire, les femmes doivent continuer d'exercer des pressions pour s'assurer que le plan soit instauré. Pour implanter ce type de projet, il faut un budget; mais, malheureusement, les femmes participant à la table de concertation ont souvent de la difficulté à l'obtenir. Certes, la coopération internationale peut aider la table à faire le constat de la situation, mais il lui est impossible de financer les projets à long terme.

## **Sa relation avec les autorités politiques**

La *Mesa de concertación de género* dispose de son propre local à l'intérieur même de la mairie de Comas. Elle travaille en lien direct avec la municipalité dans plusieurs projets, même si ce n'est pas toujours facile. En fait, la relation entre la table et la municipalité dépend beaucoup du maire et des fonctionnaires qui sont en place et des valeurs auxquelles adhèrent ces gens. Au départ, c'est en exerçant des pressions sur le maire durant plusieurs mois que les femmes de Comas ont réussi à le convaincre de mettre en place une table de concertation. Ces femmes avaient même consenti à ce qu'un représentant de la municipalité siége à la table. Cependant, il n'y a pas vraiment de continuité entre les différents maires, et, chaque fois qu'un nouveau maire est élu, tout est à recommencer. Ainsi, le maire qui a succédé au maire en exercice au début du projet a décidé d'annuler la présence de sa représentante à la table. Par ailleurs, certains maires croient à tort que la table de concertation est alliée avec un autre part politique que le leur, de sorte qu'ils refusent de travailler avec elle. Les membres de la table doivent alors aller rencontrer le maire et lui réexpliquer leur mandat. Certains maires ont également tenté de manipuler les participantes à table de concertation dans le but de les amener à travailler dans leurs intérêts. Mais, même s'il peut être compliqué pour elles de travailler ensemble, la table de concertation et la municipalité de Comas réussissent toujours à organiser au moins quelques activités en collaboration à chaque année.

Les participantes à la table de concertation sont également d'avis qu'elles devraient mieux connaître et comprendre le fonctionnement de la municipalité puisqu'elles sauraient où aller chercher ce dont elles ont besoin, ce qui faciliterait leur travail par la suite. Un autre élément en rapport avec la relation entre la municipalité et la table de concertation est le fait que certaines des participantes travaillent ou ont déjà travaillé pour la municipalité. À la table de concertation, les opinions sur cette situation sont partagées. L'une des participantes faisait ressortir que ceci amène un conflit d'intérêts et que les gens ne devraient pas pouvoir en même temps siéger à la table et travailler pour la municipalité. En effet, en tant qu'employés, les gens ne peuvent plus faire de pression et s'opposer au maire car celui-ci est également leur patron. Ceci complique les luttes sociales puisque le maire est la personne à qui la table de concertation revendique une amélioration des droits des femmes en particulier et des habitants de Comas en général. D'autres participantes sont plutôt d'avis que cette situation ne cause aucun problème parce que leur présence aux deux endroits fait en sorte qu'elles connaissent mieux le fonctionnement de la municipalité et qu'elles peuvent mieux guider le groupe quand elles font des demandes et des revendications. Enfin, une participante mentionnait qu'une femme ne peut pas quitter son emploi pour faire du bénévolat et que toutes les femmes ont le droit de travailler et d'exercer leur participation citoyenne.



En conclusion, il ressort que la table de concertation peut réaliser tous les projets qu'elle souhaite à la condition de recevoir l'assistance qui lui est nécessaire. En effet, étant donné que ses ressources sont très limitées, la table a besoin de soutien externe pour mener à bien ses projets et ses luttes politiques. La table de concertation a appris avec le temps à faire du lobbying et à exercer des pressions politiques.

### **Objectif 5 : Explorer en quoi la coopération internationale est une condition favorable à la participation et à la concertation**

Comme la *Mesa de concertación de género* travaille souvent directement et indirectement avec des Canadiens qui viennent faire un stage de coopération internationale dans la municipalité de Comas, il est pertinent de tenir compte de cet élément dans notre recherche. Ainsi, c'est par le biais de l'ONG nommée *AYNI Desarrollo*, qui est membre de la table de concertation, que cette dernière instance peut travailler avec les coopérants. Cette ONG accorde des mandats à des coopérants afin d'aider au développement de la municipalité. Antérieurement et actuellement, plusieurs coopérants se sont vu attribuer des mandats pour travailler directement avec la table de concertation dans les projets qu'ils développent avec elle. Parfois, les coopérants donnent des formations sur certains sujets complémentaires. La coopération a également un impact sur le financement des projets. Selon les dires des participantes, l'ONG *AYNI Desarrollo*, recevait dans le passé (lorsqu'il y avait davantage de budget attribué à ce type de projet en coopération internationale) du financement pour le redistribuer à divers organismes de la communauté. Cela se faisait dans le cadre d'un concours où ces organismes devaient soumettre des projets; les organismes qui avaient proposé les projets qui étaient sélectionnés gagnaient le financement. Pour répondre à cet objectif, les aspects suivants sont étudiés : les points positifs et les points négatifs amenés par la coopération internationale et l'impact des coopérants internationaux sur la table de concertation.

#### **Les aspects positifs de l'influence de la coopération internationale**

Premièrement, la coopération internationale favorise un échange interculturel et, par la même occasion, permet de voir ce qui se fait dans un autre pays, et ce, autant pour les Péruviens que pour les Canadiens. Pour les Péruviens, cette coopération leur permet de se donner des outils, et, en même temps, de faire évoluer la mentalité de la population. À ce sujet, une participante affirme que la sensibilisation et l'éducation populaire amenées par la coopération internationale permettent de changer la manière de penser, notamment face au machisme qu'on retrouve au

Pérou. À long terme, l'objectif consiste à développer un monde meilleur. L'un des aspects positifs de la coopération internationale réside dans le fait qu'elle permet à plusieurs femmes et à plusieurs jeunes de s'émanciper d'une société caractérisée par son machisme et par ses inégalités. Finalement, la coopération internationale ouvre la porte à la réflexion.

Deuxièmement, les participants affirment que la coopération internationale permet à plusieurs projets d'aller de l'avant. Elle aurait beaucoup d'impact concret par le biais de l'appui donné par les ONG à la communauté de Comas étant donné que ces ONG reçoivent un financement de la coopération internationale. D'ailleurs, une des participantes avance que c'est la coopération qui a en partie permis de créer la *Mesa de concertación de género*, de connaître des avancées sur le thème du genre et de faire respecter certains droits. De plus, le travail en lien avec des organisations de coopération internationale a permis aux participantes de développer leur *empowerment*, de faire différents apprentissages, de se former en tant que leader et de devenir plus fortes en tant que personne. La coopération a permis aux ONG de donner plus de pouvoir non seulement aux femmes, mais aussi aux hommes. L'appui de la coopération internationale a favorisé la formation de très bons leaders. La coopération a enseigné aux gens à s'organiser et à travailler pour améliorer leur qualité de vie. Elle leur a fait développer des capacités et montré comment négocier. Toutes ces choses ont été confortées au contact des ONG. La coopération internationale a permis de renforcer considérablement les personnes et la table de concertation.

Plus précisément, la coopération internationale a offert à plusieurs reprises du financement à la table de concertation pour divers projets (forums, ateliers, activités de sensibilisation, éducation populaire, etc.) que cette instance menait à Comas et plus généralement dans Lima. Aussi, la coopération internationale permettait de financer des activités de formation pour les membres bénévoles de la table et de les outiller sur les divers thèmes. À long terme, tout ceci a contribué à changer la mentalité de la population ou, à tout le moins, des personnes participant aux activités de la table. Plus largement, la coopération internationale donne du financement à la table de concertation pour organiser des réunions, formuler les constats, faire des sondages, conduire des *focus groups*, travailler avec des outils ou avec des plans, faire des activités de promotion, mieux outiller les femmes, payer le coût du transport des participantes pour prendre part les activités ou se rendre aux réunions, faire des activités de sensibilisation, élaborer des outils de sensibilisation, faire de l'éducation populaire, etc.

*Et moi, je suis un produit, on dirait, de la coopération internationale, ma façon de penser est très différente par rapport aux hommes Péruviens. Donc, ma façon de penser de garçon qui casse vraiment, et ça confronte beaucoup la pensée machisme au Pérou.*

*Donc, moi, je pourrai bien dire que je suis un produit de la coopération parce que je me suis beaucoup outillée avec la coopération, des ateliers, des outils, plein plein d'activités. J'en ai profité pas mal. (Entretien 11)*

### **Les aspects négatifs de l'influence de la coopération internationale**

Les effets négatifs sont avant tout reliés au caractère temporaire du financement et des projets et à la diminution des budgets attribués au développement international. En effet, il ressort de nos résultats que, malheureusement, il y a maintenant beaucoup moins d'ONG qui peuvent aider financièrement la table de concertation parce qu'elles reçoivent elles-mêmes moins de budget. Dans ce contexte, il devient encore plus difficile pour la table de mener des projets dans la communauté parce qu'elle ne reçoit aucune aide de la municipalité de Comas et qu'elle n'a aucune capacité d'autofinancement. À ce propos, selon une participante, un point négatif de la coopération internationale est que celle-ci peut produire une dépendance des organisations locales envers l'organisation donnant le financement, ce qui l'amenait à suggérer qu'il serait bien que la table de concertation développe des moyens de générer un revenu afin de ne plus dépendre du financement extérieur.

*[...] l'espace devrait générer son revenu pour ne pas dépendre des revenus de la coopération parce que, dans la Mesa, il y a un moteur qui dort mais qui pourrait toujours fonctionner. (Entretien 7)*

En outre, lorsque l'organisation reçoit du financement, l'argent est toujours accompagné d'un certain mandat. Dans ces conditions, la table de concertation en vient parfois à devoir s'éloigner de ses objectifs afin de pouvoir obtenir le financement et de faire davantage de projets.

Il est également ressorti de nos résultats que, étant donné les limites du financement de la coopération internationale et l'impossibilité de financer des projets à long terme, il revenait plus à la municipalité de Comas de prendre ce type de responsabilité. Les participantes et plusieurs autres personnes croient que le maire de Comas devrait accorder un financement à la table de concertation et à ses projets. Par exemple, la table avait contribué à la mise sur pied d'une maison accueillant les personnes victimes de violence conjugale, mais l'endroit a dû fermer ses portes parce que la municipalité ne voulait pas investir dans la rénovation du bâtiment.

En fait, selon une des participantes, les coupures en coopération internationale ont un grand impact. Selon cette personne, il y a moins de gens conscientisés qu'avant puisqu'il y a moins de budget pour la table pour faire des activités d'éducation populaire et de sensibilisation. Il y a

aussi de moins en moins d'outils pour aider les personnes siégeant à la table, de sorte que ces dernières essaient de faire du mieux qu'elles peuvent avec les ressources dont elles disposent.

### **Les formations**

La coopération internationale a aussi permis de dispenser plusieurs formations aux femmes afin de les sensibiliser à leur situation. Une des participantes dit que, avant, toutes les participantes à la table de concertation étaient des femmes au foyer, mais que, maintenant, elles parlent d'organisation et de droit et elles ont appris à développer des projets, à parler en public et à enseigner à d'autres personnes ce qu'elles ont appris.

### **Le travail des coopérants canadiens**

Dans ce domaine, nous avons noté plusieurs points positifs. Ainsi, les participantes ont affirmé que les Canadiens qui viennent effectuer des stages au Pérou apprennent beaucoup de leur expérience sur les plans professionnel et personnel. Pour la table de concertation, l'apport des coopérants canadiens dépend en bonne partie de la formation qu'ils ont reçue au Québec. Les coopérants canadiens donnent des formations, font beaucoup d'activités de sensibilisation, organisent différents ateliers, aident à implanter les plans au niveau municipal et à en faire la promotion. Par ailleurs, les projets de recherche peuvent permettre de formuler des diagnostics à l'aide de statistiques sur certaines situations, diagnostics à partir desquels la table peut par la suite travailler auprès de la municipalité en lui présentant des statistiques. De plus, lors des stages de coopération, un budget est accordé pour réaliser des projets, ce qui aide beaucoup la table à développer des projets en collaboration avec les Canadiens et de les perpétuer par la suite. Par contre, nous avons relevé un point négatif en lien avec la longueur des stages. En effet, on sait que les stages en coopération internationale sont de courte durée, de sorte qu'on remarque souvent un manque de continuité entre les projets et que ces projets n'aboutissent pas toujours à long terme. La solution à ce problème consisterait à allonger la durée de ces stages.

## Analyse transversale

Dans cette section, nous allons faire le lien entre les données que nous avons recueillies et analysées et tous les éléments théoriques que nous avons introduits précédemment. Il s'agit de mettre en rapport la théorie et le fonctionnement de la *Mesa de concertación de género* de Comas. Pour ce faire, chaque objectif sera abordé et les liens théoriques correspondants seront expliqués.

### **Objectif 1 : Les caractéristiques de la *Mesa de concertación de género* en lien avec sa mission, son degré de permanence et les acteurs y participants**

D'entrée de jeu, il importe de mentionner que la description de la problématique sociale n'est liée à aucun élément théorique. Cet objectif visait à mieux comprendre le contexte dans lequel évolue la *Mesa de concertación de género* de Comas puisque ce contexte est très différent du nôtre. En fait, il s'agissait de bien saisir les caractéristiques du groupe et son fonctionnement. Toutefois, il sera possible de définir certaines caractéristiques de la concertation; par exemple, nous serons en mesure de déterminer si elle est temporaire ou permanente (Lamoureux, 1996) et si elle est sectorielle thématique, intersectorielle thématique ou multisectorielle territoriale (Bourque, 2008).

Premièrement, pour ce qui est du degré de permanence de la *Mesa de concertación de género*, il est possible d'affirmer qu'il correspond à ce que Lamoureux (1996) a défini comme étant une concertation permanente car la table de concertation s'inscrit dans une démarche permanente et ne vise aucunement à répondre à des situations ponctuelles. Deuxièmement, en lien avec la théorie de Bourque (2008), les données que nous avons recueillies laissent penser que la table de concertation a été créée pour être un lieu de concertation thématique. Ainsi, les membres de ce groupe travaillent sur les problématiques de la violence faite aux femmes et de la violence familiale en lien avec l'équité des droits entre les sexes et ils se réunissent sur la base non pas de leur territoire d'appartenance, mais de la mission de leur organisation. Comme nous l'avons vu précédemment, il existe deux types de concertation thématique, à savoir la concertation intersectorielle thématique et la concertation sectorielle thématique. Si on regarde la mission et les règlements internes de la table de concertation, on peut dire qu'il s'agit d'une concertation intersectorielle thématique. Cette instance a comme objectif de réunir divers acteurs provenant

notamment des organismes communautaires, des institutions publiques ou privées et des ONG. Elle vise à faire se rencontrer plusieurs secteurs dans la perspective de travailler ensemble. Cependant, avec la baisse du niveau de participation qu'on observe actuellement et que nous avons décrite dans la section portant sur les résultats, il semble que, présentement, ce sont principalement des organisations sociales et une ONG qui participent activement aux projets de la table. Il est donc possible de penser que la table de concertation penche de plus en plus vers une concertation sectorielle thématique. Mais, étant donné qu'il y a une ONG qui œuvre avec la table et que plusieurs institutions qui sont membres de la table ne participent pas activement, l'instance ne répond pas parfaitement aux critères de ce type de concertation. En somme, il conviendrait de parler d'une concertation intersectorielle thématique présentant la particularité de ne pas rassembler beaucoup de secteurs actuellement.

## **Objectif 2 : Caractériser les types de participation : la participation sociale est effectuée par qui, pour qui et pourquoi**

Cet objectif visait à déterminer si la participation à la table de concertation sur le genre de Comas était directe ou représentative (Bebbington, Delamaza et Villar (2006) et à identifier les types de participation sociale qu'on peut voir à l'œuvre à cette instance de concertation. Ceci pourra se faire en reliant les données recueillies sur le terrain et les conceptions théoriques de Levasseur, Richard, Gauvin et Raymond (2010) sur la participation sociale.

Premièrement, en ce qui concerne le premier point de l'objectif, les données et les informations que nous avons recueillies nous incitent à dire que la table de concertation de Comas a un mode de fonctionnement prenant la forme d'une participation représentative car ses participants sont les représentants des organisations membres siégeant à cette table. Par ailleurs, comme le côté informel prend beaucoup de place au Pérou, on peut voir à l'occasion des personnes qui vont venir participer directement à cette instance, mais ce sont des cas exceptionnels qui portent sur un objectif précis et à court terme. Au demeurant, les règlements internes de l'organisation stipulent que les personnes participantes soient des représentants d'organisations et prévoient la possibilité d'une participation individuelle.

Deuxièmement, pour ce qui est de caractériser les types de participation sociale qu'on retrouve à la table de concertation de Comas, nous allons nous référer à la théorie de la participation sociale qui fut conceptualisée par Levasseur, Richard, Gauvin et Raymond (2010), dont nous allons tout d'abord présenter séparément les éléments, puis nous chercherons à parvenir à une vue d'ensemble qui permettra de faire le lien entre cette théorie et le fonctionnement de la table

de concertation. Mais avant, pour nous mettre en contexte, il convient de rappeler les différents niveaux de cette théorie: (1) faire une activité qui nous prépare à être avec d'autres personnes, (2) être avec d'autres mais faire l'activité seul, (3) interagir avec d'autres sans faire une activité spécifique avec eux, (4) faire une activité avec les autres, (5) aider les autres, (6) apporter sa contribution à la société. Les éléments permettant de déterminer à quel niveau se situe la participation sont, d'une part, la proximité entre la participation individuelle d'une personne et les autres personnes participant au même projet ou à la même activité, et, d'autre part, les objectifs visés par ce projet ou cette activité (au besoin de qui elle répond, pourquoi la personne participe).

### Activités faites par la table de concertation sur le genre

Une des premières questions qui étaient posées aux participantes était de nommer les activités qui sont faites par la table de concertation. Afin de rendre plus facile notre analyse, nous avons construit un tableau en nous appuyant sur la typologie élaborée par Levasseur, Richard, Gauvin et Raymond (2010) et nous y avons classé les activités nombreuses et variées réalisées par la table de concertation. Ce tableau servira de cadre d'analyse pour cet objectif.

**Tableau 5 : Classement des activités de la Mesa de concertación de género**

Activités de la table de concertation sur le genre de Comas	Distance entre la personne et les autres		
	Travail en interaction	Travaille en parallèle	Seul
Sensibilisation/éducation	X		
Faire connaître la journée contre la violence faite aux femmes et la journée de la femme	X		
Faire signer des pétitions		X	
Chaines humaines/expositions de photos	X		
Actions publiques	x	X	X
Évènement de rencontre de femmes afin de se concerter	X		
Évènement de rencontre des personnes des différentes zones de la municipalité afin de se concerter	X		
Activité afin de développer les compétences des femmes	X		
Propositions politiques à la municipalité de Comas pour améliorer la condition des femmes	X		
Diffusion de vidéo-débat	X		
Faire des kiosques informatifs	X		
Donner des formations aux femmes des différents quartiers	X		
Donner des conférences/formations/ateliers	X		
Faire des marches/manifestations	X		
Forum	X		
Activités pour promouvoir l'émancipation des femmes			
Tenter de faire approuver/implanter des plans/politiques publics	X		
Participation à l'École de leadership	X	X	

Activités de la table de concertation sur le genre de Comas	Objectif de l'activité				
	Vers quoi est orientée l'activité				
	vers la société	vers l'aide à d'autres personnes	vers la réalisation d'une tâche	vers les autres	vers nos propres besoins de base
Sensibilisation/éducation	X				
Faire connaître la journée contre la violence faite aux femmes et la journée de la femme	X				
Faire signer des pétitions	X	X			
Chaines humaines/expositions de photos	X		X		
Actions publiques	X				
Évènement de rencontre de femmes afin de se concerter	X				
Évènement de rencontre des personnes des différentes zones de la municipalité afin de se concerter	X				
Activité afin de développer les compétences des femmes	X	X			
Propositions politiques à la municipalité de Comas pour améliorer la condition des femmes	X				
Diffusion de vidéo-débat	X	X	X		
Faire des kiosques informatifs	X	x	X		
Donner des formations aux femmes des différents quartiers	X				
Donner des conférences/formations/ateliers	X				
Faire des marches/manifestations	X				
Forum	X		X		
Activités pour promouvoir l'émancipation des femmes	X		X		
Tenter de faire approuver/implanter des plans/politiques publics	X				
Participation à l'École de leadership	X				

Activités de la table de concertation sur le genre de Comas	Objectif de l'activité		
	La participation est faite...		
	... pour d'autres personnes	... avec des tiers	... pour la personne elle-même
Sensibilisation/éducation	X		
Faire connaître la journée contre la violence faite aux femmes et la journée de la femme	X		
Faire signer des pétitions	X		
Chaines humaines/expositions de photos	X		
Actions publiques	X		
Évènement de rencontre de femmes afin de se concerter	X	X	
Évènement de rencontre des personnes des différentes zones de la municipalité afin de se concerter	X	X	
Activité afin de développer les compétences des femmes	X		
Propositions politiques à la municipalité de Comas pour améliorer la condition des femmes	X		
Diffusion de vidéo-débat	X	X	
Faire des kiosques informatifs	X		
Donner des formations aux femmes des différents quartiers	X		
Donner des conférences/formations/ateliers	X		
Faire des marches/manifestations	X		
Forum	X	X	
Activités pour promouvoir l'émancipation des femmes	X		
Tenter de faire approuver/implanter des plans/politiques publics	X		
Participation à l'École de leadership	X	X	



Ce tableau permet de mettre en lumière plusieurs éléments intéressants. Tout d'abord, pour ce qui est de la distance entre la participante et les autres personnes participantes, il est possible d'observer que, la grande majorité du temps, le travail se fait en interaction. Dit autrement, les gens participent en étant en interaction les uns avec les autres. Ensuite, en ce qui concerne les activités faites par les participantes, on peut constater que les activités sont toujours orientées vers la société et que les personnes participent et s'impliquent afin d'aider d'autres personnes dans toutes les activités qu'elles font.

À ce sujet, il est possible de se référer à l'opinion des femmes participantes, que nous avons recueillie au cours de la collecte de données. En fait, peu importe si la question leur était posée directement ou indirectement, les participantes répondaient que le travail qu'elles faisaient avec la table de concertation profitait à l'ensemble de la société. Elles mentionnaient aussi qu'elles se battaient pour les familles, les enfants, les femmes, leur district, leur communauté, etc. Ainsi, quand on compare les réponses données par les participantes au contenu de la grille d'analyse, on remarque que, selon les participantes, la participation est faite pour le bénéfice d'autres personnes. D'ailleurs, ceci correspond bien aux données figurant dans ce tableau.

Ainsi, il est possible de remarquer que, pour chaque catégorie, les activités effectuées par la table de concertation impliquent une interaction entre les participantes. La grande majorité de ces activités se situe au niveau 6 de la théorie conçue par Levasseur, Richard, Gauvin et Raymond (2010) sur la participation sociale. Dans ce tableau, si on regarde la distance entre les participantes, on peut voir que le travail se fait presque toujours en interaction avec d'autres personnes, ce qui correspond aux niveaux 3-6. Quand on regarde vers quoi est orientée l'activité, dans presque tous les cas présentés plus haut, on voit que c'était vers la société, ce qui correspond au niveau 6. Lorsque l'on se concentre sur le destinataire de la participation, il apparaît qu'elle est faite pour d'autres personnes (niveau 6). Ainsi, la participation à la *Mesa de concertación de género* se caractérise par une participation sociale qui se situe au niveau 6, qui correspond à une contribution à la société. Il s'agit donc d'un engagement social pris par les participantes par leur implication dans une instance où leurs actions sont bénéfiques pour toute la société. Dans la section suivante, il sera possible d'aller plus en profondeur et d'analyser la participation à la table de concertation en lien avec la typologie de la participation sociale qui fut conceptualisée par Levasseur, Richard, Gauvin et Raymond (2010).

### **Objectif 3 : Les éléments influençant la participation ainsi que la concertation et leurs impacts sur la *Mesa de concertación de género***

La visée de cet objectif était de mieux comprendre en quoi le fait d'être membre de la *Mesa de concertación de género* de Comas, et donc d'être membre d'un espace de concertation, a un impact sur la participation et en quoi les participantes elles-mêmes exercent une influence sur la table de concertation. Il s'agit de comprendre l'inter-influence de ces éléments. Afin de répondre à ce questionnement, plusieurs éléments seront abordés. Tout d'abord, nous analyserons les éléments limitant la participation et les éléments favorisant la participation afin de les comparer à la théorie existante sur ce sujet. Par la suite, nous établirons un parallèle entre les citoyens inclus et les citoyens exclus de cette concertation et la recension des écrits. De plus, à travers les points précédents, nous nous pencherons sur certaines caractéristiques de la participation qui exercent une influence sur la table de concertation, notamment le manque de motivation, le manque de temps, le fait qu'il s'agisse d'une activité de bénévolat, le manque de diversité parmi les participants, le manque d'organisation et de planification et l'impact de la représentation comme mode de participation.

#### **Les éléments facilitant et limitant la participation**

Dans un premier temps, regardons les éléments qui nuisent à la participation des femmes à la table de concertation de Comas. Tout d'abord, selon Higdem et Hanseen (2014), lorsque, dans un partenariat, il y a beaucoup de pression pour parvenir à un consensus, ceci peut faire en sorte que ce sera toujours le point de vue ayant le plus de poids que les gens choisiront, ce qui fait que les autres opinions peuvent être mises de côté. Ceci correspond aux résultats de notre recherche. En effet, une participante mentionnait que c'est souvent le même sous-groupe de personnes qui participait et possédait le plus grand pouvoir décisionnel. Quand il faut prendre une décision, l'influence de certaines participantes pourrait l'emporter et empêcher d'entendre le point de vue de toutes les participantes. De plus, une autre participante affirmait que certaines personnes se montrent plus réservées et qu'il faut aller au-devant d'elles si on veut avoir leur opinion. En somme, il existe des caractéristiques propres à la personnalité de chaque participante qui peuvent faire en sorte que, quand il y a des décisions à prendre, c'est souvent le même sous-groupe de participantes qui a la plus grande d'influence.

Aussi, selon Bebbington, Delamaza et Villar (2006), un autre élément qui s'avère susceptible de restreindre la participation des femmes à la table de concertation réside dans le développement

d'une élite participative, ce qui survient lorsque l'information ne parvient pas à rejoindre assez de personnes, que de nouveaux participants ou leaders ne sont pas formés en nombre suffisant et que la table de concertation ne permet pas à la population d'avoir un poids réel dans le processus décisionnel. Dans le même sens, Higdem et Hanseen (2014) mentionnent qu'il est important qu'il y ait un certain roulement parmi les participants et que ce ne soit pas toujours le même groupe de participants qui s'implique. Concernant la table de concertation de Comas, les circonstances ont fait que, effectivement, une certaine élite participative s'est développée. Cette situation est due principalement au fait qu'il n'y a pas assez de nouveaux leaders qui ont été formés. Ce n'est pas que les participantes manquaient de volonté pour recruter de nouvelles participantes, c'est plutôt que le contexte social actuel fait en sorte qu'il est difficile de recruter de nouveaux membres pour la table. Ainsi, il est possible de constater que des contraintes liées à la participation des gens peuvent affecter l'instance de concertation. En effet, il est difficile de trouver des personnes qui sont prêtes à sacrifier leurs économies pour s'impliquer dans des organisations sociales. Ces personnes doivent être sensibilisés à la cause afin d'accepter d'y investir temps et argent. De plus, la société actuelle fait en sorte que de plus en plus de femmes travaillent afin de subvenir aux besoins de leur famille. Auparavant, il était rare de voir des femmes travailler, celles-ci demeurant plutôt au foyer. De plus, il semble qu'une certaine démotivation sévit parmi les participantes de la table de concertation, ce qui fait en sorte que plusieurs d'entre elles ne s'investissent pas autant qu'elles le devraient. En somme, il ne reste plus que le groupe de femmes les plus militantes qui continue de s'investir jour après jour, ce qui a pour effet involontaire le développement d'une élite participative.

Par ailleurs, selon Slack (2004), une autre limite à la participation des femmes est le niveau de langage employé dans les espaces décisionnels. Or, pour la table de concertation de Comas, c'est plutôt le contraire qui a été mentionné. Le niveau de langage différent a été identifié non pas comme une difficulté, mais bien comme une opportunité. En effet, les femmes participantes affirmaient que cette situation leur a permis de développer un nouveau niveau de langage, ce qui leur apparaît bénéfique.

Dans un second temps, examinons les éléments qui favorisent la participation des femmes à la table de concertation de Comas. Selon Panfichi et Dammert (2006), un facteur qui contribue à rendre plus facile la participation est le fait que le maire participe à la table de concertation. En contrepartie, la présence du maire peut nuire à la participation si les autres participantes se voient imposer son point de vue. Il est possible d'affirmer que les membres de la table de concertation ont bien saisi la situation puisqu'elles affirment mettre un point d'honneur à garder

leur indépendance et à demeurer autonomes. Malgré le fait que la municipalité de Comas soit un membre de la table (même si en réalité sa participation est plutôt réduite), elle ne peut aucunement imposer ses décisions ou ses manières de faire à ses partenaires de la table. De surcroît, les femmes siégeant à la table de concertation cherchent à obtenir la participation du maire parce qu'elles savent que sa collaboration sera facilitante. Ainsi, certaines activités de la table doivent être organisées en collaboration avec la municipalité avec la permission du maire si on veut qu'elles aient un plus grand impact. De même, comme dans le cas des politiques publiques, le maire doit approuver le travail fait par la table. En somme, les femmes tentent de garder un équilibre en travaillant avec le maire mais en veillant à conserver leur indépendance.

Aussi, le fait que la table de concertation tente constamment de recruter de nouveaux membres constitue un autre élément favorisant la participation des gens à cette instance. En effet, quand la table de concertation fait certaines activités, elle profite de l'occasion pour faire connaître son organisation et parler de ses activités. De plus, depuis sa création, la table a souvent participé à la Escuela de liderasco (École de leadership), une institution où sont dispensées des formations permettant aux personnes de développer leurs capacités en lien avec leur participation sociale et citoyenne. Le fait que la table de concertation s'investisse dans ce genre d'activité se révèle très profitable pour ses membres et pour la population et lui permet de se faire connaître, ce qui lui donne la possibilité de recruter de nouveaux membres. Dans ces conditions, le risque de voir apparaître le phénomène que nous venons d'évoquer et qui fait que, quand la participation n'est pas suffisante, il se forme une élite participative, s'en trouve grandement atténué. Actuellement, on observe un certain déficit de participation à la table de concertation, mais les actions qui ont été entreprises par cette instance laissent voir qu'elle entend corriger la situation et augmenter la participation.

Une autre caractéristique de la table de concertation qui influe sur la participation de ses membres réside dans le fait qu'elle permet de développer des compétences et par le fait même l'*empowerment* de ses membres. Selon Hardina (2003), la participation des gens est l'un des éléments favorisant le développement de l'*empowerment*. À la table de concertation de Comas, les participantes sont en mesure d'accroître leur pouvoir de faire changer les choses au niveau de la municipalité et leur pouvoir de réaliser des activités et d'avoir une certaine influence sur leur communauté. Ceci correspond parfaitement à la définition du concept d'*empowerment* qu'on retrouve dans les écrits théoriques. Selon Ninacs, « le terme "empowerment" identifie le processus par lequel un individu ou une collectivité s'approprie le pouvoir ainsi que sa capacité de l'exercer de façon autonome » (Ninacs, 2002, p. 48-49). De plus, l'opinion des participantes

de notre recherche s'avère cohérente avec l'opinion de plusieurs auteurs qui se sont intéressés à cette question.

Finalement, un dernier élément de la table de concertation pouvant augmenter la participation des gens a trait aux activités mises en place. En effet, pendant les entretiens réalisés avec les participantes, il est ressorti que, quand la table de concertation met sur pied des projets, c'est justement à ce moment que la participation devient la plus forte. En effet, les personnes sont motivées par les activités et ont davantage l'impression que leur participation a des effets concrets. Ainsi, la visée des réunions et le type de projet sur lequel travaille la table influencent la participation. Ainsi, le niveau de participation fluctue selon les mois et selon les années en fonction du travail des participantes.

### **Quelle est la population incluse ou exclue**

L'inclusion de la population, ou du moins des personnes qui sont représentées par la table de concertation représente un très grand enjeu dans les concertations. En effet, comme le dit Bourque (2004), il importe de s'assurer que la concertation se centre bel et bien sur les intérêts des personnes représentées, et non sur les intérêts de leurs représentants, sous peine de voir en résulter un déficit démocratique. Ainsi, selon Cossette et Verhas (1997), Gaudreau (2011) et Bourque (2004), la population devrait être davantage incluse dans les concertations puisque c'est elle qui est concernée par les problématiques qui sont travaillées par la table. À la table de concertation de Comas, les femmes participantes ont dit que la population est représentée directement par les organisations sociales qui sont membres de la table. Ces organisations sont en contact avec la population et travaillent avec elle dans plusieurs activités pour la sensibiliser ou pour lui donner certains services. Grâce à ce travail communautaire, les membres des organisations sociales peuvent être plus à l'écoute des problèmes et des besoins des gens. Par ailleurs, quand un représentant d'une organisation sociale siège à la table de concertation, il se fait le porte-parole de la population. Ainsi, la population participe à cette instance non pas directement, mais indirectement. Selon les femmes participantes, à l'exception de certaines activités qui sont ouvertes à tout le monde (par exemple, les marches, les pétitions, les activités d'éducation ou de sensibilisation), il n'y a aucune autre implication directe de la population. Ainsi, comme la table de concertation sert de lieu de concertation entre les organisations et les institutions de Comas, il ne semble pas que la participation de la population soit un des objectifs visés par cette instance. En d'autres mots, le fait que la population ne siège pas directement à la table ne constituerait pas un obstacle à sa participation. Dans la communauté, il y a plusieurs

types d'organisations qui semblent plus appropriés pour accueillir la population. Pour sa part, la table de concertation n'est pas complètement fermée à l'idée d'accueillir des observateurs ou des participants qui ne sont pas membres lors de certaines réunions, ce qui veut dire que des membres de la population pourraient probablement y assister et y participer. Bien entendu, les gens sont toujours invités à participer aux activités de mobilisation et de sensibilisation qui sont organisées par la table. En somme, même si la population n'est pas à proprement parler membre de la table de concertation, elle n'en est pas non plus exclue.

#### **Objectifs 4 : Un contexte social qui a une grande influence sur la participation citoyenne des participantes**

Le présent objectif vise à mieux comprendre quel est le type de participation citoyenne qu'on retrouve à la table de concertation de Comas. Pour comprendre ce point, nous allons nous appuyer sur la typologie de la participation citoyenne élaborée par Arnstein afin de la comparer à la situation observée à Comas. Nous alimenterons la discussion avec la perception des gens sur ce que la table amène qui est différent des autres organisations en termes de participation. Mais, avant d'entamer cette analyse, certaines données qui sont ressorties lors de l'analyse documentaire seront présentées puisqu'elles nous aident à mieux comprendre les concepts liés notamment à la participation citoyenne. Cette section se base sur l'analyse de documents que nous avons effectuée à Lima pendant la recherche terrain.

#### **Données récoltées lors de l'analyse documentaire**

Certains éléments trouvés dans la documentation péruvienne pendant la recherche terrain se sont avérés très pertinents. Nous les résumerons ici pour mieux comprendre certains concepts et plus particulièrement la signification qu'ils ont au Pérou afin de voir les ressemblances ou différences qu'il y a avec le Québec.

Au Pérou, la participation citoyenne représente un concept important pour le développement des communautés. En effet, dans la constitution péruvienne de 1993, on lit que la participation citoyenne constitue un droit fondamental des personnes. Les gens doivent pouvoir participer aux diverses sphères de la communauté (politique, économique, sociale et culturelle), et ce, soit individuellement, soit en s'associant à d'autres (Danós Ordóñez, 2006; Valdiviezo Del Carpio, 2013). D'ailleurs, plus largement, la participation des gens à la vie politique semble être un idéal à atteindre pour plusieurs pays, dont le Pérou, puisque l'article 21 de la *Déclaration des droits de l'homme* stipule ceci : «Toute personne a le droit de prendre part à la direction des affaires

publiques de son pays, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis. » (Organisation des Nations Unies [ONU], s.d.).

Selon Valdiviezo Del Carpio (2013), la participation citoyenne consiste en un ensemble de systèmes et de mécanismes par lesquels les citoyens peuvent prendre part aux décisions publiques afin qu'elles représentent leurs intérêts, et ce, autant au niveau individuel que par le biais d'un groupe. Au Pérou, la participation citoyenne peut se faire de différentes manières et à plusieurs niveaux, allant du simple exercice du droit de vote à une intervention directe dans la vie politique du pays. Par ailleurs, le fait que des citoyens puissent participer à la prise de décision publique témoigne de l'existence d'un processus de concertation, de négociation et de surveillance entre des personnes élues démocratiquement et la société civile (Valdiviezo Del Carpio, 2013).

Selon le Ministère de la Culture du Pérou, la participation citoyenne permet aux gens d'une communauté d'arriver à un but commun et bénéfique pour tous et favorise le développement du pays et l'amélioration de la qualité de vie de la population. La participation citoyenne fait que les gens sont en mesure d'identifier leurs priorités et de faire connaître leurs véritables intérêts, qui pourront être pris en compte lors de la prise de décision. Dans ce contexte, la décision recevra un meilleur appui de la population. Dans un autre ordre d'idées, le Pérou utilise la participation citoyenne pour aider au processus de décentralisation qui prend place actuellement dans le pays. Ainsi, les plans de développement décentralisé qui sont adoptés par le gouvernement péruvien mettent à contribution la participation citoyenne aux niveaux local, régional et national (Peru Ministerio de Cultura, s.d.). En définitive, on constate que ce type de participation occupe une place importante au plan politique au Pérou. Selon le ministère, il existe plusieurs types de participation citoyenne :

- 1) Informer : Les personnes et les groupes doivent être informés des actions, des activités, des programmes et des propositions.
- 2) Consulter : Il faut que les personnes puissent exprimer leurs idées au moyen de forums, d'enquêtes et d'ateliers. La communauté doit également avoir la possibilité de consulter les différentes entités la représentant.
- 3) Décider ensemble : La prise de décision concernant les communautés doit être effectuée avec les représentants de cette dernière, les organisations communautaires et les différents secteurs concernés.

- 4) Agir ensemble : Les citoyens sont inclus dans les ententes par le biais d'une action conjointe, partagée et responsable.
- 5) Soutenir les intérêts de la communauté : Les personnes travaillant pour les institutions de l'État doivent conseiller les communautés dans la prise de décision et dans la construction et la réalisation de projets. Elles doivent aider les gens afin qu'ils puissent eux-mêmes trouver des solutions aux problématiques qui les affectent (*Peru Ministerio de Cultura*, s.d.).

Cette typologie se révèle très intéressante parce qu'elle montre bien les différents degrés que peut prendre la participation citoyenne au Pérou. Elle illustre bien aussi la grande variété de responsabilités qui existe entre les différents niveaux et la variété des types d'engagement que peuvent prendre les gens. En fait, chaque personne peut exprimer sa participation citoyenne selon ses capacités et ses disponibilités. Par ailleurs, la typologie du gouvernement péruvien nous apparaît pertinente pour que nous puissions y classer la concertation, dont la définition correspond au niveau 3, soit Décider ensemble. En effet, il s'agit d'inclure les personnes dans les prises de décision qui les concernent.

Un autre élément pertinent de la typologie conçue par le gouvernement péruvien est qu'elle possède plusieurs points en commun avec la typologie élaborée par Arnstein (1969) que nous avons présentée plus haut (voir le schéma p.114). Ainsi, le type 1 (Informer) et le type 2 (Consulter) correspondent à l'échelon 3 (information) et à l'échelon 4 (consultation) chez Arnstein. Ensuite, le type 4 (Agir ensemble) offre plusieurs ressemblances avec l'échelon 6 (partenariat) d'Arnstein. Finalement, le type 5 (Soutenir les intérêts de la communauté) est un élément qui permet la réalisation à l'échelon 7 (pouvoir délégué) et à l'échelon 8 (contrôle citoyen) chez Arnstein. Pour ce qui est du type 3 (Décider ensemble), il est important de noter de nouveau qu'au moment où Arnstein a élaboré sa typologie, le concept de concertation n'était pas encore très utilisé. Cependant, comme le dit Fortin (2009), si la concertation devait être placée dans la typologie d'Arnstein, elle se placerait entre l'échelon 5 (apaisement) et l'échelon 6 (partenariat). Par ailleurs, dans les types de participation citoyenne du Pérou, la concertation est placée au même endroit, soit avant le niveau 4 (Agir ensemble), lequel semble correspondre à l'échelon 6 (partenariat) chez Arnstein. Ces différentes constatations nous permettent de croire que la typologie d'Arnstein se révèle très pertinente pour expliquer le contexte péruvien car elle offre plusieurs ressemblances avec l'organisation de la participation citoyenne observée au Pérou.

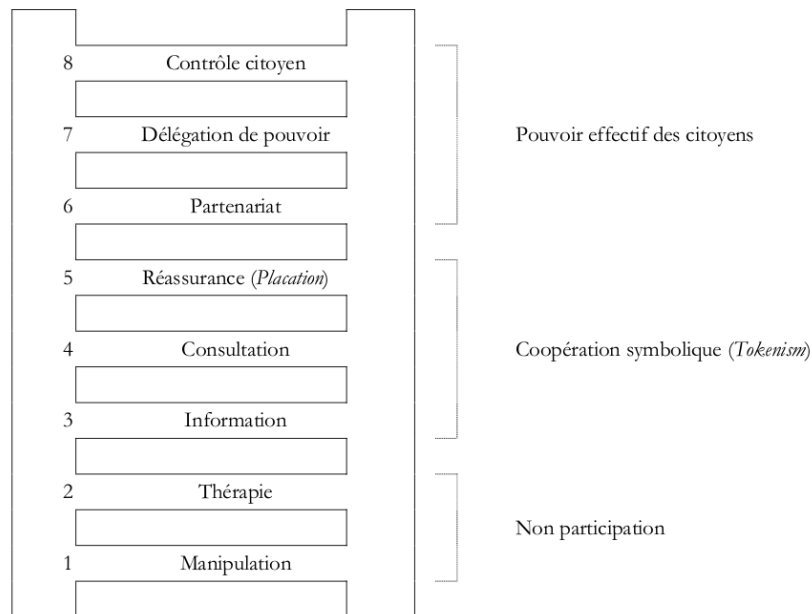


Par ailleurs, la *Mesa de concertación de género* de Comas a permis la création en 2013 du Plan local de igualdad de género del distrito de Comas 2012-2017 (Plan local d'égalité entre les genres du district de Comas 2012-2017). Parmi les nombreux éléments intéressants de ce document, on remarque une définition de la participation citoyenne et politique. Cette définition donne les contours de la première ligne stratégique de ce plan, qui fut approuvé par la table de concertation sur le genre de Comas et par la municipalité de Comas. Selon ce document, «la participation citoyenne est la faculté, le droit, le devoir qu'a tout citoyen de participer dans les affaires publiques de sa communauté, elle doit être orienté à l'amélioration des conditions de vie et au développement local» (Plan local de igualdad de género del distrito de Comas 2012-2017 (2013), traduction libre, p. 21). De plus, on peut lire dans ce document que la participation citoyenne est fortement liée au pouvoir parce qu'elle fait partie des relations sociales et dépend de la capacité des gens de pouvoir l'exercer ou non. Ainsi, comme les femmes se retrouvent souvent en situation d'exclusion des sphères de pouvoir, elles risquent fort d'être marginalisées dans l'exercice de leur citoyenneté (Plan local de igualdad de género del distrito de Comas 2012-2017, 2013).

### **Les types de participation citoyenne**

Comme nous l'avons vu précédemment, l'échelle de la participation citoyenne qui a été conçue par Arnstein comporte huit échelons qui permettent de caractériser le pouvoir d'influence des citoyens dans une instance de participation.

**Figure 10 : Traduction de la participation citoyenne selon Arnstein (2006)**



Tiré d'Arnstein, S. (2006). Une échelle de participation citoyenne. *Comité d'évaluation et de suivi*, p. 1-19.

Dans les résultats de notre recherche, les femmes ont affirmé que la table de concertation sur le genre de Comas leur permet d'avoir du pouvoir pour discuter avec la municipalité ou avec le maire. Par le biais de cette instance, les femmes sont en mesure de mettre sur pied certains projets ou d'élaborer des plans de politique sociale en collaboration avec la municipalité. Ainsi, elles mettent en branle un projet et tentent par la suite d'aller chercher l'aide des partenaires essentiels à la réussite de l'entreprise. La municipalité de Comas fait partie de ces partenaires. À ce propos, les participantes à la table de concertation mentionnaient travailler chaque année avec la municipalité sur divers projets, ce qui porte à croire que, pour ces projets, un partenariat se bâtit entre la table de concertation et la municipalité. D'ailleurs, lors des observations que nous avons faites sur le terrain, nous avons vu qu'il y avait des rencontres réunissant la table de concertation et les institutions publiques et privées pour mettre sur pied des activités en lien avec la journée internationale contre la violence faite aux femmes. Les deux instances devaient co-organiser les activités. Cependant, les participantes affirmaient que les relations avec la municipalité ou avec le maire se révèlent parfois difficiles et qu'il n'est pas toujours possible d'aller chercher leur collaboration. Effectivement, il semble que certains maires se montrent peu ouverts à travailler avec la table et que ce ne sont pas tous les projets qu'ils jugent pertinents. Dans plusieurs projets, la table de concertation de Comas fait des activités par elle-même sans que la municipalité participe, soit parce que les femmes ne le veulent pas, soit parce que le

maire ou la municipalité refuse de coopérer avec elle. Ainsi, les moments auxquels la table de concertation et la municipalité de Comas organisent des événements ensemble semblent plus ponctuels. Mais, malgré le fait que le maire ne donne pas toujours son appui à la table de concertation, il n'en demeure pas moins que cette instance est officiellement reconnue par la municipalité. En effet, c'est le maire qui a approuvé la création de la table et officialisé sa mise sur pied. Par ailleurs, la table de concertation a sa salle de rencontre dans la municipalité, ce qui démontre également qu'elle obtient une certaine reconnaissance.

Lorsque nous lions le tout à la typologie de la participation qui a été développé par Arnstein (2006), il est possible de constater que la table de concertation de Comas ne peut pas être classée à un niveau précis parce qu'elle semble changer de niveau selon les activités qu'elle organise et selon le maire qui est à la tête du district de Comas (si ce dernier donne ou non son appui à un projet de la table). Ainsi, quand la table de concertation travaille de concert avec la municipalité ou avec des institutions publiques, elle se retrouve dans ce qu'Arnstein définit comme étant l'échelon 6 (partenariat). À ce niveau, les citoyens et les autorités détenant le pouvoir tentent de parvenir à des compromis en vue « de négocier et d'engager des échanges avec les détenteurs traditionnels du pouvoir » (Arnstein, 2006, p. 4). En revanche, dans d'autres dossiers, le maire permet aux citoyens de s'exprimer sur un sujet mais sans leur garantir que leur point de vue sera pris en considération. Dans ces situations, les citoyens se situent dans la catégorie de la coopération symbolique, où on retrouve l'échelon 3 (information), l'échelon 4 (consultation) et l'échelon 5 (réassurance). Les autorités donnent de l'information aux gens ou écoutent leurs besoins, mais rien ne garantit que ces besoins soient pris en compte. Par contre, plusieurs participantes ont laissé entendre que, lorsqu'elles ne se sentaient pas assez écoutées et que leur opinion n'était pas prise en compte, elles continuaient à exercer des pressions pour être entendues. Ainsi, ces femmes semblent avoir bien saisi le fonctionnement de la démarche de participation citoyenne et vu le pouvoir qu'elles peuvent avoir et tenter de l'exiger dans la mesure du possible. Par ailleurs, quelques participants ont prétendu que certains maires ont déjà tenté d'utiliser l'instance à des fins partisans, ce qui ferait référence à un état de non-participation correspondant à l'échelon 2 (thérapie). À ce niveau, les autorités détenant le pouvoir tentent d'enseigner quelque chose aux citoyens, ce qui a pour effet de les détourner du problème qu'ils désiraient résoudre. Heureusement, les participantes de la table de concertation n'ont pas permis qu'on se serve de cette instance à des fins politiques et ont pu conserver leur autonomie (Arnstein, 2006). Ces faits permettent de voir que, dans la typologie d'Arnstein, la

table de concertation de Comas ne peut pas être caractérisée par un seul niveau, mais par le fait qu'elle se déplace de niveau en niveau selon les circonstances.

Par ailleurs, lorsque nous lions tout ceci à la typologie de la participation citoyenne qui a été définie par le Ministère de la Culture du Pérou et que nous avons présentée plus haut (p. 111-112), il est possible encore une fois d'observer que les participantes qui siègent à la table de concertation semblent évoluer à des niveaux différents selon les circonstances, en l'occurrence: (1) informer, (2) consulter, (3) décider ensemble, (4) agir ensemble et (5) soutenir les intérêts de la communauté. En partant des exemples qui ont été présentés précédemment, la table semble se situer aux niveaux 1 à 4 selon le contexte. Parfois, l'instance a le pouvoir d'informer sur une situation, mais, en d'autres circonstances, les autorités lui donnent l'opportunité de dire son opinion (consulter). Lorsque la table participe aux décisions, nous passons au niveau 3 (décider ensemble). Enfin, quand des activités sont organisées conjointement par les autorités détenant le pouvoir et la table de concertation, nous atteignons le niveau 4 (agir ensemble). Encore une fois, il semble impossible d'identifier un seul niveau correspondant parfaitement au travail qui est accompli par la table parce que ce travail s'inscrit dans un contexte (social, politique et économique) qui s'avère fort complexe. Par contre, force est de constater que cet état des lieux permet de bien voir le caractère insuffisamment institué de la concertation en un véritable partenariat.

### **La perception des personnes à la table de concertation sur le genre de Comas**

Les participantes ont rapporté que leur implication à la table de concertation a contribué à les changer en tant que personne. Elles disent avoir développé certaines compétences qu'elles n'avaient pas, et quelques-unes d'entre elles affirment avoir adopté un mode de participation plus actif depuis qu'elles siègent à la table. Ainsi, il est possible de croire que ces femmes ont développé leur *empowerment* ou, à tout le moins, continué à accroître l'*empowerment* qu'elles avaient déjà. Les participantes mentionnaient même que ceci avait eu un impact sur leur famille sur le plan de la violence familiale, ce qui démontre un changement dans les valeurs des gens. Ces femmes ont également développé à la table de concertation des connaissances en lien avec les droits des femmes et s'engagent dans des luttes qui s'inscrivent dans le long terme et portent sur des questions plus abstraites comme les droits des femmes, en comparaison avec leur action dans d'autres organisations, où elles apportent plus une assistance pour les besoins de base (alimentation, soins de santé, etc.). Dans la théorie que nous avons exposée dans un chapitre précédent, il était précisé que «le terme *«empowerment»* identifie le processus par lequel un individu ou une collectivité s'approprie le pouvoir ainsi que sa capacité de l'exercer de

façon autonome » (Ninacs, 2002, p. 48-49). Or, si nous lions ceci à ce que nous venons de mentionner, il apparaît que les femmes ont effectivement développé des compétences qui leur permettent de reprendre du pouvoir sur leur vie et sur leur communauté. De fait, ce processus semble avoir changé dans leur vie les interactions dans leur famille et dans leur collectivité car elles ont pu mettre en place plusieurs projets avec la table de concertation. Ainsi, bien qu'il ne soit pas possible d'affirmer que la table de concertation ait permis à ces femmes de développer leur *empowerment* puisqu'il est possible que celui-ci ait déjà été présent, cette instance a au moins permis à plusieurs participantes de continuer à le développer.

### **Objectif 5 : La coopération internationale comme soutien à la *Mesa de concertación de género***

Cet objectif visait à mieux comprendre le lien existant entre la coopération internationale et la *Mesa de concertación de género* de Comas. Comme nous l'avons dit plus haut, cette instance travaille de concert avec des coopérants et un OCI du Québec, de sorte qu'il semble pertinent de relier leur expérience à la théorie sur le sujet pour répondre à ce questionnement. La discussion suivante portera sur l'influence de l'OCI sur la concertation et les activités, sur les relations de pouvoir et sur la façon dont les participants ressentent l'influence de la coopération internationale.

#### **L'influence de l'OCI sur la table de concertation et ses activités**

L'influence de l'OCI sur la table de concertation se fait sentir de plusieurs façons. Tout d'abord, le fait que la table de concertation travaille en lien avec un OCI a un impact sur la participation de la population et sur le développement local. En effet, selon Favreau et Fréchette (2002), l'OCI soutient le développement local puisqu'il permet de donner de l'aide à des organisations, qui sont en mesure à leur tour de redistribuer l'aide dans la communauté. C'est exactement ce qui se passe avec les organisations que nous avons étudiées dans notre recherche. Ainsi, l'OCI québécois concerné travaille en partenariat direct avec l'ONG péruvienne *AYNI Desarrollo*, laquelle peut redistribuer l'aide dans la communauté et mieux répartir les projets de coopération internationale. Ce type de fonctionnement permet à la population d'être davantage impliquée et contribue fortement au développement local.

Une autre influence majeure de l'OCI sur la table de concertation réside dans le fait qu'il permet à plusieurs projets de cette instance d'aller de l'avant. En effet, comme le montrent les résultats, la table de concertation ne reçoit aucun financement de la municipalité qui permettrait d'assurer

sa pérennité, ce qui fait que ce sont les participantes qui doivent tout autofinancer en organisant des activités ou en puisant dans leurs économies. Ceci rend moins aisé le développement des activités et des projets et plus difficiles les luttes sociales. Heureusement, il arrive parfois que les participantes puissent bénéficier d'une aide humaine (coopérant) et financière afin de mener à terme leurs projets, ce qui leur permet de faire beaucoup plus d'activités et surtout d'avoir une plus grande portée dans ce qu'ils font.

### **Les relations égalitaires et les rapports de pouvoir**

Comme nous l'avons mentionné dans la recension des écrits, en coopération internationale, il y a le danger que la répartition du pouvoir soit inégale entre les pays du Nord et du Sud. En effet, plusieurs éléments, notamment le fait que ce sont souvent les pays du Nord qui détiennent le financement, font qu'une inégalité en termes de pouvoir peut s'installer entre les partenaires (L'Heureux, 2009). Cependant, les pays du Sud détiennent malgré tout un certain pouvoir grâce à l'expérience sur le terrain qu'ils détiennent (L'Heureux, 2009). Ces éléments théoriques semblent correspondre à la réalité que nous avons observée à la table de concertation de Comas. L'affirmation d'une participante voulant que les budgets alloués à la coopération ne correspondent pas toujours à 100% aux besoins de la population en constitue un bon exemple. En fait, quand on attribue un budget à un projet de coopération internationale, on définit en même temps des objectifs de financement. Or, si les participants à la table de concertation veulent avoir ce budget, ils doivent travailler en fonction de ces objectifs de financement. Ceci donne du pouvoir au pays octroyant le financement. Toutefois, lorsque, pour diverses raisons, les objectifs ne correspondent plus vraiment aux besoins exprimés par la population (par exemple, lorsque le délai entre la création du projet et sa mise en œuvre se révèle trop long), il demeure toujours possible d'ajuster ces objectifs tout en respectant le thème principal du projet. En définitive, les participantes à la table de concertation détiennent un pouvoir parce qu'elles possèdent une expérience terrain et que ce sont elles qui réalisent les projets.

### **Comment les participants ressentent l'influence de la coopération internationale**

Selon Domínguez Narváez (2012), la participation de la population dans divers projets de coopération internationale permet de légitimer ces projets et favorise son *empowerment*, à la condition bien sûr que ladite population soit en mesure de s'appropriier le processus. Au cours de notre recherche, il est apparu à plusieurs reprises que la population, et plus particulièrement les participantes des différentes organisations en lien avec *AYNI Desarrollo* (le partenaire de

l'OCI québécoise), a pu développer non seulement son *empowerment*, mais aussi plusieurs compétences en prenant part à des activités qui sont liées de près ou de loin à la coopération internationale, notamment en assistant à des forums, à des conférences et à des activités de sensibilisation dont la tenue et le financement sont assurées par la coopération internationale. Ceci leur a permis d'élargir leur vision et d'améliorer leur compréhension de la société. Au demeurant, à un autre niveau, certaines participantes rapportent même un changement dans leurs valeurs et un désir de changer les valeurs de la société. L'un des meilleurs exemples nous a été donné par une participante, qui affirmait être un produit de la coopération internationale parce qu'elle avait pu profiter de plusieurs projets et reçu de l'éducation de la coopération internationale, ce qui avait aidé à la transformer en tant que personne. De plus, l'*empowerment* se manifeste également par le fait que les participantes à la table de concertation ou aux autres organismes de la communauté prennent de plus en plus de responsabilités au fil du temps. Le fait que ces personnes soient appuyées par les instances de coopération internationale leur permet de développer des projets et d'être guidées dans la poursuite de leurs objectifs. La coopération internationale donne un appui considérable à la participation des gens dans la communauté. À ce propos, l'une des participantes disait même que le déploiement de la table de concertation de Comas au départ avait été rendue possible par la coopération internationale, qui avait contribué à former les femmes et à les appuyer dans leur lutte pour obtenir la mise en place d'une telle table. En somme, en soutenant directement et indirectement les organisations de la communauté et leurs participants, la coopération internationale a un grand impact sur la participation de la population.

## Conclusion

Les sections que nous avons présentées précédemment permettent de bien comprendre l'objet de la recherche et la méthodologie qui a orientée cet objet. Ainsi, la première section a permis d'expliquer en quoi la question de recherche était pertinente et à quelle problématique elle permettait de répondre. Par la suite, les concepts centraux de ce travail ont été présentés dans le cadre théorique ainsi que les éléments qui ont été utilisés pour analyser chacun des sous-objectifs. Ceci a permis de présenter les éléments qui apparaissaient les plus pertinents pour cette recherche. Finalement, la troisième section a permis de présenter la méthodologie qui fut utilisée. Ces différentes sections nous procurent une vision précise de la recherche et de son déroulement.

Par la suite, les données que nous avons recueillies ont permis de mettre en lumière plusieurs éléments. En effet, l'analyse a permis de constater que la table de concertation sur le genre de Comas œuvre principalement à l'égalité entre les genres. Cependant, sur le terrain, la table finit par travailler sur des thèmes plus larges, dont la violence familiale, la violence faite aux femmes et les principales problématiques de la municipalité (pauvreté, inégalités sociales, participation citoyenne, etc.). Il a également été possible de noter que les personnes participant à la table de concertation sont très variées et qu'ils changent avec le temps. En effet, selon les périodes, la participation peut être très grande ou plus modeste. Les activités de la table de concertation sur le genre sont également très variées et nombreuses. L'objectif trois a permis de constater que plusieurs facteurs limitent la participation des gens, le principal était l'aspect économique. En effet, les bénévoles doivent donner de leur temps mais également de leur argent afin de participer à l'instance. Ainsi, si ces participantes n'ont pas les moyens financiers de se déplacer aux réunions et aux activités, celles-ci devront mettre de côté leur participation. Plus largement, si l'instance ne trouve pas de budget afin de mettre sur pied les projets, elle devra en faire à plus petite échelle ou attendre d'avoir la possibilité financière de les faire.

Heureusement, certains facteurs facilitent la participation et la concertation. L'élément qui est le plus ressorti dans les résultats est la volonté et l'engagement des femmes, qui leur permet de maintenir la table de concertation en vie depuis plus de 16 ans, et ce, sur une base bénévole. L'analyse des résultats en lien avec l'objectif quatre a permis de mettre en lumière que la table de concertation sur le genre de Comas fait un travail au niveau politique. Elle cherche à influencer les politiques sociales et les décisions du gouvernement afin d'instaurer dans la



société des normes et des valeurs qui sont plus égalitaires. À cette fin, elle cherche à travailler en partenariat avec le maire et les diverses institutions et organisations de la collectivité. La principale difficulté à laquelle est confrontée la table tient au fait que plusieurs maires ne sont pas assez ouverts au travail qu'elle accomplit ou qu'ils ne voient pas l'objectif d'égalité hommes-femmes comme étant une priorité. Néanmoins, les femmes parviennent à amorcer un dialogue avec les autorités politiques afin de mener à bien certains projets. Au plan politique, l'un des principales activités mises en place par les participantes pour changer les normes de société consiste à faire des plans conjointement avec la municipalité, notamment le Plan d'égalité hommes-femmes de la municipalité de Comas ou le Plan contre la violence faite aux femmes.

En lien avec l'objectif cinq, qui consistait à s'intéresser à la coopération internationale et à l'influence qu'elle exerce sur la table de concertation sur le genre de Comas, le principal point positif était que la coopération internationale permet un échange interculturel qui fait évoluer chacune des parties impliquées. Ainsi, la communauté péruvienne et les stagiaires québécois ont pu faire certains apprentissages et en retirer des bénéfices. La principale difficulté liée à ceci est que le financement n'est pas constant et donc que la table de concertation sur le genre de Comas en vient à développer une certaine dépendance à ce chapitre.

La section intitulée Analyse transversale a elle aussi contribué à mettre en lumière plusieurs points pertinents. Tout d'abord, pour l'objectif un, nous avons pu voir que la table de concertation possède des caractéristiques permettant d'affirmer qu'elle pratique à la fois une concertation permanente et une concertation intersectorielle thématique. Par la suite, pour l'objectif deux, nous avons observé que les personnes siégeant à la table de concertation sont des représentants d'autres organisations sociales et qu'elles ont comme mission de représenter leur organisation et non pas leurs intérêts personnels. En lien avec la typologie de la participation sociale qui a été conçue par Levasseur, Richard, Gauvin et Raymond (2010), nos résultats de recherche ont permis de constater que la table de concertation sur le genre de Comas se situe au niveau 6, soit contribuer à la société. Le mode de participation préconisé par cette table donne lieu à un engagement social où les divers participants sont en interaction les uns avec les autres. L'objet de leur travail est orienté vers les besoins de la société et vise à aider les autres. Concernant l'objectif trois, celui-ci nous a permis de comprendre que, comme il y a actuellement une baisse de la participation à la table de concertation, les femmes doivent faire attention afin d'éviter qu'une élite participative ne se forme ou que tous les points de vue

ne puissent pas se faire entendre. De plus, il est apparu que le fait que la table de concertation a un lien avec le maire de Comas peut faciliter la réalisation des activités qu'elle entend faire dans la municipalité. Mais, pour cela, la table doit s'assurer de réussir à ouvrir un dialogue fructueux avec le maire. La participation à cette instance est également bénéfique pour les femmes car elle leur permet de développer leur *empowerment* et donc leurs compétences. En ce qui concerne la participation de la population, bien qu'elle soit ressortie comme étant un élément important dans la recension des écrits, le fait que la population ne participe pas aux réunions de la table ne semble pas poser problème. En effet, la table vise plutôt une concertation des institutions et des organisations dans laquelle les représentants se font les porte-parole des gens. Par ailleurs, la population est incluse et invitée à la plupart des activités organisées par la table de concertation. En ce qui a trait à l'objectif quatre, l'analyse transversale a permis de comprendre que la table de concertation ne se situe pas à un seul niveau de participation citoyenne. En effet, les activités proposées par la table sont tellement variées que cette situation influence grandement le type de participation citoyenne exercée par les gens. De plus, la table évolue dans un contexte social particulier qui fait sentir son influence. Ainsi, les partenaires avec qui elle travaille et les problèmes sociaux de la société influencent le type de participation citoyenne selon la période considérée. Enfin, l'objectif cinq a permis de constater que la coopération internationale exerce une grande influence sur la table de concertation en finançant certains de ses projets. La table en retire un certain pouvoir, mais, en même temps, elle devient dépendante de la coopération internationale. Heureusement, le financement de la coopération internationale permet de faire des activités de sensibilisation et de promouvoir certaines causes, ce qui contribue à des avancées sur le plan social.

Dans un autre ordre d'idée, il apparaît pertinent de mentionner quelques forces et quelques limites de notre recherche. Le modèle de recherche nommé Valorisation du parti pris et de l'observation d'en bas peut représenter à la fois un point fort et un point faible de notre étude. Le fait pour une personne de participer activement et de défendre les intérêts d'un groupe particulier peut faire en sorte qu'il sera difficile pour elle de prendre suffisamment de recul avec les données à l'étape de l'analyse. C'est dans ce sens que cette méthode est qualifiée de biais-anti-biais. Par exemple, « la position sociale peut être une source de biais et, dans ces cas, adopter un biais opposé permet de voir et de corriger le biais précédent » (Pires, 1997, p. 37). S'il désire utiliser ce modèle dans sa recherche, le chercheur doit faire des séances d'observation participante. Cette approche présente elle aussi un point fort et un point faible. Ainsi, l'observation permet de bien comprendre la situation et de récolter plusieurs données sur

le vif, spontanées et sincères. Par contre, il peut être difficile pour le chercheur de prévoir exactement comment les gens vont réagir à la présence d'un l'observateur. Parfois, les personnes se comportent différemment si un observateur est sur place, ce qui affecte le déroulement naturel des évènements. De plus, il peut parfois être difficile d'interpréter des données observées (Van Campenhout et Quivy, 2011).

De plus, le fait que la recherche se déroule dans une culture qui est différente de celle de la chercheuse et dans une langue qui n'est pas sa langue maternelle constitue également un point à considérer. Tout d'abord, comme la culture est différente, l'interprétation des données s'avère plus difficile. En fait, il a fallu consentir un effort supplémentaire pour s'assurer que les données recueillies soient analysées selon les référents culturels des Péruviens, et non pas suivant la vision culturelle de la chercheuse. C'est l'une des raisons pour lesquelles il est important de faire plusieurs séances d'observation. D'ailleurs, le temps passé sur place et la proximité de la chercheuse avec le milieu représentent des forces de la recherche. En effet, ces deux éléments permettent de bien prendre en compte la différence culturelle et de comprendre la vision des gens évoluant dans une autre culture que la nôtre. Ensuite, la maîtrise de la langue par la chercheuse représente également une limite dont il faut tenir compte. En fait, il ne suffit pas de parler une langue pour vraiment comprendre toutes les subtilités qu'elle recèle. Par exemple, l'accent et la vitesse à laquelle les gens s'expriment peuvent rendre beaucoup plus difficile la compréhension du langage. Finalement, les mots et les expressions sont parfois connotés différemment selon les cultures, ce qui fait que, même si on sait parler une langue, plusieurs éléments de sens ou du langage non verbal peuvent nous échapper.

Une autre limite concerne la validité externe de l'étude. En fait, comme nous l'avons mentionné précédemment, nos résultats sont difficilement généralisables, ce qui fait que la validité externe de notre recherche demeure relativement faible. Ceci est dû au fait que notre recherche était une étude de cas et, par conséquent, qu'elle portait sur un groupe spécifique (Ayerbe et Missonier, 2007). En fait, si nous étudions un cas dans un contexte social particulier, il est difficile de retrouver les mêmes conditions dans un autre contexte social, ce qui s'explique par la complexité du social et par la multitude de variables qui définissent une situation et qui font que chaque cas est unique.

En dernier lieu, il convient de mentionner certaines limites en lien avec les choix théoriques, conceptuels et d'analyses qui ont été fait pendant cette investigation. En effet, pendant une

recherche plusieurs voix s'offrent à nous afin de bâtir nôtre sujet et la manière dont nous allons l'analyser. Ainsi, pour cette recherche, plusieurs autres notions auraient été pertinentes, mais le fait de devoir se centrer sur des éléments en particulier empêche de tous les inclure. Cette section permettra donc de mentionner d'autres avenues qui auraient été pertinentes pour le déroulement de cette recherche.

Premièrement, il aurait été pertinent de décrire de manière plus détaillée le lien entre la participation et la concertation et de le contextualiser selon le plan culturel du Pérou. En effet, cette recherche permet une bonne description des deux concepts, mais la complexité de leur interinfluence n'a pas permis de donner une réponse précise, dans ce mémoire, sur comment ces variables agissent l'une sur l'autre. Par ailleurs, la participation est très bien détaillée pendant toute la recherche, mais la concertation aurait pu être définie plus en profondeur en lien avec le contexte du Pérou. Ceci aurait permis de mieux comprendre de quelle manière elle est utilisée là-bas et donc de pousser davantage la réflexion sur les différences avec la concertation des pays du nord.

Deuxièmement, la coopération internationale est quelque chose de complexe et d'étudiée depuis plusieurs années. Une analyse critique, telle une analyse post-coloniale, en aurait donc été pertinente afin de mieux comprendre les différents éléments l'influençant. Dans le même sens, en lien avec les résultats de recherche obtenus, il aurait été bénéfique de décrire plus en profondeur le travail de coopérant canadien encore une fois dans l'optique de mieux comprendre l'influence de la coopération internationale dans cette instance. Malheureusement, étant donné qu'il s'agissait d'un élément de la recherche parmi d'autre ceci ne permettait pas d'aller aussi loin.

Troisièmement, il est à noter qu'une analyse intersectionnelle s'aurait avéré pertinente pour cette recherche. Ce type d'analyse aurait permis de bien comprendre toutes les dimensions influençant la participation des femmes de la table de concertation, En effet, avec celle-ci nous aurions pu tenir compte de leur relation avec les partenaires de la communauté et les partenaires du nord, mais également de l'influence de leur environnement et des valeurs y étant présentes. D'ailleurs, dans un contexte comme celui de Lima, les valeurs sociétales ont une grande influence pour ces femmes, car c'est justement pour les changer qu'elles s'impliquent dans la communauté. Elles luttent donc contre l'inégalité, l'oppression, le machiste, la manque d'éducation, etc.

Quatrièmement, comme mentionné précédemment, il est important de mentionner ici comme limite de la recherche le fait qu'il s'agit d'une analyse occidentale réalisée majoritairement à partir de concepts occidentaux, et ce, sur une culture du sud et donc fort différente des cultures du nord. Ainsi, malgré le fait que la chercheuse ait pu passer un long moment sur le terrain et qu'elle a pu comprendre plusieurs éléments de la culture Péruvienne, il est important de comprendre que sa culture de référence est celle du Canada. Il est donc difficile, voir pratiquement impossible, pour un étranger de comprendre totalement la culture et les particularités de la vie des individus d'un pays d'accueil. En ce sens, il est important de remettre cette recherche en contexte comme étant une recherche occidentale permettant d'analyser une situation du Pérou. En effet, l'objectif de cette recherche n'est pas d'avoir la prétention d'être parvenu à comprendre et analyser parfaitement des concepts d'une autre culture en quelque mois de recherche.

Toutes ces limites et alternatives possibles à cette recherche seraient donc des points de départ intéressants pour quelqu'un désirant pousser ce sujet de recherche davantage et donc aller plus loin dans les résultats qu'a permis de mettre en lumière cette maîtrise de travail social. En effet, la recherche permet de partir de ce qui est connu afin d'en découvrir plus.

## Bibliographie

- Ansari, W. E. et Phillips, C. J. (2004). The costs and benefits to participants in community partnerships: A paradox? *Health Promotion Practice*, 5(1), 35-48.
- Arnstein, S. (2006). Une échelle de participation citoyenne. *Comité d'évaluation et de suivi*, 1-19.
- Arnstein, S. (1969). A ladder of citizen participation. *Journal of the American Institute of Planners*, 35(4), 216-224.
- Association québécoise des organismes de coopération internationale [AQOCI] (2014). Mission. Repéré à <http://www.aqoci.qc.ca/spip.php?article307> (Consulté le 25 mars 2015).
- Ayerbe, C et Missonier, A. (2007). Validité interne et validité externe de l'étude de cas : principes et mise en œuvre pour un renforcement mutuel. *Finance Contrôle Stratégie*, 10(2), 37-62.
- Ayeva, T. (2003). *La concertation et le partenariat en milieu rural : l'expérience des Sociétés d'aide au développement des collectivités* (Rapport No 2) Rimouski : SADC.
- Baribeau, C. et Germain, M. (2010). L'entretien de groupe : considérations théoriques et méthodologiques. *Recherches qualitatives*, 29(1), 28-49.
- Bebbington, A., Delamaza, G. et Villar, R. (2006). El desarrollo de base y los espacios públicos de concertación local en América latina. *Debate Agrario*, 40-41, 299-324.
- Bédard-Lessard, J. (2014). Développement et santé : pratiques et besoins socio-sanitaires locaux. L'expérience d'un organisme communautaire dans le district de Comas, à Lima, au Pérou (Mémoire de maîtrise, Université d'Ottawa, Ottawa).
- Bedregal, L., Agüero, A. et Venegas, Y. (2006). Políticas públicas para el desarrollo desde las Mesas de Concertación de Género y Juventudes de Comas. Repéré à [http://www.calandria.org.pe/rec\\_descarga.php?id\\_rec=217](http://www.calandria.org.pe/rec_descarga.php?id_rec=217)
- Bégin-Gaudette, M. (2010). *La participation à des instances de concertation : Agir politiquement en vue de maintenir son autonomie : Ce qu'en pensent des organismes de défense des droits sociaux* (Mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal, Montréal). Repéré à <http://www.archipel.uqam.ca/2915/>
- Bestani, A. et Zaoui, B. (2014). La coopération internationale pour la mise en œuvre d'une démarche participative dans les politiques de développement rural en Algérie. *Animation, territoires et pratiques socioculturelles*, 6, 1-12.
- Beuret, J. E. (2012). Mieux définir la concertation : du pourquoi au comment. *Négociations*, 17(1), 81-86.
- Beuret, J. E. et Cadoret, A. (2010). *Gérer ensemble les territoires. Vers une démocratie coopérative*. Paris : Éditions Charles Léopold Mayer.
- Bilodeau, A., Galarneau, M., Fournier, M. et Potvin, L. (2011). L'outil diagnostique de l'action en partenariat : fondements, élaboration et validation. *Canadian Journal of Public Health*, 102(4), 298-302.
- Blais, M. et Martineau, S. (2006). L'analyse inductive générale : description d'une démarche visant à donner un sens à des données brutes. *Recherches qualitatives*, 26(2), 1-18
- Blanc, M. (1999). Participation des habitants et politique de la ville. Dans CURAPP/CRAPS. *La démocratie locale. Représentation, participation et espace public*. (p.177-196). Paris: Presses universitaires de France.
- Bourque, D. (2012) Intervention communautaire et développement des communautés. *Reflet*, 18(1), 40-60.
- Bourque, D. (2009). Transversalité et concertation: entre facteur de développement ou d'enfermement des initiatives locales. *Politiques Sociales*, 69(1-2), 18-30.
- Bourque, D. (2008). *Concertation et partenariat. Entre levier et piège du développement des communautés*. Québec: Presses de l'Université du Québec.

- Bourque, D. (2004). Participation et démocratisation dans un modèle de concertation et de partenariat territorial. *Nouvelles pratiques sociales*, 17(1), 83-97.
- Brodie, E., Cowling, E., Nissen, N., Paine, A. E., Jochum, V. et Warburton, D. (2009). *Understanding participation: A literature review*. Repéré à <http://pathwaysthroughparticipation.org.uk/wp-content/uploads/sites/3/2009/09/Pathways-literature-review-final-version.pdf>
- Campbell, C., Cornish, F. et Mclean, C. (2004). Social capital, participation and the perpetuation of health inequalities: Obstacles to African-Caribbean participation in 'partnerships' to improve mental health. *Ethnicity and Health*, 9(4), 305-327. doi:10.1080/135578504200030 2799
- Carles, C. et Soler, C. (2005). Partenariado en la cooperación para el desarrollo. *Plataforma 2015 y más*, 113-131 Repéré à [http://www.2015ymas.org/IMG/pdf/Anuario\\_2005\\_03\\_PARTENARIADO.pdf](http://www.2015ymas.org/IMG/pdf/Anuario_2005_03_PARTENARIADO.pdf)
- Carrière, M. (2001). Le partenariat dans le champ des troubles mentaux dix ans après la politique de santé mentale. *Santé mentale au Québec*, 26(1), 216-241.
- Celorio, G. et Lopez de Munain, A. (s.d.). *Diccionario de Educación para el Desarrollo*. Repéré à : [https://www.chiclana.es/fileadmin/user\\_upload/cooperacioninternacional/Diccionario\\_de\\_Educacion\\_para\\_el\\_Development.pdf](https://www.chiclana.es/fileadmin/user_upload/cooperacioninternacional/Diccionario_de_Educacion_para_el_Development.pdf)
- Communities and Local Government (2009). *Statistical Release April 2009–March 2010*. Repéré à <http://webarchive.nationalarchives.gov.uk/20120919132719/http://www.communities.gov.uk/documents/statistics/pdf/164191.pdf>
- Cossette, M. et Verhas, M. (1997). Un modèle de communication pour le partenariat avec les plus démunis. *Communication*, 18(1), 137-149.
- Couillard, M. A. et Côté, G. (1993). Les défis d'une interface. Les groupes de femmes et le réseau de la santé et des services sociaux de la région de Québec. *Service social*, 42(2), 29-49. doi:- 10.7202/706616ar
- Comité régional en développement social Centre-du-Québec [CRDS] (2012). *Prendre la route du développement social guise pratique pour démarrer et conduire un projet concerté*. Drummondville : Bibliothèques et Archives nationales du Québec
- Danós Ordóñez, J. (2006). La participación ciudadana en el ejercicio de las funciones administrativas en el Perú. *Revista de Derecho Administrativo – Círculo de Derecho Administrativo*, 1(1), 137.
- De Leener, P. (2013). Le partenariat contre l'altérité comment, sous couvert de partenariat, le déni de ce qui rend autre l'autre se renouvelle dans les impensés de la solidarité internationale. *Mondes en développement*, 161(1), 79-92.
- Découvrir le Pérou. (s.d.). Repéré à <http://www.perou.org/album/lima/index.php?lg=fr>
- Deslauriers, J.-P. et Kérisit, P. (1997). Le devis de recherche qualitative. Dans J. Poupart, J.-P. Deslauriers, L.-H. Groulx, A. Laperrière, R. Mayer et A. P. Pires (dir.), *La recherche qualitative : enjeux épistémologiques et méthodologiques* (p. 85-111). Montréal: Gaëtan Morin Éditeur.
- Definición de colaboración. (s.d.). *Definición de colaboración*. Repéré à <http://definicion.de/colaboracion/>
- Directorio de organizaciones e instituciones que brindan servicio a la población vulnerable de Comas (s.d.) Lima, Pérou: Mesa de concertación de género.
- Divay, G. (2008). L'état local à l'épreuve des nombreux partenariats multipartites. Dans M. Boisclair et L. Dallaire (dir.), *Les défis du partenariat dans les administrations publiques : un regard systémique et systématique*. Théorie et pratique. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Domínguez Narváez, A. (2012). *Metodologías participativas en proyectos de cooperación internacional al desarrollo de base tecnológica. Estudio de caso: identificación participativa en Elías Piña - República Dominicana* (Máster en Desarrollo y Cooperación

- internacional, Universidad del País Vasco, Espagne), Repéré à [http://biblioteca.hegoa.ehu.es/system/ebooks/19418/original/Tesina\\_n\\_4\\_Anastasia\\_Dominguez.pdf?1366972364](http://biblioteca.hegoa.ehu.es/system/ebooks/19418/original/Tesina_n_4_Anastasia_Dominguez.pdf?1366972364)
- Dumesnil, L.-K. (2011). *Contribution de la concertation vécue dans le cadre de « la grande séduction des chenaux » à la dynamique de la vie communautaire* (Mémoire de maîtrise, Université du Québec à Trois-Rivières, Trois-Rivières). Repéré à <http://search.proquest.com.ezproxy.usherbrooke.ca/docview/901130587?accountid=13835>
- Duval, M. (2007), Les organismes communautaires comme lieux d'élargissement de l'espace démocratique. Dans M.-J. Fleury, M. Tremblay, H. Nguyen et L. Bordeleau (dir.), *Le système sociosanitaire au Québec. Gouvernance, régulation et participation* (p. 467-478). Montréal: Gaëtan Morin Éditeur.
- EFE:FundéuBBVA. (2010). *Partenariado*. Repéré à <http://www.fundeu.es/consulta/partenariado-1834/>
- Favreau, L. (2009). Coopération internationale de proximité. Histoire, fondement et enjeux actuels des OCI du Québec. *Revue internationale d'études québécoises*, 12(1) 17-41.
- Favreau, L. et Fréchette, L. (2002). Développement local, économie solidaire et coopération internationale aujourd'hui : l'expérience latino-américaine. *Nouvelles pratiques sociales*, 15(1), 40-57. Repéré à <http://www.erudit.org/revue/nps/2002/v15/n1/008260ar.html>
- Farazmand, A. (2012). Sound governance: Engaging citizens through collaborative organizations. *Public Organization Review*, 12(3), 223-241. doi:10.1007/s11115-012-0186-7
- Fawcett, S. B., Paine-Andrews, A., Francisco, V. T., Schultz, J. A., Richter, K. P., Lewis, R. K., Williams, E. L. ... Lopez, C.M. (1995). Using empowerment theory in collaborative partnership for community health and development. *American Journal of Community Psychology*, 23(5), 677-697.
- Fortier, J. (2010). Qu'est-ce que la concertation? Une définition en sept caractéristiques. *Observatoire québécois du loisir*, 7(11), 1-4.
- Fortier, J. (2009). *Contribution de la concertation à la démocratisation de la gestion municipale: le cas de la ville de Trois-Rivières* (Thèse de doctorat en études urbaines, Université du Québec à Montréal, Montréal). Repéré à <http://www.archipel.uqam.ca/2449/>
- Gagnon, C. et Klein, J.-L. (1991). Le partenariat dans le développement local : tendances actuelles et perspectives de changement social. *Cahiers de géographie du Québec*, 35(95), 239-255.
- Gaudreau, L. (2011). Participer, mais à quoi? Les limites du partenariat local en matière de développement urbain. *Nouvelles pratiques sociales*, 23(2), 83-96.
- Gauthier, P. (2008). *Recherche sociale. De la problématique à la collecte des données*. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Hardina, D. (2003) Linking citizen participation to empowerment practice: A historical overview. *Journal of Community Practice*, 11(4), 11-38.
- Higdem, U. et Hanssen, G. S. (2014). Handling the two conflicting discourses of partnerships and participation in regional planning. *European Planning Studies*, 22(7), 1444-1461.
- Historia de la Mesa* (s.d.). Document inédit.
- Instituto nacional de estadística e informatic (s.d.). *Plablación 2000 al 2015*. Repéré à <http://proyectos.inei.gob.pe/web/poblacion/>
- Jarry-Omarova, A. (2011). Mouvement associatif des femmes en Mongolie et partenariats internationaux. *Cultures et Conflits*, 83, 79-98.
- Jetté, C. (2014). La recherche partenariale dans l'appui au développement local : Le parcours de la concertation en développement social de Verdun. Dans J.-M. Fontan, J.-L. Klein et D. Bussièrès (dir.), *Le défi de l'innovation sociale partagée : savoirs croisés* (p.133-158) Québec : Presses de l'Université du Québec.



- Jochum, V. Pratten, B. et Wilding, K. (2005). *Civil renewal and active citizenship: A guide to the debate*. London: NCVO.
- Koehler, B. et Koontz, T. M. (2008). Citizen participation in collaborative watershed partnerships. *Environmental Management*, 41(2), 143-154.
- Keevers, L., Treleaven, L. et Sykes, C. (2008). Partnership and participation: Contradictions and tensions in the social policy space. *Australian Journal of Social Issues*, 43(3), 459-477.
- Lafleur, G. (1991). L'évolution des organismes québécois de coopération internationale. *Nouvelles pratiques sociales*, 4(1), 27-37. Repéré à <http://www.erudit.org.ezproxy.usherbrooke.ca/revue/nps/1991/v4/n1/301114ar.pdf>
- Laliberté, A. (2014). *La concertation au sein des projets villes et municipalités amies des aînés: au-delà des silos* (Maîtrise en service social, Université de Sherbrooke, Sherbrooke). Repéré à [http://savoirs.usherbrooke.ca/bitstream/handle/11143/388/Laliberte\\_Andreanne\\_MSS\\_2014.pdf?sequence=1&isAllowed=y](http://savoirs.usherbrooke.ca/bitstream/handle/11143/388/Laliberte_Andreanne_MSS_2014.pdf?sequence=1&isAllowed=y)
- Lamoureux, J. (1996). *La concertation. Perspectives théoriques sous l'angle du néocorporatisme* (Cahiers du CRISES No 9607). Montréal : Centre de recherche sur les innovations sociales.
- Laperrière, A. (1997). Les critères de scientificité des méthodes qualitatives. Dans J. Poupart, J.-P. Deslauriers, L.-H. Groulx, A. Laperrière, R. Meyer et A. P. Pires (dir.), *La recherche qualitative : enjeux épistémologiques* (p. 365-389). Montréal : Gaëtan Morin Éditeur.
- Larivière, N. (2008). Analyse du concept de la participation sociale : définitions, cas d'illustration, dimensions de l'activité et indicateurs. *Canadian Journal of Occupational Therapy*, 75(2), 114-127.
- Lavoie, J. et Panet-Raymond, J. (2011). *La pratique de l'action communautaire*. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Le Petit Larousse illustré (2005). *Petit Larousse illustré* (100<sup>e</sup>éd). Montréal : Larousse.
- Levasseur, M., Vanasse, A., Courteau, J., Généreux, M. Cohen, A. et Kestens, Y. (2012). Favoriser la participation sociale et la santé de la population vieillissante grâce aux enquêtes populationnelles et à la géomatique : un exemple d'une initiative méthodologique possible. *Médecine Sciences Amérique*, 1(4), 55-61.
- Levasseur, M., Richard, L., Gauvin, L. et Raymond, E. (2010). Inventory and analysis of definitions of social participation found in the aging literature: Proposed taxonomy of social activities. *Social Science et Medicine*, 71(12), 2141-2149.
- Lévesque, J. (2002). *La santé des communautés : perspectives pour la contribution de la santé publique au développement social et au développement des communautés. Conceptions, actions, enjeux, défis et préoccupation : points de vue d'acteurs de directions de santé publique*. Repéré sur le site de l'Institut national de santé publique du Québec, [http://www.inspq.qc.ca/pdf/publications/082\\_SanteCommunautes.pdf](http://www.inspq.qc.ca/pdf/publications/082_SanteCommunautes.pdf)
- Licha, L. (2003). *Concertacion y gerencia social: conceptos, enfoques y experiencias*. Communication présentée au VIII Congreso Internacional del CLAD sobre la Reforma del Estado y de la Administración Pública, Panamá,
- Lopez Anton, A. (s.d.). *Gestión y administración para organizaciones sociales de base*. Lima, Pérou: Aliadas centre e investigación y promoción social.
- L'Heureux, M. (2009). Entre structure et interaction: Le partenariat politique des ONG internationales et des ONG locales au Sénégal. *Undercurrent*, 6(1), 15-22.
- Marchand, A., Olivier-Pilon, R. et Turcotte, S. (2009). Une approche d'intervention axée sur les femmes peut-elle appeler à la fois une analyse féministe et de développement des communautés? Une réflexion à partir d'un récit de stage : la Red de Salud de Collique, au Pérou. *Nouvelles pratiques sociales*, 21(2), 191-207.
- Mermet, L. (2006). La « concertation » : un terme flottant pour un domaine mouvant? *Négociations*, 5(1), 75-79.

- Ministerio de la Mujer y Desarrollo Social (2010). *Políticas de igualdad de oportunidades con equidad de género*. Lima, Pérou: J et O Editores impresores SAC.
- Mitchell, B. (2005). Participatory partnerships: Engaging and empowering to enhance environmental management and quality of life? *Social Indicators Research*, 71(1-3), 123-144.
- Municipalidad Distrital de Comas (2010). *Diagnóstico y plan de desarrollo concertado 2011-2021*. Repéré à [http://www.imp.gob.pe/images/IMP%20-%20PLANES%20DE%20DESARROLLO%20MUNICIPAL/comas\\_plan\\_de\\_desarrollo\\_concertado\\_2011\\_2021.pdf](http://www.imp.gob.pe/images/IMP%20-%20PLANES%20DE%20DESARROLLO%20MUNICIPAL/comas_plan_de_desarrollo_concertado_2011_2021.pdf)
- Navarro-Flores, O. (2007). Les relations de partenariat Nord-Sud : du paradoxe au compromis. Une approche institutionnaliste des relations entre ONG dans le secteur de la coopération internationale (Les cahiers de la CRSDD, Collection Thèses et mémoires, No 201-2007). Montréal, Québec : UQAM.
- Ninacs, W. A. (1995). *Empowerment et service social : approches et enjeux*. *Service social*, 44(1), 69-93.
- Ninacs, W. A. (2002). *Types et processus d'empowerment dans les initiatives de développement économique communautaire au Québec* (Thèse de doctorat, Université Laval, Québec). Repéré à [http://www.lacle.coop/docs/ninacs\\_these.pdf](http://www.lacle.coop/docs/ninacs_these.pdf)
- Nez, H. (2006). *La démocratie participative locale un questionnement de sa dimension inclusive À partir des expériences de Bobigny (France) et de Barreiro (Belo Horizonte, Brésil)*. (Master sociétés et politiques comparées, IEP de Paris, Paris). Repéré à <http://www4.uqo.ca/observer/DevLocal/Gouvernance/Bobygny2.pdf>
- Organisation des Nations Unies [ONU] (s.d.) *Déclaration universelle des droits de l'homme*. Repéré à <http://www.un.org/fr/documents/udhr/>
- Paillé, P. et Mucchielli, A. (2003). *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*. Paris: Armand Colin.
- Panfichi, A. et Dammert, J. L. (2006). Participación, concertación y confrontación en espacios locales (el caso de la mesa de concertación para la lucha contra la pobreza del departamento de Puno). *Debate Agrario*, 40/41, 325-348, 440-441.
- Patton, M. Q. (2002). *Qualitative Research and Evaluation Methods* (3rd Ed.). London: Sage publication.
- Peru Ministerio de Cultura. (s.d.) *Participación ciudadana*. Repéré à <http://www.cultura.gob.pe/sites/default/files/paginternas/tablaarchivos/04/3manualparticipciudadana.pdf>
- Pires, A. P. (1997). De quelques enjeux épistémologiques d'une méthodologie générale pour les sciences sociales. Dans J. Poupert, J.-P. Deslauriers, L.-H. Groulx, A. Laperrière, R. Mayer et A. P. Pires (dir.), *La recherche qualitative : enjeux épistémologiques et méthodologiques*. (p. 3-54). Montréal : Gaëtan Morin Éditeur.
- Plan local contra la violencia hacia las mujeres del distrito de Comas 2014-2021 (2013). Lima, Pérou: Municipalidad de Comas.
- Plan local de igualdad de género del distrito de Comas 2012-2017 (2013). Lima, Pérou: Municipalidad de Comas.
- Potvin, L., Moquet, M.-J. et Jones, C. (dir.). (2010). *Réduire les inégalités sociales en santé*. Saint-Denis : Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (INPES).
- Real Academia Española (s.d.) *Diccionario de la lengua española*. Repéré à <http://lema.rae.es/drae/?val=colaboracion>
- Real Academia Española (s.d.). *Diccionario de la lengua española*. Repéré à <http://lema.rae.es/drae/?val=cooperacion>
- Real Academia Española (s.d.) *Diccionario de la lengua española*. Repéré à <http://lema.rae.es/drae/?val=partenariado>

- René, J.-F. et Gervais, L. (2001). Les enjeux du partenariat aujourd'hui. *Nouvelles pratiques sociales*, 14(1), 20-30.
- Richard-Ferroudji, A. (2013). Malléabilité du terme « Concertation » : aperçu à partir de ses traductions anglaises. Repéré à [http://institutdelaconcertation.org/files/bffichierjoint\\_10.Traduire\\_concertation\\_en\\_anglais.pdf](http://institutdelaconcertation.org/files/bffichierjoint_10.Traduire_concertation_en_anglais.pdf)
- Sabourin, L. (1974). La coopération entre pays francophones dans une perspective globale. *Études internationales*, 5(2), 195-207.
- Sánchez, A. (2007). *Plan de igualdad de oportunidades para la equidad de género en el distrito de Comas 2006-2010*. Lima, Pérou: Municipalidad distrital de Comas.
- Savoie-Zajc, L. (2007). Comment peut-on construire un échantillon scientifiquement valide? *Recherche qualitative, Hors-Série Numéro 5*, 99-111.
- Simard, G. (2008). *La participation au développement local le cas du Niger* (Mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal, Montréal). Repéré à <http://www.archipel.uqam.ca/1402/1/M10217.pdf>
- Slack, K. (2004). Collaboration with the community to widen participation: 'Partners' without power or absent 'friends'? *Higher Education Quarterly*, 58(2), 136-150. doi:10.1111/j.1468-2273.2004.00265.x
- Sulmont Samain, D. (2006). *La concertación socio-laboral en el Perú*. Maestría en relaciones Laborales. Repéré à <http://www.pucp.edu.pe/documento/maestrias/sulmont.pdf>
- Table de concertation des forums jeunesse régionaux du Québec [TCFJRQ] (2012). *Cadre de référence. La participation citoyenne et les forums jeunesse régionaux*. Repéré à <http://www.forumsjeunesse.qc.ca/wpcontent/uploads/2010/02/Cadre-de-r%C3%A9f%C3%A9rence-en-participation-citoyenne.pdf>
- Tremblay, P. A. (2014). Une sociologie de la recherche partenariale. Dans J.-M. Fontan, J.-L. Klein et D. Bussièrès (dir.), *Le défi de l'innovation sociale partagée. Savoirs croisés* (p.15-34) Québec: Presses de l'Université du Québec.
- Touzard, H. (2006). Consultation, concertation, négociation : une courte note théorique. *Négociation*, 1(5), 67-74.
- Usito (s.d.). Partenariat. Repéré à <https://usito.com/dictio/#partenariat.ad%C2%A4>
- Valdiviezo Del Carpio, M. (2013). La participación ciudadana en el Perú y los principales mecanismos para ejercerla. *Gestión pública y desarrollo*, 6(66).
- Van Campenhoudt, L. et Quivy, R. (2011). *Manuel de recherche en sciences sociales. Les critères d'une bonne question de départ* (4<sup>e</sup> éd). Paris : Dunod.
- Van Campenhoudt, L. et Quivy, R. (2006). *Manuel de recherche en sciences sociales. L'exploration* (3<sup>e</sup> éd). Paris : Dunod.
- White, D., Mercier, C., Dorvil, H. et Juteau, L. (1992). Les pratiques de concertation en santé mentale : trois modèles. *Nouvelles pratiques sociales*, 5(1), 77-93.
- WordReference (s.d.). Colaboración. Repéré à <http://www.wordreference.com/definicion/colaboracion>
- WorldVision (2013). Le partenariat local et les programmes de développement Les principes de base. Repéré à <file:///C:/Users/Eric%20Lavall%C3%A9/Downloads/Le%20partenariat%20local%20et%20les%20programmes%20de%20development%20%20les%20principles%20de%20base.pdf>

## Annexe 1: Recension des écrits

Avant de débiter une recherche, il importe de bien connaître l'objet sur lequel porte notre investigation. Pour ce faire, la recension des écrits dans les banques de données constitue une étape essentielle. Pour obtenir la connaissance la plus complète possible du sujet et créer de nouvelles connaissances qui seront en continuité avec celles existant déjà, cet exercice doit être mené avec la plus grande rigueur. Cette section expliquera comment cette recension s'est déroulée dans le cadre de cette recherche. Ainsi, les mots clés utilisés ont été identifiés à l'aide des revues de la littérature existantes sur le sujet. Pour trouver ces revues, la stratégie de recherche a été la suivante : à l'aide du moteur de recherche Google, une recherche de revues de la littérature a été effectuée sur la participation sociale, la concertation et le partenariat. Les mots clés employés étaient : «literature review et participation» (1 résultat retenu), «literature review et partnership» (2 résultats retenus) et «literature review et concertation» (0 résultat retenu). Ceux-ci ont permis d'identifier les appellations utilisées dans les textes traitant des mêmes thèmes que ce mémoire. Une attention particulière a été portée à trouver la traduction la plus appropriée des différents termes et à obtenir des mots clés en espagnol, en français et en anglais. Il importait de faire des recherches en langue espagnole étant donné que notre recherche se déroulera dans un pays hispanophone. Enfin, les mots clés retenus sont illustrés dans le tableau 4.

Tableau 4 : Mots clés identifiés afin de débiter la recension des écrits

Langue	Catégorie des mots clés	Mots clés
Français	Participation	Participati* ou "participation sociale" ou "participation citoyenne" ou "participation publique" ou "participation politique" ou civil ou civic ou "mobilisation" ou ou "engagement ou " démocratie participative" ou démocratie
	Concertation	Concertation, partenariat
	Contexte de recherche	Coopération internationale ou développement local ou communauté
Espagnol	Participation	Participación, participación ciudadana, social participación
	Concertation	Concertación, mesa de concertación
	Contexte de recherche	Ciudadana, "Cooperación internacional" o "desarrollo internacional" o "organización internacional"
Anglais	Participation	Participation or "social participation " or "citizen participation" or "political participation" or "public participation " or mobilization or "social mobilization" or "citizen mobilization" or "community involvement" or "civic behavior" or "citizen engage" or "involving citizen" or "civic participation" or "civil participation" or "civic activism" or "civic consultation" or "civic participation" or democracy
	Concertation	Partnership* or cooperat* or collaborat* or concert* or consult* or consensus or "discussion table" or "dialogue table" or "issue table" <b>intersectoral, social alliance</b> , Inter-organizational networks;

Contexte de recherche	"International cooperation" or "international development" or " <u>International Organizations</u> "
-----------------------	--

Ces termes ont servi de base pour débiter notre recherche. Toutefois, tout dépendant de la banque de données qui a été consultée et des résultats obtenus, ces mots n'ont pas tous été utilisés et ceux qui l'ont été n'ont pas tous donné des résultats pertinents. Une sélection a été effectuée dans le but d'identifier les banques de données dans lesquelles des textes pertinents pourraient être récupérés. Ainsi, à partir de l'ensemble des banques de données de l'Université de Sherbrooke, trois thèmes de banques ont été jugés pertinents par rapport au sujet de cette recherche, en l'occurrence service social et sociologie, sciences politiques et psychologie. À l'intérieur de ces thèmes, plusieurs banques de données ont été retenues et la recension des écrits a été effectuée dans ces banques, où les termes de recherche ont permis d'identifier plusieurs textes pertinents.

Après la recension des écrits, 393 textes ont été identifiés. Cependant, il importe de mentionner que la recension des écrits incluait un très large éventail de textes dans le but éventuellement de faire un classement qui permettra de garder les plus pertinents. Tout d'abord, les doublons ont été enlevés et le nombre de textes est passé de 393 à 342. Par la suite, un classement en quatre niveaux a été effectué. Le niveau 1 correspond aux textes les plus pertinents, le niveau 2 aux textes moyennement pertinents, le niveau 3 aux textes les moins pertinents et le niveau 4 aux textes qui ne sont pas retenus et qui sont par conséquent jugés non pertinents. Le tableau 5 illustre le nombre de textes par niveau.

**Tableau 5 : Tri des textes pour la recension des écrits**

<b>Nombre de textes sélectionnés</b>	<b>342</b>
<b>Textes triés 4 (exclus lors du tri)</b>	<b>171</b>
<b>Nombre de textes triés 1</b>	<b>62</b>
<b>Nombre de textes triés 2</b>	<b>51</b>
<b>Nombre de textes triés 3</b>	<b>60</b>

## Annexe 2 : L'analyse documentaire

<b>Grille d'analyse des documents</b>	
<b>Objectif 1 : Décrire la problématique sociale à propos de laquelle la concertation s'effectue</b>	
<b>Éléments du contexte social de la concertation</b>	
<b>Type de concertation (permanente/temporaire et thématique ou territoriale)</b>	
<b>Élément émergeant au cours de l'analyse</b>	
<b>Élément émergeant au cours de l'analyse</b>	
<b>Objectif 2 : Caractériser les types de participation sociale présents dans le cadre de concertation</b>	
<b>Type de participation sociale (Levasseur et al., 2010)</b>	
<b>Participation directe/représentative</b>	
<b>Élément émergeant au cours de l'analyse</b>	
<b>Élément émergeant au cours de l'analyse</b>	
<b>Objectif 3 : Les déterminants de la concertation et de la participation de la table de concertation sur le genre de Comas</b>	
<b>Éléments limitant la participation (pouvoir, langage, etc.)</b>	
<b>Éléments favorisant la participation (pouvoir, leader, etc.)</b>	
<b>Quels citoyens inclus/exclus</b>	
<b>Quel est l'objectif de la réelle concertation et de la présence des citoyens</b>	
<b>Élément émergeant au cours de l'analyse</b>	
<b>Élément émergeant au cours de l'analyse</b>	
<b>Objectif 4 : Élucider comment la concertation contribue à des formes citoyennes</b>	

de participation	
La perception des citoyens : ce que permet la <i>Mesa</i>	
La participation citoyenne d'Arnstein	
Élément émergeant au cours de l'analyse	
Élément émergeant au cours de l'analyse	
Élément émergeant au cours de l'analyse	
Objectif 5 : Identifier quoi influence la participation sociale dans le cadre de la concertation	
Les critères de qualité des partenariats (qui, quand, pouvoir)	
Provenance hétérogène acteurs	
Impact d'acteurs représentants	
Élément émergeant au cours de l'analyse	
Élément émergeant au cours de l'analyse	
Objectif 6 : Explorer en quoi la coopération internationale est une condition favorable à la participation et à la concertation	
Influence de l'OCI sur la <i>Mesa</i> et ses activités	
Relation égalitaire/pouvoir	
Influence de l'OCI sur les participants	
Élément émergeant au cours de l'analyse	
Élément émergeant au cours de l'analyse	

## Annexe 3 : L'observation

Grille d'observation	
<b>Objectif 1 : Décrire la problématique sociale à propos de laquelle la concertation s'effectue</b>	
Éléments du contexte social de la concertation	
Type de concertation (permanente/temporaire et thématique ou territoriale)	
Élément émergeant au cours de l'analyse	
Élément émergeant au cours de l'analyse	
<b>Objectif 2 : Caractériser les types de participation sociale présents dans le cadre de concertation</b>	
Type de participation sociale (Levasseur et al., 2010)	
Participation directe/représentative	
Élément émergeant au cours de l'analyse	
Élément émergeant au cours de l'analyse	
<b>Objectif 3 : Les déterminants de la concertation et de la participation de la table de concertation sur le genre de Comas</b>	
Éléments limitant la participation (pouvoir, langage, etc.)	
Éléments favorisant la participation (pouvoir, leader, etc.)	
Quels citoyens inclus/exclus	
Quel est l'objectif de la réelle concertation et de la présence des citoyens	
Élément émergeant au cours de l'analyse	
Élément émergeant au cours de l'analyse	



<b>Objectif 4 : Éclaircir comment la concertation contribue à des formes citoyennes de participation</b>	
<b>La perception des citoyens : ce que permet la Mesa</b>	
<b>La participation citoyenne d'Arnstein</b>	
<b>Élément émergent au cours de l'analyse</b>	
<b>Élément émergent au cours de l'analyse</b>	
<b>Élément émergent au cours de l'analyse</b>	
<b>Objectif 5 : Identifier sur quoi influence la participation sociale dans le cadre de la concertation</b>	
<b>Les critères de qualité des partenariats (qui, quand, pouvoir)</b>	
<b>Provenance hétérogène acteurs?</b>	
<b>Impact d'acteurs représentants</b>	
<b>Élément émergent au cours de l'analyse</b>	
<b>Élément émergent au cours de l'analyse</b>	
<b>Objectif 6 : Explorer en quoi la coopération internationale est une condition favorable à la participation et à la concertation.</b>	
<b>Influence de l'OCI sur la Mesa et ses activités</b>	
<b>Relation égalitaire/pouvoir</b>	
<b>Influence de l'OCI sur les participants</b>	
<b>Élément émergent au cours de l'analyse</b>	
<b>Élément émergent au cours de l'analyse</b>	

## Annexe 4 : *Focus groups*

Une grille de questions provisoires a été élaborée afin de structurer le premier *focus group*. En fonction des données récoltées à ce moment, les questions pouvaient être modifiées.

Grille de questions <i>Focus groups</i>	
Question	Objectif(s) associé(s)
1) Concrètement, qu'est-ce que fait la <i>Mesa de concertación de género</i> ?	1-2-3-4
2) Quel est votre rôle au sein de la <i>Mesa de concertación de género</i> ?	2-3-4-5
3) Pourquoi croyez-vous que cette instance est nécessaire dans la communauté?	3
4) En quoi la <i>Mesa</i> influence la participation de ses membres, des organisations de la communauté et de la population?	3
5) Qui peut participer?	3
6) Comment s'effectue l'ajout de nouveaux membres?	3
7) Est-ce que toutes les parties concernées par la problématique sont présentes à la table?	3-5
8) Quel pouvoir détient la table de concertation dans la communauté?	4
9) De quelle manière la municipalité participe-t-elle à la table de concertation?	4
10) Est-ce qu'elle favorise ou fait obstacle à la table de concertation?	4
11) Est-ce que la municipalité détient le même pouvoir que les autres?	4
12) Quel est le pouvoir que détiennent les représentants de la	4

<b>communauté?</b>	
<b>13) Est-ce que tous les membres ont le même pouvoir?</b>	4-5
<b>14) Étant donné qu'il s'agit d'une instance représentative, est-ce que les informations sont bien transmises aux groupes et à la population?</b>	5
<b>15) De quelle manière la <i>Mesa</i> peut prendre en compte l'avis de la population?</b>	5
<b>16) Est-ce qu'un OCI travaille directement avec la table?</b>	6
<b>17) Est-ce qu'il y apporte quelque chose?</b>	6
<b>18) Quel est l'impact des stages du Québec sur la table et la participation?</b>	6
<b>19) À la table, qu'est-ce qui favorise la participation des membres?</b>	3
<b>20) À la table, qu'est-ce qui fait obstacle à la participation des membres?</b>	3

## Annexe 5 : Entretiens semi-dirigés

Une première ébauche de grille d'entrevue a été élaborée. Cependant, selon les matériaux recueillis au cours des collectes de données précédant les entrevues, la grille d'entrevue se modifiera afin de s'adapter au contexte de recherche.

Grille d'entretien individuel	
Question	Objectif(s) associé(s)
1) Quel est votre rôle au sein de la <i>Mesa de concertación de género</i> ?	2-3-4-5
2) À qui les activités de cette organisation contribuent-elles? (vous, avec d'autres, ou à d'autres?)	1-2
3) Qu'est-ce qui vous motive à participer à cette instance de concertation? (vos besoins, aider les autres, réaliser une tâche, aider la société?)	2-3-4
4) Qu'est-ce que ça vous apporte de participer à la <i>Mesa de concertación de género</i> ?	2-3-4
5) En quoi la participation des membres, des organisations et de la population a une influence sur la <i>Mesa</i> ?	5
6) Dans la table qu'est-ce qui favorise la participation des membres?	3
7) Dans la table qu'est-ce qui fait obstacle à la participation des membres?	3
8) Est-ce que tous les individus pouvant amener un apport essentiel au projet y participent?	5
9) Quel est l'impact pour les individus ne participant pas à cette table?	3
10) Quel pouvoir détient la table de concertation dans la communauté?	4
11) Quel pouvoir détiennent les membres de la <i>Mesa</i> ?	4

<b>12) Ont-ils tous le même pouvoir?</b>	4
<b>13) Comment se passe le travail entre les différents membres?</b>	2- 3- 4
<b>14) Quel est l'impact qu'il n'y ait pas de participation directe?</b>	5
<b>15) Est-ce que la population possède des lieux afin de s'exprimer et donner son opinion et est-ce que la <i>Mesa</i> travaille avec ces lieux?</b>	5
<b>16) De quelle manière le CSI (OCI de Sherbrooke) travaille avec la table?</b>	6
<b>17) Donne-t-il un financement pour la <i>Mesa</i> ou les projets?</b>	6
<b>18) Est-ce qu'il a une influence dans les projets ou avec la <i>Mesa</i>?</b>	6

## Annexe 6: Formulaire de consentement

---



UNIVERSITÉ DE  
SHERBROOKE

### FORMULAIRE D'INFORMATION ET DE CONSENTEMENT

Vous êtes invité(e) à participer à un projet de recherche. Le présent document vous renseigne sur les modalités de ce projet de recherche. S'il y a des mots ou des paragraphes que vous ne comprenez pas, n'hésitez pas à poser des questions. Pour participer à ce projet de recherche, vous devrez signer le consentement à la fin de ce document et nous vous en remettrons une copie signée et datée.

#### **Titre du projet**

La participation comme déterminant et retombée de la concertation dans le cadre de projets locaux, dont certains sont appuyés par la coopération internationale, au Pérou.

#### **Personnes responsables du projet**

La chercheuse responsable du projet de recherche est Alexie Nadeau. Celui-ci sera réalisé dans le cadre d'une recherche de maîtrise en travail social de l'université de Sherbrooke. Le directeur de recherche de ce mémoire est Yves Couturier.

Yves Couturier,  
Ph.D., Professeur titulaire,  
École de travail social, Université de Sherbrooke  
1036, rue Belvédère Sud, Sherbrooke,  
Québec, Canada, J1H 4C4

#### **Objectifs du projet**

L'objectif général du projet est de comprendre les liens qui unissent la participation et la concertation.

Pour ce faire, plusieurs objectifs secondaires seront visés :

- 1) Décrire la problématique sociale de la *Mesa de concertación de género*.
- 2) Décrire les types de participation des individus siégeant à la *Mesa de concertación de género*.
- 3) Décrire de quelle manière la *Mesa de concertación de género* a un effet sur la participation des citoyens.
- 4) Décrire de quelle manière le fait de siéger à la *Mesa de concertación de género* permet de développer des formes citoyennes de participation.

- 5) Décrire comment la participation influence la concertation.
- 6) Expliquer comment la coopération internationale est favorable à la participation et la concertation.

### **Justification du recours à des êtres humains et choix du groupe**

Afin de réaliser ces objectifs, il est nécessaire d'avoir recours à la participation d'êtres humains et plus précisément aux individus participants à la *Mesa de concertación de género*. En effet, cette recherche vise une meilleure compréhension de ce groupe et donc sa participation permettra de répondre à chacun des sous-objectifs et à l'objectif général.

Dans le cas présent la notion «recours à des êtres humains» couvre plusieurs éléments.

- 1) Prendre connaissance des documents définissant la *Mesa de concertación de género* et le travail qu'elle effectue.
- 2) Observer les pratiques culturelles de la communauté et les rencontres de la *Mesa de concertación de género*.
- 3) Faire des entretiens individuels avec les personnes siégeant à la *Mesa de concertación de género*.
- 4) Faire des groupes de discussion avec les membres de la *Mesa de concertación de género*.

### **Raison et nature de la participation**

Cette étude se déroulera sur une durée d'environ six mois.

Votre participation sera requise afin que la chercheuse puisse **consulter les documents** décrivant la *Mesa de concertación de género* et les projets/activités qui y sont réalisés.

Votre participation sera requise afin que la chercheuse puisse **observer les réunions** de la *Mesa de concertación de género*. Il s'agira donc d'effectuer les rencontres normalement afin qu'elle en comprenne le fonctionnement. Ces rencontres seront enregistrées sur bande audio

Votre participation à ce projet sera requise pour deux **groupes de discussion d'environ 1 heure**. Ces groupes de discussion auront lieu à l'endroit qui conviendra aux participants, selon leurs disponibilités. Vous aurez à répondre à des questions sur votre participation dans la *Mesa de concertación de género* et sur les éléments l'influençant. Ces entrevues seront enregistrées sur bande audio.

Votre participation à ce projet sera requise pour une **entrevue individuelle** d'environ 1 heures. Cette entrevue aura lieu à l'endroit qui vous convient, selon vos disponibilités. Vous aurez à répondre à des questions sur votre participation dans la *Mesa de concertación de género* et sur les éléments l'influençant. Cette entrevue sera enregistrée sur bande audio.

### **Avantages pouvant découler de la participation**

Votre participation à ce projet de recherche vous apportera l'avantage de mieux connaître l'influence entre la *Mesa de concertación de género* et la participation. De plus, il permettra de mieux comprendre ce qui avantage et ce qui bloque la participation dans ce groupe et donc par là

suite travailler sur ces éléments si désirés. À cela s'ajoute le fait qu'elle contribuera à l'avancement des connaissances scientifiques entourant la participation dans les groupes de concertation et, plus largement, sur l'influence des projets de coopération internationale sur la participation et la concertation.

### **Inconvénients et risques pouvant découler de la participation**

Votre participation à la recherche ne devrait pas comporter d'inconvénients significatifs, si ce n'est le fait de donner de votre temps. Vous pourrez demander de prendre une pause ou de poursuivre l'entrevue à un autre moment qui vous conviendra.

Bien que la confidentialité soit assurée pour chacun des participants. Le fait que la recherche se déroule dans un groupe où tous les individus se côtoient et qu'ils connaissent les idéaux politiques des autres pourraient faire en sorte qu'il soit possible de relier certaines idées à des individus.

### **Arrêt du projet par le chercheur**

Le participant doit savoir que certains motifs pourraient mener à l'arrêt du projet par les chercheurs, par exemple, si de nouvelles données rendaient le projet non éthique ou si le participant ne répondait plus aux critères de sélection ou s'il refusait de suivre les directives qui lui sont données.

### **Droit de retrait sans préjudice de la participation**

#### **Les entretiens individuels**

Il est entendu que votre participation à ce projet de recherche est tout à fait volontaire et que vous restez libre, à tout moment, de mettre fin à votre participation sans avoir à motiver votre décision ni à subir de préjudice de quelque nature que ce soit.

Advenant que vous vous retiriez de l'étude, demandez-vous que les documents audio ou écrits vous concernant soient détruits?

Oui ☐ Non ☐

Il vous sera toujours possible de revenir sur votre décision. Le cas échéant, le chercheur vous demandera explicitement si vous désirez la modifier.

#### **Les groupes de discussion et l'observation**

Il est entendu que votre participation à ce projet de recherche est tout à fait volontaire et que vous restez libre, à tout moment, de mettre fin à votre participation sans avoir à motiver votre décision ni à subir de préjudice de quelque nature que ce soit.

Cependant, pour ce qui est des groupes de discussion et de l'observation, il sera impossible d'effectuer une destruction totale des enregistrements. Les dialogues seront conservés pour garder la cohérence de la discussion.

Êtes-vous d'accord sur le fait que l'enregistrement ne pourra être détruit entièrement même si vous décidez de vous retirer de l'étude?

Oui ☐ Non ☐



### **Compensations financières**

Si vous acceptez de participer, nous vous rembourserons les frais de déplacement directement liés à votre participation à cette recherche.

### **Confidentialité, partage, surveillance et publications**

Durant votre participation à ce projet de recherche, le chercheur responsable recueillera et consignera dans un dossier de recherche les renseignements vous concernant. Seuls les renseignements nécessaires à la bonne conduite du projet de recherche seront recueillis. Ils peuvent comprendre les informations suivantes : nom, sexe, âge, origine ethnique, enregistrements audio, données recueillies lors des entretiens, des groupes de discussion, de l'observation, etc.

Tous les renseignements recueillis au cours du projet de recherche demeureront strictement confidentiels dans les limites prévues par la loi. Afin de préserver votre identité et la confidentialité de ces renseignements, vous ne serez identifié(e) que par un numéro de code. La clé du code reliant votre nom à votre dossier de recherche sera conservée par le chercheur responsable du projet de recherche.

Le chercheur de l'étude utilisera les données à des fins de recherche dans le but de répondre aux objectifs scientifiques du projet de recherche décrits dans ce formulaire d'information et de consentement.

Les données du projet de recherche pourront être publiées dans des revues scientifiques ou partagées avec d'autres personnes lors de discussions scientifiques. Aucune publication ou communication scientifique ne renfermera d'information permettant de vous identifier. Dans le cas contraire, votre permission vous sera demandée au préalable.

Les données recueillies seront conservées, sous clé, pour une période n'excédant pas 5 ans. Après cette période, les données seront détruites. Aucun renseignement permettant d'identifier les personnes qui ont participé à l'étude n'apparaîtra dans aucune documentation.

À des fins de surveillance et de contrôle, votre dossier de recherche pourrait être consulté par une personne mandatée par le Comité d'éthique de la recherche Lettres et sciences humaines, ou par des organismes gouvernementaux mandatés par la loi. Toutes ces personnes et ces organismes adhèrent à une politique de confidentialité.

### **Enregistrement vidéo et /ou prise de photographies**

Il est possible que certaines séances soient enregistrées sur vidéocassettes et que des photographies soient prises. Nous aimerions pouvoir utiliser ces dernières, avec votre permission, à des fins de formation et/ou de présentations scientifiques. Il n'est cependant pas nécessaire de consentir à ce volet pour participer au présent projet. Si vous refusez, les enregistrements et les photographies vous concernant seront détruits à la fin du projet dans le respect de la confidentialité.

Nous autorisez-vous à utiliser vos photographies ou enregistrements à des fins de formations ou de présentations scientifiques et à les conserver avec vos données de recherche?

Oui ☐ Non ☐

### **Résultats de la recherche et publication**

Vous serez informé des résultats de la recherche et des publications qui en découleront, le cas échéant. Nous préserverons l'anonymat des personnes ayant participé à l'étude.

### **Études ultérieures**

Il se peut que les résultats obtenus à la suite de cette étude donnent lieu à une autre recherche. Dans cette éventualité, autorisez-vous les responsables de ce projet à vous contacter à nouveau et à vous demander si vous souhaitez participer à cette nouvelle recherche?

Oui ☐ Non ☐

### **Surveillance des aspects éthiques et identification du président du Comité d'éthique de la recherche Lettres et sciences humaines**

Le Comité d'éthique de la recherche Lettres et sciences humaines a approuvé ce projet de recherche et en assure le suivi. De plus, il approuvera au préalable toute révision et toute modification apportée au formulaire d'information et de consentement, ainsi qu'au protocole de recherche.

Vous pouvez parler de tout problème éthique concernant les conditions dans lesquelles se déroule votre participation à ce projet avec la responsable du projet ou expliquer vos préoccupations à **M. Olivier Laverdière**, président du Comité d'éthique de la recherche Lettres et sciences humaines, en communiquant par l'intermédiaire de son secrétariat au numéro suivant :

### **Consentement libre et éclairé**

Je, \_\_\_\_\_ (*nom en caractères d'imprimerie*), déclare avoir lu et/ou compris le présent formulaire et j'en ai reçu un exemplaire. Je comprends la nature et le motif de ma participation au projet. J'ai eu l'occasion de poser des questions auxquelles on a répondu, à ma satisfaction. Par la présente, j'accepte librement de participer au projet.

Signature de la participante ou du participant : \_\_\_\_\_

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_ 2015

### **Déclaration de responsabilité des chercheurs de l'étude**

Je, \_\_\_\_\_ chercheur principal de l'étude, déclare que suis responsable du déroulement du présent projet de recherche. Je m'engage à respecter les obligations énoncées dans ce document et également à vous informer de tout élément qui serait susceptible de modifier la nature de votre consentement.

Signature du chercheur principal de l'étude : \_\_\_\_\_

### **Déclaration du responsable de l'obtention du consentement**

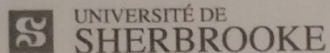
(Il s'avère que, dans bien des cas, ce n'est pas le chercheur principal qui obtient le consentement du participant, mais plutôt l'assistant de recherche.)

Je, Alexie Nadeau, certifie avoir expliqué à la participante ou au participant intéressé(e) les termes du présent formulaire, avoir répondu aux questions qu'il ou qu'elle m'a posées à cet égard et lui avoir clairement indiqué qu'il ou qu'elle reste, à tout moment, libre de mettre un terme à sa participation au projet de recherche décrit ci-dessus. Je m'engage à garantir le respect des objectifs de l'étude et à respecter la confidentialité.

Signature : \_\_\_\_\_

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_ 2015.

## Annexe 7 : Certificat d'éthique



Comité d'éthique de la recherche  
Lettres et sciences humaines  
Sherbrooke (Québec) J1K 2R1

### CERTIFICAT D'ÉTHIQUE

Titre du projet : La participation comme déterminant et retombée de la concertation dans le cadre de projets locaux, dont certains sont appuyés par la coopération internationale au Pérou

Projet subventionné ☒      Projet non subventionné ☐      Projet de maîtrise ou de doctorat ☒

Nom de l'étudiante ou de l'étudiant : Alexie Nadeau

Nom de la directrice ou du directeur : Yves Couturier

Nom du ou de la responsable :

DÉCISION :      Favorable ☒      Unanime ☒      Majoritaire ☐  
Défavorable ☐      Unanime ☐      Majoritaire ☐

DÉCISION DIFFÉRÉE : ☐

SUIVI ÉTHIQUE :

6 mois ☐      1 an ☒

ou

sous la responsabilité de la directrice ou du directeur du projet ☐

COMMENTAIRES :



Olivier Laverdière  
Président du comité d'éthique de la recherche  
Lettres et sciences humaines

Date : 23 juin 2015